

Christian Dior
Dior

UNOFFICIAL FREE NON BINDING TRANSLATION, FOR INFORMATION PURPOSES ONLY, OF THE FRENCH LANGUAGE VERSION. IN THE EVENT OF ANY AMBIGUITY OR CONFLICT BETWEEN CORRESPONDING STATEMENTS OR OTHER ITEMS CONTAINED IN THIS DOCUMENT, THE RELEVANT STATEMENTS OR ITEMS OF THE FRENCH LANGUAGE VERSION SHALL PREVAIL

**Emprunt obligataire de 500.000.000 €
portant intérêt au taux de 1,375 % l'an
et venant à échéance le 19 juin 2019**

**€ 500,000,000
1.375 per cent. Notes
due 19 June 2019**

Prix d'Emission : 99,540 %

Issue Price: 99.540 per cent.

Ce document constitue un prospectus (le "**Prospectus**") au sens de l'article 5.3 de la directive CE/2003/71 du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003, tel que modifiée, et a été approuvé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier au Luxembourg ("**CSSF**"). Conformément à la loi luxembourgeoise du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières, telle que modifiée, la CSSF ne s'engage pas en ce qui concerne l'opportunité économique ou financière de l'opération ou la qualité et la solvabilité de l'Emetteur.

This document constitutes a prospectus (the "**Prospectus**") for the purposes of Article 5.3 of directive 2003/71/EC of the European Parliament and the Council dated 4 November 2003, as amended, and has been approved by the Luxembourg Commission de Surveillance du Secteur Financier ("**CSSF**"). Pursuant to the Luxembourg Act dated 10 July 2005 relating to prospectuses for securities, as amended, by approving this Prospectus, the CSSF assumes no responsibility as to the economic and financial soundness of the transaction and the quality or solvency of the Issuer.

Les obligations émises dans le cadre de l'emprunt obligataire de Christian Dior (l'"**Emetteur**") d'un montant nominal total de 500.000.000 € portant intérêt au taux de 1,375 % l'an, venant à échéance le 19 juin 2019 (les "**Obligations**") seront émises le 19 juin 2014.

The € 500,000,000 1.375 per cent. notes of Christian Dior (the "**Issuer**") maturing on 19 June 2019 (the "**Notes**") will be issued on 19 June 2014.

Les Obligations porteront intérêt à compter du 19 juin 2014 inclus au taux de 1,375 % l'an, payable annuellement à terme échu le 19 juin de chaque année, et pour la première fois le 19 juin 2015 pour la période courant du 19 juin 2014 inclus au 19 juin 2015 exclu.

Interest on the Notes will accrue from, and including, 19 June 2014 at the rate of 1.375 per cent. per annum, payable annually in arrear on 19 June in each year, and for the first time on 19 June 2015 for the period from, and including, 19 June 2014 to, but excluding, 19 June 2015.

A moins qu'elles n'aient été préalablement remboursées ou rachetées et annulées, conformément aux modalités des Obligations, les Obligations seront remboursées à leur valeur nominale le 19 juin 2019. Les Obligations pourront, et dans certaines hypothèses devront, être remboursées avant cette date, en totalité seulement, à leur valeur nominale, majorée, le cas échéant, des intérêts courus, notamment dans le cas où interviendrait un changement de régime fiscal dans les conditions décrites à l'Article 6 des Modalités des Obligations "Fiscalité" ou dans l'un des cas décrits à l'Article 8 des Modalités des Obligations "Cas d'exigibilité anticipée". En outre, les Obligations pourront être remboursées au gré de l'Emetteur, en totalité, et non pour partie seulement à compter du 3^e mois précédant la Date d'Amortissement Finale (inclus), conformément à l'Article 4(c) "Remboursement au gré de l'Emetteur" des Modalités des Obligations.

Unless previously redeemed or purchased and cancelled, in accordance with the terms and conditions of the Notes, the Notes will be redeemed at their principal amount on 19 June 2019. The Notes may, and in certain circumstances shall, be redeemed before this date, in whole only but not in part, at their principal amount, together with, if applicable, accrued interest, notably in the event of any change in taxation as described under Condition 6 of the Terms and Conditions of the Notes "Taxation" or if any event occurs as described under Condition 8 of the Terms and Conditions of the Notes "Events of default". In addition, the Notes may be redeemed at the option of the Issuer, in whole but not in part starting from and including the 3rd month before the Final Redemption Date, in accordance with Condition 4(c) "Call option" of the Terms and Conditions of the Notes.

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 100.000 euros chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations ne sera remis.

The Notes will be issued in dematerialised bearer form in the denomination of € 100,000. Title to the Notes will be evidenced by book entries in accordance with Article L.211-3 of the French Code monétaire et financier. No physical document of title will be issued in respect of the Notes.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte le 19 juin 2014 dans les livres d'Euroclear France qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") et Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

The Notes will, upon issue, be inscribed on 19 June 2014 in the books of Euroclear France which shall credit the accounts of the Account Holders. "**Account Holders**" shall mean any intermediary institution entitled to hold, directly or indirectly, accounts on behalf of its customers with Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") and Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

Les Obligations ont fait l'objet d'une demande auprès de la Bourse de Luxembourg pour être cotées à la Cote Officielle et admises aux négociations sur le marché réglementé (au sens de la directive CE/2004/39 telle qu'amendée) de la Bourse de Luxembourg.

Application has been made to the Luxembourg Stock Exchange for the Notes to be listed on the Official List and admitted to trading on the regulated market (within the meaning of directive 2004/39/EC as amended) of the Luxembourg Stock Exchange.

Ni les Obligations, ni la dette à long terme de l'Emetteur ne font l'objet d'une notation.

Neither the Notes nor the long-term debt of the Issuer are rated.

Se reporter à la section "**Facteurs de Risque**" pour une description de certains facteurs devant être pris en compte par des investisseurs potentiels avant tout investissement dans les Obligations.

See the "**Risk Factors**" section for a description of certain factors which should be considered by potential investors in connection with any investment in the Notes.

Co-Chefs de File

CM-CIC

NATIXIS

Joint Lead Managers

HSBC

**SOCIETE GENERALE CORPORATE &
INVESTMENT BANKING**

L'Emetteur accepte la responsabilité de l'information contenue dans le présent Prospectus. A sa meilleure connaissance (après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet), les informations contenues dans le présent Prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Ni CM-CIC Securities, ni HSBC Bank plc, ni Natixis ni Société Générale (ensemble, les "Co-Chefs de File") n'ont vérifié les informations contenues dans le présent Prospectus. Les Co-Chefs de File ne font aucune déclaration expresse ou implicite, et n'acceptent aucune responsabilité quant à l'exactitude ou au caractère exhaustif de toute information contenue dans le présent Prospectus. Le Prospectus et toute autre information fournie dans le cadre de l'offre des Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation financière ou une quelconque évaluation et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat d'Obligations formulée par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File à l'attention des destinataires du présent Prospectus ou de tous autres états financiers.

Ni le présent Prospectus ni aucune autre information fournie dans le cadre de l'offre des Obligations ne constitue une offre, ou une invitation de (ou pour le compte de) l'Emetteur ou de l'un des Co-Chefs de File à souscrire ou à acquérir l'une quelconque des Obligations.

Nul n'est autorisé à donner des informations ou à faire des déclarations relatives à l'émission ou la vente des Obligations autres que celles contenues dans le présent Prospectus. Toutes informations ou déclarations non incluses dans le présent Prospectus ne sauraient en aucune façon être autorisées par ou au nom et pour le compte de l'Emetteur ou des Co-Chefs de File. En aucune circonstance, la remise de ce Prospectus ou une quelconque vente des Obligations ne peut impliquer (i) qu'il n'y ait pas eu de changement dans la situation de l'Emetteur ou du groupe constitué de l'Emetteur et de ses entités affiliées et filiales depuis la date du présent Prospectus et (ii) que les informations qu'il contient ou qui y sont incorporées par référence soient exactes à toute date postérieure à la date indiquée sur le présent Prospectus.

Le présent Prospectus et tout document d'information relatif à l'Emetteur ou aux Obligations ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation de la situation financière de l'Emetteur ou une quelconque évaluation des Obligations et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat des Obligations formulée par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File. Chaque acquéreur potentiel des Obligations devra juger lui-même de la pertinence des informations contenues dans le présent Prospectus et fonder sa décision d'achat des Obligations sur les recherches qu'il jugera nécessaires. Aucun Co-Chef de File ne s'engage à contrôler la situation financière ou la situation générale de l'Emetteur pendant la durée de l'emprunt, ou à faire part à un quelconque investisseur ou investisseur potentiel des informations qu'il serait amené à connaître à ce sujet. Les investisseurs devraient revoir, entre autres, les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus pour décider s'ils souscrivent ou achètent, ou non, des Obligations. Les investisseurs doivent en particulier procéder à leur propre analyse et leur propre évaluation des risques liés à l'Emetteur, à son activité, à sa situation financière et aux Obligations émises et doivent consulter leurs propres conseillers financiers ou juridiques quant aux risques associés à l'investissement dans les Obligations et quant à la pertinence d'un investissement en Obligations à la lumière de leur propre situation. Les investisseurs potentiels devraient lire attentivement la section

The Issuer accepts responsibility for the information contained in this Prospectus. To the best of its knowledge (having taken all reasonable care to ensure that such is the case), the information contained in this Prospectus is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.

Neither CM-CIC Securities, nor HSBC Bank plc, nor Natixis nor Société Générale (together, the "Joint Lead Managers") have separately verified the information contained in this Prospectus. The Joint Lead Managers do not make any representation, express or implied, or accept any responsibility, with respect to the accuracy or completeness of any of the information in this Prospectus. Neither this Prospectus nor any other information supplied in connection with the offering of the Notes is intended to provide the basis of any credit or other evaluation and should not be considered as a recommendation by any of the Issuer or the Joint Lead Managers that any recipient of this Prospectus or any other financial statements should purchase the Notes.

Neither this Prospectus nor any other information supplied in connection with the offering of the Notes constitutes an offer of, or an invitation by (or on behalf of), any of the Issuer or the Joint Lead Managers to subscribe or purchase any of the Notes.

No person is authorised to give any information or to make any representation related to the issue or to the sale of the Notes not contained in this Prospectus. Any information or representation not so contained herein must not be relied upon as having been authorised by or on behalf of the Issuer or the Joint Lead Managers. The delivery of this Prospectus or any sale of Notes at any time does not imply (i) that there has been no change with respect to the Issuer or the Issuer and its affiliated entities and subsidiaries taken as a whole, since the date hereof and (ii) that the information contained or incorporated by reference in it is correct as at any time subsequent to its date.

The Prospectus and any other information relating to the Issuer or the Notes are not intended to constitute any credit or other evaluation of the financial position of the Issuer or of the Notes and should not be considered as a recommendation by any of the Issuer or the Joint Lead Managers to purchase the Notes. Each prospective investor of Notes should determine for itself the relevance of the information contained in this Prospectus and its purchase of Notes should be based upon such investigation as it deems necessary. None of the Joint Lead Managers undertakes to review the financial or general condition of the Issuer during the life of the arrangements contemplated by this Prospectus nor to advise any investor or prospective investor in the Notes of any information coming to its attention. Investors should review, inter alia, the documents incorporated by reference into this Prospectus when deciding whether or not to subscribe for or to purchase the Notes. Investors should in particular conduct their own analysis and evaluation of risks relating to the Issuer, its business, its financial condition and the issued Notes and consult their own financial or legal advisers about risks associated with investment in the Notes and the suitability of investing in the Notes in light of their particular circumstances. Potential investors should read carefully the section entitled "Risk Factors" set out in this Prospectus before making a decision to invest in the Notes.

intitulée "Facteurs de risque" du présent Prospectus avant de décider d'investir dans les Obligations.

Dans certains pays, la diffusion du présent Prospectus et l'offre ou la vente des Obligations peuvent faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires. Ni l'Emetteur ni aucun Co-Chef de File ne garantit que le présent Prospectus sera distribué conformément à la loi, ou que les Obligations seront offertes conformément à la loi, dans le respect de tout enregistrement applicable ou de toute autre exigence qu'aurait une juridiction, ou en vertu d'une exemption qui y serait applicable, et ils ne sauraient être responsables d'avoir facilité une telle distribution ou une telle offre. En particulier, ni l'Emetteur ni aucun Co-Chef de File n'a entrepris d'action visant à permettre l'offre au public des Obligations ou la distribution du présent Prospectus dans une juridiction qui exigerait une action en ce sens. En conséquence, les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus ni tout autre document d'offre ne pourra être distribué ou publié dans une juridiction, si ce n'est en conformité avec toute loi ou toute réglementation applicable. L'Emetteur et les Co-Chefs de File invitent les personnes auxquelles ce Prospectus serait remis à se renseigner et à respecter ces restrictions. Une description de certaines de ces restrictions d'offre et de vente des Obligations et de distribution du présent Prospectus figure sous le titre "Souscription et Vente" ci-après.

Les Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées dans le cadre de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933, telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Au regard de la législation américaine, et sous réserve de certaines exceptions, les Obligations ne peuvent être offertes ou vendues aux Etats-Unis ("**United States**" tel que ce terme est défini par la Réglementation S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la "**Réglementation S**")).

Le présent Prospectus n'a pas été soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers.

Dans le cadre de la présente émission, Société Générale (l' "**Etablissement chargé des Opérations de Régularisation**") (ou toute personne agissant pour le compte de l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation) peut effectuer des sur-allocations d'Obligations ou des opérations en vue de maintenir le cours des Obligations à un niveau supérieur à celui qu'elles atteindraient autrement en l'absence de telles opérations. Cependant, il n'est pas assuré que l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation (ou toute personne agissant au nom de l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation) effectuera de telles opérations. Ces Opérations de Régularisation ne pourront débuter qu'à compter de la date à laquelle les conditions de l'émission auront été rendues publiques et, une fois commencées, elles pourront être arrêtées à tout moment et devront prendre fin au plus tard à la première des deux dates suivantes : (i) trente (30) jours après la Date d'Emission des Obligations et (ii) soixante (60) jours après la date d'allocation des Obligations. De telles Opérations de Régularisation seront effectuées conformément aux lois et règlements applicables.

Toute référence dans le présent Prospectus à "€", "**EURO**", "**EUR**" ou à "**euro**" désigne la monnaie des états membres de l'Union européenne ayant adopté la monnaie unique en application du Traité établissant la Communauté européenne (signé à Rome le 25 mars 1957), tel que modifié par le Traité sur l'Union européenne (signé à Maastricht le 7 février 1992) et par le Traité d'Amsterdam (signé à Amsterdam le 2 octobre 1997).

The distribution of this Prospectus and the offering or the sale of the Notes in certain jurisdictions may be restricted by law or regulation. The Issuer and the Joint Lead Managers do not represent that this Prospectus may be lawfully distributed, or that any Notes may be lawfully offered, in compliance with any applicable registration or other requirements in any such jurisdiction, or pursuant to an exemption available thereunder, or assume any responsibility for facilitating any such distribution or offering. In particular, no action has been taken by the Issuer or any of the Joint Lead Managers which is intended to permit a public offering of any Notes or distribution of this Prospectus in any jurisdiction where action for that purpose is required. Accordingly, no Note may be offered or sold, directly or indirectly, and neither this Prospectus nor any offering material may be distributed or published in any jurisdiction, except under circumstances that will result in compliance with any applicable laws and regulations. Persons into whose possession this Prospectus comes are required by the Issuer and the Joint Lead Managers to inform themselves about and to observe any such restrictions. For a further description of certain restrictions on offers and sales of Notes and distribution of this Prospectus and of any other offering material relating to the Notes, see section "Subscription and Sale" below.

The Notes have not been and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the "**Securities Act**"). In accordance with U.S. laws, and subject to certain exceptions, the Notes may not be offered or sold within the United States (as defined in Regulation S under the Securities Act (the "**Regulation S**")).

This Prospectus has not been submitted to the clearance procedures of the Autorité des Marchés Financiers.

In connection with the issue of the Notes, Société Générale (the "**Stabilising Manager**") (or any person acting on behalf of the Stabilising Manager) may over-allot Notes or effect transactions with a view to supporting the market price of the Notes at a level higher than that which might otherwise prevail. However, there is no assurance that the Stabilising Manager (or any person acting on behalf of the Stabilising Manager) will undertake stabilisation action. Any stabilisation action may begin on or after the date of which adequate public disclosure of the terms of the offer of the Notes is made and, if begun, may be ended at any time, but it must end no later than the earlier of thirty (30) days after the Issue Date of the Notes and sixty (60) days after the date of the allotment of the Notes. Such stabilisation will be carried out in accordance with all applicable rules and regulations.

In this Prospectus, references to "€", "**EURO**", "**EUR**" or to "**euro**" are to the lawful currency of the member states of the European Union that adopt the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome on 25 March 1957), as amended by the Treaty on European Union (signed in Maastricht on 7 February 1992) and as amended by the Treaty of Amsterdam (signed in Amsterdam on 2 October 1997).

TABLE DES MATIERES

	Page
PERSONNE RESPONSABLE DE L'INFORMATION CONTENUE DANS LE PROSPECTUS	5
DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE	6
FACTEURS DE RISQUE	9
MODALITES DES OBLIGATIONS	16
UTILISATION DU PRODUIT DE L'EMISSION	27
DEVELOPPEMENTS RECENTS	28
FISCALITE	49
SOUSCRIPTION ET VENTE	54
INFORMATIONS GENERALES	58

TABLE OF CONTENTS

	Page
PERSON RESPONSIBLE FOR THE INFORMATION CONTAINED IN THE PROSPECTUS	5
DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE	6
RISK FACTORS	9
TERMS AND CONDITIONS OF THE NOTES	16
USE OF PROCEEDS	27
RECENT DEVELOPMENTS	28
TAXATION	49
SUBSCRIPTION AND SALE	54
GENERAL INFORMATION	58

**PERSONNE RESPONSABLE
DE L'INFORMATION CONTENUE
DANS LE PROSPECTUS**

Christian Dior accepte la responsabilité de l'information contenue dans le présent Prospectus. A sa meilleure connaissance (après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet), les informations contenues dans le présent Prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

CHRISTIAN DIOR
30, avenue Montaigne
75008 Paris
France

**PERSON RESPONSIBLE
FOR THE INFORMATION CONTAINED
IN THE PROSPECTUS**

Christian Dior accepts responsibility for the information contained in this Prospectus. To the best of its knowledge (having taken all reasonable care to ensure that such is the case), the information contained in this Prospectus is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.

CHRISTIAN DIOR
30, avenue Montaigne
75008 Paris
France

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

Le présent Prospectus doit être lu et interprété conjointement avec les documents suivants en langue française, qui ont été déposés auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") au Luxembourg, et qui sont incorporés par référence dans le présent Prospectus et sont réputés en faire partie :

- le rapport annuel au 30 avril 2012 de l'Emetteur (le "**RA 2012**") (disponible sur http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/13), étant précisé que l'assemblée générale mixte du 5 avril 2012 a adopté une résolution visant à changer les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social respectivement au 1er mai et au 30 avril de l'année suivante, l'exercice en cours ayant commencé le 1er janvier 2012, ayant pris fin, par exception, le 30 avril 2012 ;
- le rapport annuel au 30 avril 2013 de l'Emetteur (le "**RA 2013-1**") (disponible sur http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/14) ;
- le rapport annuel au 30 juin 2013 de l'Emetteur (le "**RA 2013-2**") (disponible sur http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/15), étant précisé que l'assemblée générale mixte du 26 octobre 2012 a adopté une résolution visant à changer les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social respectivement au 1er juillet et au 30 juin de l'année suivante, l'exercice ayant commencé le 1^{er} mai 2013 ayant pris fin, par exception, le 30 juin 2013 ; et
- le rapport financier semestriel au 31 décembre 2013 de l'Emetteur (le "**RFS 2013**") (disponible sur http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/16).

Des copies des documents incorporés par référence sont disponibles sans frais (i) sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu), (ii) sur le site Internet de l'Emetteur (www.dior-finance.com) et (iii) sur demande, au siège de l'Emetteur ou de l'Agent Payeur aux heures normales de bureau aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, tel qu'indiqué dans la section "Informations Générales" ci-dessous.

Les informations incorporées par référence dans le présent Prospectus doivent être lues conjointement avec la table de concordance ci-après. Toute information non référencée dans la table de concordance ci-après mais

DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE

This Prospectus shall be read and construed in conjunction with the following documents in the French language, which have been filed with the *Commission de Surveillance du Secteur Financier* ("CSSF") in Luxembourg and which are incorporated by reference in, and shall be deemed to form part of, this Prospectus:

- the annual report as of 30 April 2012 of the Issuer (the "**2012 AR**") (available on http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/13), provided that the combined shareholders' meeting of 5 April 2012 adopted a resolution to change the opening and closing dates of the Issuer's fiscal year to May 1 and April 30 of the following year, respectively, the fiscal year under review, which began on 1 January 2012, having ended, on an exceptional basis, on 30 April 2012;
- the annual report as of 30 April 2013 of the Issuer (the "**2013-1 AR**") (available on http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/14);
- the annual report as of 30 June 2013 of the Issuer (the "**2013-2 AR**") (available on http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/15), provided that the combined shareholders' meeting of 26 October 2012 adopted a resolution to change the opening and closing dates of the fiscal year to July 1 and June 30 of the following civil year, respectively, the fiscal year which began on 1 May 2013 have ended, on an exceptional basis, on 30 June 2013; and
- the half year financial report as of 31 December 2013 of the Issuer (the "**2013 HYFR**") (available on http://www.dior-finance.com/fr-FR/Documentation/InformationsReglementees/01,02_RapportsFinanciers.aspx/16).

Copies of the documents incorporated by reference are available without charge (i) on the website of the Luxembourg Stock Exchange (www.bourse.lu), (ii) on the Issuer's website (www.dior-finance.com) and (iii) upon request at the principal office of the Issuer or of the Paying Agent during normal business hours so long as any of the Notes is outstanding, as described in "General Information" below.

The information incorporated by reference in this Prospectus shall be read in connection with the cross reference list below. Any information not listed in the following cross-reference list but included in the

incluse dans les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus n'est donnée qu'à titre d'information.

documents incorporated by reference in this Prospectus is given for information purposes only.

Informations incorporées par référence (Annexe IX du Règlement communautaire 809/2004/CE (telle que modifiée))	Information incorporated by reference (Annex IX of the European Regulation 809/2004/EC (as amended))
3. Facteurs de risque <p style="text-align: right;">Référence RA 2013-2 pages 15 à 17 et pages 19 à 20</p>	3. Risk factors <p style="text-align: right;">Reference 2013-2 AR pages 15 to 17 and pages 19 to 20</p>
4. Informations concernant l'Emetteur <u>4.1 Histoire et évolution</u> <p style="text-align: right;">Référence RA 2013-2</p> <p>4.1.1 Raison sociale, nom commercial page 228</p> <p>4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement page 228</p> <p>4.1.3 Date de constitution, durée page 228</p> <p>4.1.4 Siège social, forme juridique, législation et pays d'origine page 228</p> <p>4.1.5 Evénements récents page 26</p>	4. Information about the Issuer <u>4.1 History and development</u> <p style="text-align: right;">Reference 2013-2 AR</p> <p>4.1.1 Legal and commercial name page 228</p> <p>4.1.2 Place of registration and registration number page 228</p> <p>4.1.3 Date of incorporation and length of life page 228</p> <p>4.1.4 Domicile, legal form, legislation and country of incorporation page 228</p> <p>4.1.5 Recent events page 26</p>
5. Aperçu des activités <u>5.1 Principales activités</u> <p style="text-align: right;">Référence RA 2013-2</p> <p>5.1.1 Principales activités pages 9 à 14</p>	5. Business overview <u>5.1 Principal activities</u> <p style="text-align: right;">Reference 2013-2 AR</p> <p>5.1.1 Principal activities pages 9 to 14</p>
6. Organigramme <p style="text-align: right;">Référence RA 2013-2</p> <p>6.1 Description du groupe pages 3 et 228</p>	6. Organisational structure <p style="text-align: right;">Reference 2013-2 AR</p> <p>6.1 Description of the group pages 3 and 228</p>
9. Organes d'administration de direction et de surveillance <p style="text-align: right;">Référence RA 2013-2</p> <p>9.1 Informations relatives aux organes d'administration et de direction pages 2, 82, 83, 200 à 208 et 210 à 212</p> <p>9.2 Conflits d'intérêts pages 82, 210 et 211</p>	9. Administrative, management and supervisory bodies <p style="text-align: right;">Reference 2013-2 AR</p> <p>9.1 Information concerning the administrative and management bodies pages 2, 82, 83, 200 to 208 and 210 to 212</p> <p>9.2 Conflicts of interests pages 82, 210 and 211</p>
10. Principaux actionnaires <p style="text-align: right;">Référence RA 2013-2</p> <p>10.1 Détention et contrôle pages 29, 45, 230 et 231</p>	10. Major shareholders <p style="text-align: right;">Reference 2013-2 AR</p> <p>10.1 Ownership and control pages 29, 45, 230 and 231</p>
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Emetteur <u>11.1 Informations financières vérifiées pour l'exercice clos le 30 avril 2012</u> <p style="text-align: right;">Référence RA 2012</p> <p>- <u>Bilan</u> Comptes annuels pages 160 et 161 Comptes consolidés page 90</p>	11. Financial information concerning the Issuer's assets and liabilities, financial position and profits and losses <u>11.1 Issuer's audited annual financial statements for the year ended 30 April 2012</u> <p style="text-align: right;">Reference 2012 AR</p> <p>- <u>Balance sheet</u> Annual financial statements pages 160 and 161 Consolidated financial statements page 90</p>

- <u>Compte de résultat</u>	
Comptes annuels	page 162
Comptes consolidés	page 88
- <u>Annexes</u>	
Comptes annuels	pages 164 à 172
Comptes consolidés	pages 93 à 157
- <u>Rapport des commissaires aux comptes</u>	
Comptes annuels	pages 175 et 176
Comptes consolidés	page 158
 <u>11.1 Informations financières vérifiées pour l'exercice clos le 30 avril 2013</u>	
	Référence
	<i>RA 2013-1</i>
- <u>Bilan</u>	
Comptes annuels	pages 184 et 185
Comptes consolidés	page 110
- <u>Compte de résultat</u>	
Comptes annuels	page 186
Comptes consolidés	page 108
- <u>Annexes</u>	
Comptes annuels	pages 188 à 195
Comptes consolidés	pages 113 à 181
- <u>Rapport des commissaires aux comptes</u>	
Comptes annuels	pages 199 et 200
Comptes consolidés	page 182
 <u>11.1 Informations financières vérifiées pour l'exercice clos le 30 juin 2013</u>	
	Référence
	<i>RA 2013-2</i>
- <u>Bilan</u>	
Comptes annuels	pages 176 et 177
Comptes consolidés	page 102
- <u>Compte de résultat</u>	
Comptes annuels	page 178
Comptes consolidés	page 100
- <u>Annexes</u>	
Comptes annuels	pages 180 à 187
Comptes consolidés	pages 105 à 173
- <u>Rapport des commissaires aux comptes</u>	
Comptes annuels	pages 191 et 192
Comptes consolidés	page 174
 <u>11.3 Autres informations auditées</u>	
	Référence
	<i>RA 2013-1</i>
	pages 105, 201 et 207
	Référence
	<i>RA 2013-2</i>
	pages 98 et 193
 <u>11.5 Procédures judiciaires et d'arbitrage</u>	
	Référence
	<i>RA 2013-1</i>
	pages 29 et 30
	Référence
	<i>RA 2013-2</i>
	pages 25 et 26
	Référence
	<i>RFS 2013</i>
	page 42

- <u>Profit and loss Account</u>	
Annual financial statements	page 162
Consolidated financial statements	page 88
- <u>Notes</u>	
Annual financial statements	pages 164 to 172
Consolidated financial statements	pages 93 to 157
- <u>Auditors' report</u>	
Annual financial statements	pages 175 and 176
Consolidated financial statements	page 158
 <u>11.1 Issuer's audited annual financial statements for the year ended 30 April 2013</u>	
	Reference
	<i>2013-1 AR</i>
- <u>Balance sheet</u>	
Annual financial statements	pages 184 and 185
Consolidated financial statements	page 110
- <u>Profit and loss Account</u>	
Annual financial statements	page 186
Consolidated financial statements	page 108
- <u>Notes</u>	
Annual financial statements	page 188 to 195
Consolidated financial statements	pages 113 to 181
- <u>Auditors' report</u>	
Annual financial statements	pages 199 and 200
Consolidated financial statements	page 182
 <u>11.1 Issuer's audited annual financial statements for the year ended 30 June 2013</u>	
	Reference
	<i>2013-2 AR</i>
- <u>Balance sheet</u>	
Annual financial statements	pages 176 and 177
Consolidated financial statements	page 102
- <u>Profit and loss Account</u>	
Annual financial statements	page 178
Consolidated financial statements	page 100
- <u>Notes</u>	
Annual financial statements	page 180 to 187
Consolidated financial statements	pages 105 to 173
- <u>Auditors' report</u>	
Annual financial statements	pages 191 and 192
Consolidated financial statements	page 174
 <u>11.3 Other audited information</u>	
	Reference
	<i>2013-1 AR</i>
	pages 105, 201 and 207
	Reference
	<i>2013-2 AR</i>
	pages 98 and 193
 <u>11.5 Legal and arbitration proceedings</u>	
	Reference
	<i>2013-1 AR</i>
	pages 29 and 30
	Reference
	<i>2013-2 AR</i>
	pages 25 and 26
	Reference
	<i>2013 HYFR</i>
	page 42

FACTEURS DE RISQUE

Les paragraphes suivants présentent certains facteurs de risques liés à l'offre des Obligations dont les investisseurs potentiels doivent avoir connaissance. Avant de décider d'investir dans les Obligations, les investisseurs potentiels sont invités à examiner avec attention toute l'information contenue dans le présent Prospectus, qui inclut en particulier les facteurs de risques détaillés ci-dessous, et à consulter leurs propres conseillers financiers et juridiques sur les risques découlant d'un investissement dans les Obligations. Les développements suivants ne sont pas exhaustifs. De plus, les investisseurs doivent savoir que les risques décrits peuvent se combiner et donc être liés les uns aux autres. Les investisseurs potentiels doivent faire leur propre évaluation de toutes les considérations liées à un investissement et doivent également lire les informations détaillées figurant ailleurs dans le présent Prospectus. Les termes définis dans la section "Modalités des Obligations" du présent Prospectus auront le même sens lorsqu'ils sont utilisés ci-dessous.

1. Risques liés à l'Emetteur

Les facteurs de risque liés à l'Emetteur et à son activité sont décrits à la section "Facteurs de risque liés à l'activité et politique d'assurance" (pages 15 à 17 et 19 à 20) du RA 2013-2 de Christian Dior incorporé par référence.

Concurrence

Les marchés sur lesquels le Groupe Christian Dior intervient sont caractérisés par une croissance soutenue associée à l'augmentation du nombre d'acteurs et des produits proposés. Dans ce contexte, les produits du Groupe Christian Dior sont caractérisés par (i) la forte notoriété de ses marques, (ii) la grande qualité de ses produits, (iii) une attention permanente à l'innovation et à la créativité et (iv) un savoir-faire reconnu au sein des différentes Maisons.

Certains marchés sur lesquels le Groupe opère, notamment dans les secteurs des Vins et Spiritueux et des Parfums et Cosmétiques, sont affectés par une concentration des réseaux de distribution qui peut induire une pression sur les prix et les marges. Dans les activités de Mode et Maroquinerie, la concurrence est très active, la créativité et l'amélioration constante des produits constituant dans ce contexte les principales forces du Groupe Christian Dior.

2. Risques liés aux Obligations

(a) Investisseurs

L'investissement dans les Obligations nécessite une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et des obligations ainsi qu'une connaissance des risques liés aux opérations sur les Obligations.

RISK FACTORS

The following are certain risk factors relating to the offering of the Notes of which prospective investors should be aware. Prior to making an investment decision, prospective investors should consider carefully all the information set out in this Prospectus, including in particular the risk factors detailed below, and consult with their own financial and legal advisors as to the risks entailed by an investment in the Notes. The following statements are not exhaustive. In addition, investors should be aware that the risks described may be combined and thus interrelated with one another. Prospective investors should make their own independent evaluations of all investment considerations and should also read the detailed information set out elsewhere in this Prospectus. Terms defined in the section "Terms and Conditions of the Notes" of this Prospectus shall have the same meaning where used below.

1. Risks relating to the Issuer

Risks factors linked to the Issuer and its activity are mentioned under section "Operational risk factors and insurance policy" (pages 15 to 17 and 19 to 20) in the 2013-2 AR of Christian Dior incorporated by reference.

Competition

The markets in which the Christian Dior Group is present are characterized by a sustained growth linked to the increase in the number of actors and the number of products available. In this context, the products offered by the Christian Dior Group are characterized by (i) the existence of well-known brands, (ii) the high quality of its products, (iii) permanent attention to innovation and creativity and (iv) a recognized know-how within the different Houses.

Certain markets on which the Group operates, in particular in the areas of Wine and Spirits and Perfume and Cosmetics, are affected by a concentration of distribution networks that may induce a pressure on the prices and margins. On the Fashion and Leather Goods markets, competition is very active, with Christian Dior Group's main strength in these markets being is creativity and continuous improvement of goods.

2. Risks linked to the Notes

(a) Investors

Potential investors should be experienced with respect to transactions on capital markets and notes and should understand the risks of transactions involving the Notes.

Les investisseurs potentiels ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le présent Prospectus et des informations d'ordre général relatives aux Obligations.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils ont les ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition d'Obligations.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de s'assurer d'une compréhension suffisante de la nature des Obligations et des risques qui en découlent et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de procéder à leur propre analyse des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires de l'acquisition d'Obligations.

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Obligations.

Les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier) les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Certains investisseurs potentiels sont soumis à une réglementation stricte en matière d'investissements. Ces investisseurs potentiels devront consulter leur conseil juridique afin de déterminer si la loi les autorise à investir dans les Obligations, si l'investissement dans les Obligations est compatible avec leurs autres emprunts et si d'autres restrictions d'achat des Obligations leur sont applicables.

(b) Risques généraux relatifs aux Obligations

Les Obligations peuvent être remboursées avant maturité

Dans l'hypothèse où l'Émetteur serait obligé de payer des montants additionnels au regard des Obligations du fait d'une rétention telle que prévue dans l'Article 6 des Modalités des Obligations "Fiscalité", l'Émetteur pourra et, dans certaines circonstances, devra, rembourser toutes les Obligations en circulation conformément aux dispositions de cet Article.

Tout remboursement anticipé par l'Émetteur peut résulter pour les Porteurs (tels que définis à l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs") en un rendement considérablement inférieur à leurs attentes

L'Émetteur peut avoir la faculté ou l'obligation de rembourser les Obligations par anticipation, conformément aux Articles 4(b) "Remboursement anticipé pour raisons fiscales", 4(c) "Remboursement au gré de l'Émetteur", et aux Articles 6(b) et 6(c) "Fiscalité". L'existence de ces facultés ou obligations est susceptible d'affecter la valeur de marché des Obligations. Dans de tels cas de remboursement, le rendement au moment du

Potential Investors should reach an investment decision only after careful consideration of the information set forth in this Prospectus and general information relating to Notes.

Potential investors should ensure that they have sufficient financial resources to bear the risks of purchase of the Notes.

Potential investors should have sufficient knowledge of the nature of Notes, the merits and risks of investing in the relevant Notes and verify the suitability of such investment in light of their particular financial situation.

Potential investors should make their own assessment of the legal, tax, accounting and regulatory aspects of purchasing the Notes.

Each potential investor should consult its legal advisers on legal, tax and related aspects of investment in the Notes.

Potential investors should be able to evaluate (either alone or with the help of a financial adviser) possible scenarios for economic and other factors that may affect their investment and their ability to bear the applicable risks.

Some potential investors are subject to restricting investment regulations. These potential investors should consult their legal counsel in order to determine whether investment in the Notes is authorised by law, whether such investment is compatible with their other borrowings and whether other selling restrictions are applicable to them.

(b) Risks related to the Notes generally

The Notes may be redeemed prior to maturity

In the event that the Issuer would be obliged to pay additional amounts in respect of any Notes due to any withholding as provided in Condition 6 of the Conditions of the Notes "Taxation", the Issuer may and, in certain circumstances shall, redeem all of the Notes then outstanding in accordance with such Condition.

Any early redemption by the Issuer may result, for the Noteholders (as defined in Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representation of the Noteholders"), in a yield that is considerably lower than anticipated

The Issuer may elect or be obliged to redeem the Notes in accordance with Conditions 4(b) "Redemption for taxation reasons", 4(c) "Call Option", and Conditions 6(b) and 6(c) "Taxation". These features may affect the market value of the Notes. In the case of any such redemption, the yield at the time of redemption may be lower than anticipated by Noteholders and the value of the

remboursement peut être plus faible qu'attendu par les Porteurs, et la valeur du montant remboursé des Obligations peut être inférieure au prix d'achat des Obligations payé par les Porteurs. En conséquence, une partie du capital investi par les Porteurs peut être perdue, de sorte que les Porteurs ne recevront pas nécessairement le montant total du capital qu'ils ont investi s'ils avaient payé un prix d'achat supérieur au pair. De plus, en cas de remboursement anticipé, les Porteurs qui choisissent de réinvestir les fonds qu'ils reçoivent peuvent n'être en mesure de les réinvestir que dans des titres financiers ayant un rendement plus faible que les Obligations remboursées.

Modification des Modalités des Obligations

Les Porteurs (tels que définis dans les Modalités des Obligations) seront groupés en une Masse (telle que définie à l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs") pour la défense de leurs intérêts communs et pourront se réunir en assemblée générale. Les Modalités des Obligations permettent que dans certains cas les Porteurs non présents ou représentés lors d'une assemblée générale puissent se trouver liés par le vote des Porteurs présents ou représentés même s'ils sont en désaccord avec ce vote.

L'assemblée générale des Porteurs peut, sous réserve des dispositions de l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs", délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités des Obligations, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Modification du droit

Les Modalités des Obligations sont régies par la loi française en vigueur à la date du présent Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision judiciaire ou administrative ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du présent Prospectus.

Le projet de taxe européenne sur les transactions financières ("TTF")

La Commission européenne a publié un projet de directive relative à l'instauration d'une TTF en Belgique, Allemagne, Estonie, Grèce, Espagne, France, Italie, Autriche, Portugal, Slovaquie et Slovaquie (les "**Etats Membres Participants**").

La TTF proposée a un champ d'application très large, et pourrait, si elle était adoptée en l'état actuel du projet, être applicable à certaines opérations sur les Obligations (notamment les opérations sur le marché secondaire) dans certaines hypothèses. La TTF proposée devrait généralement s'élever à au moins 0,1% du plus élevé de la

amount of the Notes redeemed may be lower than the purchase price paid by the Noteholders. As a result, part of the Noteholders' capital invested could be lost which means Noteholders might not receive the full amount of the capital invested if they had paid a purchase price greater than par. Furthermore, in case of early redemption, Noteholders who choose to reinvest the funds they receive might only be able to reinvest in financial instruments with yields below those of the redeemed Notes.

Modification of the Terms and Conditions of the Notes

The Noteholders (as defined in the Terms and Conditions of the Notes) will be grouped automatically for the defence of their common interests in a *Masse*, as defined in Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representation of the Noteholders", and a general meeting of Noteholders can be held. The Terms and Conditions of the Notes permit in certain cases defined majorities to bind all Noteholders including Noteholders who did not attend and vote at the relevant general meeting and Noteholders who voted in a manner contrary to the majority.

The general meeting of Noteholders may, subject to the provisions of Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representation of the Noteholders", deliberate on any proposal relating to the modification of the Terms and Conditions of the Notes, notably on any proposal, whether for arbitration or settlement, relating to rights in controversy or which were subject of judicial decisions.

Change of law

The Terms and Conditions of the Notes are based on French law in effect as at the date of this Prospectus. No assurance can be given as to the impact of any possible judicial or administrative decision or change to French law or administrative practice after the date of this Prospectus.

The proposed European financial transactions tax ("FTT")

The European Commission has published a draft Directive relating to the implementation of a FTT in Belgium, Germany, Estonia, Greece, Spain, France, Italy, Austria, Portugal, Slovenia and Slovakia (the "**Participating Member States**").

The proposed FTT has a very broad scope, and could, if introduced in its current draft form, apply to certain dealings in the Notes (including secondary market transactions) in certain circumstances. The proposed FTT would impose a charge at generally not less than 0.1% of the sale price on such

rémunération payée dans le cadre de telles transactions ou du prix du marché des instruments financiers concernés.

La TTF pourrait être à la fois applicable à des personnes situées dans et en dehors des Etats Membres Participants.

La TTF reste soumise à des discussions entre les Etats Membres Participants et à des recours juridiques. La TTF est en conséquence susceptible d'être modifiée avant sa transposition, dont le calendrier demeure incertain. D'autres Etats Membres pourraient décider de participer. Toute personne envisageant d'investir dans les Obligations est invitée à consulter son propre conseil au sujet de la TTF.

Fiscalité

Les acquéreurs et les vendeurs potentiels d'Obligations doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Obligations seront transférées ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales ni aucune décision de justice n'est disponible s'agissant de titres financiers tels que les Obligations. Les investisseurs potentiels sont invités à ne pas se fonder sur les informations fiscales contenues dans le présent Prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la rémunération, la vente et le remboursement des Obligations. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel. Ces considérations relatives à l'investissement doivent être lues conjointement avec les informations contenues dans le chapitre "Fiscalité" du présent Prospectus.

Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus de l'épargne

La directive relative à l'imposition des revenus tirés de l'épargne (2003/48/CE) adoptée par le Conseil de l'Union Européenne le 3 juin 2003 (la "**Directive**") impose à compter du 1^{er} juillet 2005 à chaque Etat Membre de fournir aux autorités fiscales d'un autre Etat Membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts ou revenus similaires au sens de la Directive effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de cet autre Etat Membre. Cependant, durant une période de transition, certains Etats Membres (le Luxembourg et l'Autriche) peuvent appliquer une retenue à la source sur tout paiement d'intérêt au sens de la Directive, sauf si le bénéficiaire effectif des intérêts versés opte pour l'échange d'informations. En avril 2013 le gouvernement luxembourgeois a annoncé sa décision de sortir du système de retenue à la source et d'opter pour l'échange automatique d'informations, à compter du 1^{er} janvier 2015.

Si un paiement devait être effectué ou collecté au sein d'un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et un montant être retenu en tant qu'impôt, ou en

transactions or the market price of the relevant securities, whichever is higher.

The FTT could apply to persons both within and outside of the Participating Member States.

The FTT proposal remains subject to discussions between the Participating Member States and is the subject of legal challenge. It may therefore be altered prior to any implementation, the timing of which remains unclear. Additional Member States may decide to participate. Prospective holders of the Notes are advised to seek their own professional advice in relation to the FTT.

Taxation

Potential purchasers and sellers of the Notes should be aware that they may be required to pay taxes or other documentary charges or duties in accordance with the laws and practices of the country where the Notes are transferred or other jurisdictions. In some jurisdictions, no official statements of the tax authorities or court decisions may be available for financial notes such as the Notes. Potential investors are advised not to rely upon the tax summary contained in this Prospectus but to ask for their own tax adviser's advice on their individual taxation with respect to the acquisition, remuneration, sale and redemption of the Notes. Only these advisors are in a position to duly consider the specific situation of the potential investor. This investment consideration has to be read in connection with the taxation sections of this Prospectus.

EU Savings Directive

The EC Council Directive 2003/48/EC of 3 June 2003 on taxation of savings income in the form of interest payments (the "**Directive**") requires each Member State as from 1 July 2005 to provide to the tax authorities of another Member State details of payments of interest and other similar income within the meaning of the Directive made by a paying agent within its jurisdiction to, or under certain circumstances collected for the benefit of, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in that other Member State, except that Luxembourg and Austria may instead impose a withholding system for a transitional period unless the beneficial owner of interest payment elects for the exchange of information. In April 2013, the Luxembourg Government announced its intention to abolish the withholding system with effect from 1 January 2015, in favour of automatic information exchange under the Directive.

If a payment were to be made or collected through a Member State which has opted for a withholding system and an amount of, or in respect of tax were to

vertu d'un impôt, ni l'Emetteur, ni aucun Agent Payeur, ni aucune autre personne ne serait obligé de payer des montants additionnels afférents aux Obligations du fait de l'application de cette retenue ou ce prélèvement à la source.

Le 24 mars 2014, le Conseil de l'Union Européenne a adopté une directive modifiant la Directive Epargne (la "**Directive Epargne Modifiée**") renforçant les règles européennes sur l'échange d'informations en matière d'épargne afin de permettre aux Etats Membres de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Cette Directive Epargne Modifiée devrait modifier et élargir l'étendue des obligations décrites ci-dessus, et en particulier, elle devrait étendre le champ d'application de la Directive Epargne pour couvrir de nouvelles catégories d'épargne et de produits générant des intérêts ou revenus similaires et le champ des obligations déclaratives à respecter vis à vis des administrations fiscales. Les Etats Membres auraient jusqu'au 1er janvier 2016 pour transposer la Directive Epargne Modifiée dans leur législation interne.

Loi française sur les entreprises en difficulté

Les porteurs d'Obligations seront automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse, telle que définie à l'Article 10 des Modalités des Obligations "Représentation des Porteurs". Toutefois, en vertu de la loi française sur les entreprises en difficulté, les créanciers titulaires d'obligations sont automatiquement groupés en une assemblée unique de créanciers (l'"**Assemblée**") pour la défense de leurs intérêts communs pour toute procédure de sauvegarde, procédure de sauvegarde financière accélérée ou procédure de redressement judiciaire qui serait ouverte en France concernant l'Emetteur.

L'Assemblée rassemble les créanciers titulaires de toutes les obligations émises par l'Emetteur (en ce compris les Obligations) que ces obligations aient été émises dans le cadre d'un programme ou non et indépendamment de la loi applicable au contrat d'émission.

L'Assemblée délibère sur le projet de plan de sauvegarde, le projet de plan de sauvegarde financière accélérée ou le projet de plan de redressement envisagé pour l'Emetteur et peut ainsi accepter :

- une augmentation des charges des créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) par l'accord de délais de paiement et/ou un abandon total ou partiel des créances obligataires ;
- l'établissement d'un traitement inégal entre les créanciers titulaires d'obligations (en ce compris les Porteurs) tel que requis par les circonstances ; et/ou
- la conversion des créances (en ce compris les Obligations) en titres donnant ou pouvant donner accès au capital.

be withheld from that payment, neither the Issuer nor any Paying Agent nor any other person would be obliged to pay additional amounts with respect to any Note as a result of the application of such withholding tax.

On 24 March, 2014, the Council of the European Union adopted a directive amending the Savings Directive (the "**Amending Savings Directive**") strengthening European Union rules on the exchange of information on savings income in order to enable the Member States to better clamp down on tax fraud and tax evasion. The Amending Savings Directive would amend or broaden the scope of the requirements described above. It would in particular enlarge the scope of the Savings Directive to cover new types of savings income and products that generate interest or equivalent income and the scope of the tax authorities requirements to be complied with. The Member States would have until 1st January, 2016 to adopt the national legislation necessary to comply with the Amending Savings Directive.

French Insolvency Law

Holders of Notes will be automatically grouped for the defence of their common interests in a *masse*, as defined in Condition 10 of the Terms and Conditions of the Notes "Representations of the Noteholders". However, under French insolvency law, holders of debt securities are automatically grouped into a single assembly of holders (the "**Assemblée**") in order to defend their common interests if a safeguard (*procédure de sauvegarde*), an accelerated financial safeguard procedure (*procédure de sauvegarde financière accélérée*) or a judicial reorganisation procedure (*procédure de redressement judiciaire*) is opened in France with respect to the Issuer.

The Assembly comprises holders of all debt securities issued by the Issuer (including the Notes), whether or not under a debt issuance programme and regardless of their governing law.

The Assembly deliberates on the proposed safeguard (*projet de plan de sauvegarde*), accelerated financial safeguard plan (*projet de plan de sauvegarde financière accélérée*) or judicial reorganisation plan (*projet de plan de redressement*) applicable to the Issuer and may further agree to:

- increase the liabilities (charges) of holders of debt securities (including the Noteholders) by rescheduling payments which are due and/or partially or totally writing-off debts;
- establish an unequal treatment between holders of debt securities (including the Noteholders) as appropriate under the circumstances; and/or
- decide to convert debt securities (including the Notes) into securities that give or may give right to share capital.

Le projet de plan prend en compte les accords de subordination entre créanciers conclus avant l'ouverture de la procédure.

Les décisions de l'Assemblée seront prises à la majorité des deux tiers (2/3) (calculés en proportion des créances obligataires détenues par les porteurs ayant exprimé leur vote lors de cette Assemblée). Aucun quorum n'est exigé pour que l'Assemblée se tienne.

Ne prennent pas part au vote les créanciers obligataires pour lesquels le projet de plan ne prévoit pas de modification des modalités de paiement ou prévoit un paiement intégral en numéraire dès l'arrêt du plan ou dès l'admission de leurs créances.

En de telles circonstances, les stipulations relatives à la Représentation des Porteurs décrites dans les Modalités des Obligations du présent Prospectus ne seront pas applicables dans la mesure où elles sont en contradiction avec des dispositions obligatoires de la loi sur les entreprises en difficulté applicables.

(c) Risques généraux relatifs au marché

Valeur de marché des Obligations

La valeur de marché des Obligations sera affectée par la solvabilité de l'Émetteur et nombre d'éléments additionnels, qui incluent l'intérêt du marché et les taux d'intérêt.

La valeur des Obligations dépend d'un nombre de facteurs interdépendants, qui comprend les événements économiques, financiers et politiques, en France et ailleurs, y compris les facteurs qui affectent les marchés de capitaux en général et le marché sur lequel les Obligations sont admises à la négociation. Le prix auquel un porteur pourra acheter les Obligations pourra être substantiellement inférieur, le cas échéant, au prix d'émission ou au prix d'achat payé par l'acheteur.

Marché secondaire en général

Les Obligations pourraient ne pas faire l'objet d'un marché de négociation établi une fois émises et un tel marché pourrait ne jamais se développer. Si un marché se développe, il pourrait ne pas être liquide. Par conséquent, les investisseurs pourraient ne pas être capables de vendre leurs Obligations facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires qui ont un marché secondaire développé. L'absence de liquidité pourrait avoir un effet défavorable sur la valeur de marché des Obligations.

Risques de change

Le paiement des intérêts et le remboursement du principal se feront en euros ce qui peut présenter des risques si les activités financières d'un investisseur sont essentiellement dans une autre devise. Il existe un risque que les taux de change varient significativement (notamment en cas de

The proposed plan takes into account the subordination agreements between the creditors entered into before the opening of the insolvency procedure.

Decisions of the Assembly will be taken by a two-third (2/3rd) majority (calculated as a proportion of the debt securities held by the holders which have cast a vote at such Assembly). No quorum is required to hold the Assembly.

The holders of all debt securities for which the proposed plan does not include any amendment to the payment terms or an integral payment in cash as from the order of the plan (arrêt du plan) or the admission of their receivables, do not participate to the vote.

For the avoidance of doubt, the provisions relating to the Representation of the Noteholders described in the Terms and Conditions of the Notes set out in this Prospectus will not be applicable to the extent they conflict with compulsory insolvency law provisions that apply in these circumstances.

(c) Risks related to the market generally

Market value of the Notes

The market value of the Notes will be affected by the creditworthiness of the Issuer and a number of additional factors, including market interest and yield rates.

The value of the Notes depends on a number of interrelated factors, including economic, financial and political events in France or elsewhere, including factors affecting capital markets generally and the stock exchange on which the Notes are traded. The price at which a Noteholder will be able to sell the Notes may be at a discount, which could be substantial, from the issue price or the purchase price paid by such purchaser.

The secondary market generally

Notes may have no established trading market when issued, and one may never develop. If a market does develop, it may not be liquid. Therefore, investors may not be able to sell their Notes easily or at prices that provide them with a yield comparable to similar investments that have a developed secondary market. Illiquidity may have an adverse effect on the market value of Notes.

Exchange rate risks

The Issuer will pay principal and interest on the Notes in Euro. This presents certain risks relating to currency conversions if an investor's financial activities are denominated principally in a currency or currency unit other than Euro. These include the

dévaluation de l'euro et de réévaluation de la devise de l'investisseur) et que les autorités du pays de l'investisseur modifient leur contrôle des changes. L'investisseur concerné pourrait alors recevoir un montant d'intérêt ou de remboursement inférieur à ce qu'il avait prévu.

Taux fixe

Les Obligations portant intérêt à taux fixe, tout investissement dans les Obligations entraîne le risque que des variations substantielles des taux de marché pourraient avoir des conséquences négatives sur la valeur des Obligations.

Notation

Ni les Obligations ni la dette à long terme de l'Emetteur ne font l'objet d'une notation. Une ou plusieurs agence(s) de notation indépendante(s) peu(ven)t attribuer une notation aux Obligations. Les notations peuvent ne pas refléter l'effet potentiel de tous les risques liés aux facteurs structurels, de marché ou autres qui sont décrits dans ce chapitre et à tous les autres facteurs qui peuvent affecter la valeur des Obligations. Une notation ou l'absence de notation ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir des obligations.

risk that exchange rates may significantly change (including changes due to devaluation of Euro or revaluation of the investor's currency) and the risk that authorities with jurisdiction over the investor's currency may impose or modify exchange controls. As a result, investors may receive less interest or principal than expected.

Interest rate risks

The Notes bearing interest at a fixed rate, investment in the Notes involves the risk that subsequent changes in market interest rates may adversely affect the value of the Notes.

Rating

Neither the Notes nor the long-term debt of the Issuer are rated. One or more independent credit rating agencies may assign credit ratings to the Notes. The ratings may not reflect the potential impact of all risks related to structure, market, additional factors discussed above, and other factors that may affect the value of the Notes. A rating or the absence of a rating is not a recommendation to buy, sell or hold securities.

MODALITES DES OBLIGATIONS

Sous réserve de compléments et de modifications, les modalités des Obligations (les "Modalités") sont les suivantes :

L'émission de l'emprunt obligataire d'un montant nominal total de 500.000.000 € portant intérêt au taux de 1,375 % l'an, venant à échéance le 19 juin 2019 (les "Obligations") par Christian Dior (l' "Emetteur") a été autorisée par une délibération du Conseil d'administration de l'Emetteur en date du 3 octobre 2013 et une décision de Monsieur Sidney Toledano, Directeur Général Délégué de l'Emetteur, en date du 12 juin 2014.

Les Obligations sont émises conformément au contrat de service financier (le "**Contrat de Service Financier**") conclu le 17 juin 2014 entre l'Emetteur et BNP Paribas Securities Services en sa qualité d'agent financier (l' "**Agent Financier**"), ce terme comprenant, lorsque le contexte s'y prête, tout autre agent financier susceptible d'être désigné ultérieurement) et agent payeur (l' "**Agent Payeur**", une telle expression incluant, lorsque le contexte s'y prête, tout autre agent payeur susceptible d'être désigné ultérieurement). Un exemplaire du Contrat de Service Financier rédigé en langue française sera disponible et pourra être examiné sur demande aux guichets de l'Agent Payeur. Certaines stipulations des Modalités résumant les stipulations détaillées du Contrat de Service Financier auxquelles elles sont soumises et s'entendent sous réserve de ces stipulations.

Toute référence dans les présentes Modalités aux "**Porteurs**" renvoie aux porteurs d'Obligations.

Toute référence dans les présentes Modalités à des "**Articles**" renvoie aux Modalités numérotées ci-dessous.

1. **Forme, valeur nominale et propriété**

Les Obligations seront émises sous forme de titres au porteur dématérialisés d'une valeur nominale de 100.000 euros chacune. La propriété des Obligations sera établie par une inscription en compte, conformément à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Obligations (y compris les certificats représentatifs prévus à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis en représentation des Obligations.

Une fois émises, les Obligations seront inscrites en compte dans les livres d'Euroclear France ("**Euroclear France**") qui créditera les comptes des Teneurs de Compte. Pour les besoins des présentes, "**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire autorisé à détenir, directement ou indirectement, des comptes-titres pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, Clearstream Banking, société anonyme, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") et Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

La propriété des Obligations sera établie par l'inscription en compte dans les livres des Teneurs de Comptes et la cession des Obligations ne pourra être effectuée que par

TERMS AND CONDITIONS OF THE NOTES

The terms and conditions of the Notes (the "Conditions"), subject to completion and amendment, will be as follows:

The issue of the € 500,000,000 1.375 per cent. Notes maturing on 19 June 2019 (the "**Notes**") by Christian Dior (the "**Issuer**") was authorised pursuant to a resolution of the Board of Directors of the Issuer dated 3 October 2013 and a decision of Mr. Sidney Toledano, Group Managing Director of the Issuer, dated 12 June 2014.

The Notes are issued with the benefit of a fiscal agency agreement dated 17 June 2014 (the "**Fiscal Agency Agreement**") between the Issuer and BNP Paribas Securities Services, as fiscal agent (the "**Fiscal Agent**" which expression shall, where the context so admits, include any successor for the time being as fiscal agent) and paying agent (the "**Paying Agent**" which expression shall, where the context so admits, include any successor for the time being as paying agent). A copy of the Fiscal Agency Agreement in the French language is available for inspection at the specified offices of the Paying Agent. Certain statements in these Conditions are summaries of, and are subject to, the detailed provisions of the Fiscal Agency Agreement.

References below to the "**Noteholders**" are to the holders of the Notes.

References below to "**Conditions**" are to the numbered paragraphs below.

1. **Form, denomination and title**

The Notes will be issued in dematerialised bearer form in the denomination of € 100,000 each. Title to the Notes will be evidenced in accordance with Article L.211-3 of the French *Code monétaire et financier* by book-entries. No physical document of title (including *certificats représentatifs* pursuant to Article R.211-7 of the French *Code monétaire et financier*) will be issued in respect of the Notes.

The Notes will, upon issue, be inscribed in book entry form in the books of Euroclear France ("**Euroclear France**") which shall credit the accounts of the Account Holders. For the purpose of these Conditions, "**Account Holders**" shall mean any intermediary institution entitled to hold, directly or indirectly, accounts on behalf of its customers with Euroclear France, Clearstream Banking, *société anonyme*, Luxembourg ("**Clearstream, Luxembourg**") and Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**").

Title to the Notes shall be evidenced by entries in the books of Account Holders and will pass upon, and transfer of Notes may only be effected through,

inscription dans ces livres.

2. Rang des Obligations

Les Obligations constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de l'Emetteur venant au même rang entre elles et (sous réserve des exceptions impératives du droit français) au même rang que tous les autres engagements chirographaires, présents ou futurs, de l'Emetteur.

L'Emetteur s'engage jusqu'au remboursement effectif de la totalité des Obligations à ne pas conférer ou permettre que subsiste un quelconque gage, hypothèque, nantissement ou autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses biens, actifs, revenus ou droits, présents ou futurs en garantie de tout Endettement Concerné sauf à ce que soient consenties les mêmes sûretés réelles et le même rang aux présentes Obligations.

Dans les présentes Modalités "**Endettement Concerné**" désigne toute dette présente ou future sous la forme, ou représentée par, des obligations ou autres valeurs mobilières émises par l'Emetteur cotées ou négociées (ou susceptibles de l'être) sur un marché réglementé ou tout autre marché de valeurs mobilières.

3. Intérêts

Les Obligations portent intérêt du 19 juin 2014 (inclus) au 19 juin 2019 (exclu) au taux de 1,375% l'an, payable annuellement à terme échu le 19 juin de chaque année. Le premier paiement d'intérêt aura lieu le 19 juin 2015 pour la période courant du 19 juin 2014 inclus au 19 juin 2015 exclu.

Chaque Obligation cessera de porter intérêt à compter de sa date de remboursement, à moins que le montant du principal ne soit indûment refusé ou retenu. Dans ce cas, l'Obligation concernée continuera de porter intérêt au taux de 1,375 % l'an (tant avant qu'après le prononcé du jugement) jusqu'à la date (incluse) à laquelle toutes les sommes dues au titre de l'Obligation concernée jusqu'à ce jour sont reçues par ou pour le compte du Porteur concerné.

Le montant des intérêts dû au titre de chaque Obligation sera calculé par référence à la valeur cumulée détenue par chaque Porteur, le montant d'un tel paiement étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

Les intérêts, s'ils doivent être calculés pour une période inférieure à un an, seront calculés sur la base exact/exact pour chaque période, soit du nombre réel de jours calendaires écoulés pendant la période concernée divisé par 365 (ou 366 si un 29 février est inclus dans cette période), le résultat étant arrondi à la deuxième décimale la plus proche (les demis étant arrondis à la décimale supérieure).

registration of the transfer in such books.

2. Status of the Notes

The Notes constitute direct, unconditional, unsubordinated and unsecured obligations of the Issuer and rank *pari passu* without any preference among themselves and (subject to such exceptions as are mandatory under French law) equally and rateably with all other present or future unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer.

So long as any of the Notes remains outstanding, the Issuer undertakes not to grant or permit to subsist any pledge, mortgage, lien or other form of security interest upon any of its properties, assets, revenues or rights, present or future to secure any Relevant Debt, unless the present Notes are equally and rateably secured therewith.

In this Condition "**Relevant Debt**" means any present or future indebtedness in the form of, or represented by, bonds or other securities issued by the Issuer which are for the time being, or are capable of being, quoted or ordinarily dealt in on any regulated stock exchange or other securities market.

3. Interest

The Notes bear interest from, and including, 19 June 2014 to, but excluding, 19 June 2019, at the rate of 1.375 per cent, *per annum*, payable annually in arrear on 19 June in each year. The first payment of interest will be made on 19 June 2015 for the period from, and including, 19 June 2014 to, but excluding, 19 June 2015.

Each Note will cease to bear interest from the due date for redemption, unless payment of principal is improperly withheld or refused. In such event, it shall continue to bear interest at the rate of 1.375 per cent *per annum* (both before and after judgment) until the day (included) on which all sums due in respect of such Note up to that day are received by or on behalf of the relevant Noteholder.

The amount of interest due in respect of each Note will be calculated by reference to the aggregate value of each Noteholder's holding, the amount of such payment being rounded to the nearest cent (half a cent being rounded upwards).

If interest is required to be calculated for a period of less than one year, it will be calculated on an actual/actual basis for each period, that is to say the actual number of calendar days elapsed during the relevant period divided by 365 (or by 366 if a February 29 is included in such period), the result being rounded to the nearest cent (half a cent being rounded upwards).

4. Amortissement et rachat

(a) Amortissement final

A moins qu'elles n'aient été préalablement rachetées et annulées, les Obligations seront amorties en totalité à leur valeur nominale le 19 juin 2019 (la "**Date d'Amortissement Final**").

(b) Remboursement anticipé pour raisons fiscales

Les Obligations pourront et, dans certains cas, devront être remboursées avant la Date d'Amortissement Final dans le cas où interviendrait un changement de régime fiscal, dans les conditions visées à l'Article 6.

(c) Remboursement au gré de l'Emetteur

L'Emetteur pourra, à son gré, à compter du 3^e mois précédant la Date d'Amortissement Final (inclus), jusqu'à la Date d'Amortissement Final (exclue), à condition d'en aviser (un tel avis étant irrévocable) les Porteurs au moins quinze (15) jours calendaires ou au plus trente (30) jours calendaires avant ledit remboursement conformément à l'Article 9, procéder au remboursement de la totalité et non d'une partie seulement des Obligations restant en circulation à leur valeur nominale majorée des intérêts courus jusqu'à la date dudit remboursement (exclue).

(d) Rachats

L'Emetteur pourra à tout moment procéder à des rachats d'Obligations, à quelque prix que ce soit, en bourse ou autrement. Les Obligations ainsi rachetées par l'Emetteur pourront être conservées conformément aux articles L.213 1 A et D.213-1-A du Code monétaire et financier aux fins de favoriser la liquidité desdites Obligations.

(e) Annulation

Toutes les Obligations rachetées par, ou pour le compte de, l'Emetteur conformément au présent Article 4 "Amortissement et rachat" et qu'il souhaite annuler seront immédiatement annulées (ainsi que tous les droits relatifs au paiement des intérêts et aux autres montants relatifs à ces Obligations) par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France.

Les Obligations ainsi annulées ne pourront être réémises ou revendues et l'Emetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Obligations

5. Paiements

(a) Méthode de paiement

Le paiement du principal et des intérêts dus au titre des Obligations sera effectué en euro par crédit ou transfert sur un compte libellé en euros, conformément aux dispositions fiscales ou à d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables, et sous réserve des stipulations de l'Article 6.

Ces paiements devront être faits au bénéfice des Porteurs

4. Redemption and purchase

(a) Final redemption

Unless previously purchased and cancelled as provided below, the Notes will be redeemed at their principal amount on 19 June 2019 (the "**Final Redemption Date**").

(b) Redemption for Taxation Reasons

The Notes may, and in certain circumstances shall, be redeemed before the Final Redemption Date, in the event of any change occurring in taxation pursuant to the conditions provided in Condition 6.

(c) Call option

The Issuer may, at its option, from and including the 3rd month before the Final Redemption Date to but excluding the Final Redemption Date, having given not less than fifteen (15) nor more than thirty (30) calendar days' notice to the Bondholders in accordance with Condition 9 (which notice shall be irrevocable), redeem the outstanding Notes, in whole but not in part, at their principal amount together with interest accrued to but excluding the date of redemption.

(d) Purchases

The Issuer may at any time purchase Notes in the open market or otherwise at any price. Bonds so purchased by the Issuer may be held and resold in accordance with Articles L.213-1-A and D.213-1-A of the French *Code monétaire et financier* for the purpose of enhancing the liquidity of the Notes.

(e) Cancellation

All Notes which are purchased for cancellation by, or on behalf of, the Issuer pursuant to this Condition 4 "Redemption and purchase" will forthwith be cancelled (together with rights to interest any other amounts relating thereto) by transfer to an account in accordance with the rules and procedures of Euroclear France.

Any Notes so cancelled may not be resold and the obligations of the Issuer in respect of any such Notes shall be discharged.

5. Payments

(a) Method of payment

Payment of principal and interest in respect of the Notes will be made in Euro by credit or transfer to a Euro-denominated account, in accordance with tax provisions or with any other applicable laws or regulations, and subject to the provisions of Condition 6.

Such payments shall be made for the benefit of the

chez les Teneurs de Compte (y compris Euroclear France, Euroclear et Clearstream, Luxembourg) et tous paiements ainsi effectués au profit des Teneurs de Compte déchargent l'Emetteur de sa responsabilité sur les Obligations à concurrence du montant payé.

Les paiements seront effectués sous réserve de l'application de toutes lois ou réglementations fiscales ou autres, sans préjudice des dispositions de l'Article 6. Les Porteurs ne supporteront ni commission ni frais au titre de ces paiements.

(b) Paiements les Jours Ouvrables

Si la date de paiement d'une somme en principal ou en intérêts afférente à une Obligation n'est pas un Jour Ouvré (tel que défini ci-après), le Porteur n'aura alors droit au paiement de cette somme que le premier Jour Ouvré suivant et n'aura droit à aucun intérêt ou autre montant supplémentaire en raison de ce délai.

Dans les présentes Modalités, "**Jour Ouvré**" désigne un jour (à l'exception du samedi et du dimanche) où le Système de Transfert Express Automatisé Transeuropéen à Règlement Brut en Temps Réel (TARGET 2) fonctionne.

(c) Agent Financier et Agent Payeur

L'Agent Financier et Agent Payeur initial et son établissement désigné sont les suivants :

BNP Paribas Securities Services
Les Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin
France

L'Emetteur se réserve le droit de modifier ou de résilier à tout moment le mandat de l'Agent Financier et/ou de désigner un autre Agent Financier, à la condition d'en informer les Porteurs quarante-cinq (45) jours calendaires au plus et trente (30) jours calendaires au moins avant, conformément à l'Article 9 et sous réserve qu'il y ait en permanence un Agent Financier qui soit une banque d'investissement de premier plan active sur le marché et disposant d'un établissement dans une ville européenne et.

L'Emetteur se réserve le droit de modifier ou résilier à tout moment le mandat de l'Agent Payeur et de nommer d'autre(s) Agent(s) Payeur(s) ou des Agent(s) Payeur(s) supplémentaires, à la condition d'en informer les Porteurs quarante-cinq (45) jours calendaires au plus et trente (30) jours calendaires au moins avant, conformément à l'Article 9 et à condition qu'à tout moment il y ait un agent payeur ayant son bureau dans un état membre de l'Union Européenne qui ne le contraigne pas à effectuer une retenue ou un prélèvement conformément à la Directive du Conseil Européen 2003/48/CE ou à toute autre directive de l'Union Européenne mettant en oeuvre les conclusions dégagées par le Conseil ECOFIN lors de sa délibération des 26 et 27 novembre 2000 relative à l'imposition des revenus de l'épargne ou conformément à

Noteholders to the Account Holders (including Euroclear France, Euroclear and Clearstream, Luxembourg) and all such payments so made to the relevant Account Holders shall discharge the liability of the Issuer under the Notes to the extent of the sums so paid.

Payments will be subject in all cases to any fiscal or other laws and regulations applicable thereto, but without prejudice to the provisions of Condition 6. No commission or expenses shall be charged to the Noteholders in respect of such payments.

(b) Payments on Business Days

If any due date for payment of principal or interest or any other amount in respect of any Note is not a Business Day (as defined below), then the holder thereof shall not be entitled to payment of the amount due until the next following day which is a Business Day and the holder shall not be entitled to any interest or other additional sums in respect of such postponed payment.

In this Condition "**Business Day**" means a day (except for Saturdays and Sundays) on which the Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer System (TARGET 2) is operating.

(c) Fiscal Agent and Paying Agent

The initial Fiscal Agent and Paying Agent and its specified office are as follows:

BNP Paribas Securities Services
Les Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin
France

The Issuer reserves the right at any time to vary or terminate the appointment of the Fiscal Agent and/or appoint another Fiscal Agent, subject to having given not more than forty-five (45) nor less than thirty (30) calendar days' prior notice to the Noteholders, in accordance with Condition 9, and as long as there will at all times be a Fiscal Agent being a leading investment bank active on the market and having a specified office in a European city.

The Issuer reserves the right at any time to vary or terminate the appointment of any Paying Agent to appoint a successor Paying Agent or additional Paying Agent(s) subject to having given not more than forty-five (45) nor less than thirty (30) calendar days' prior notice to the Noteholders, in accordance with Condition 9, and *provided, however* that the Issuer shall at all times maintain a paying agent in a member state of the European Union that will not be obliged to withhold or deduct tax pursuant to European Council Directive 2003/48/EC or any other European Union Directive implementing the conclusion of the ECOFIN Council meeting of 26-27 November 2000 on the taxation of savings income or any law implementing or complying with, or introduced in order to conform to, such

toute loi mettant en oeuvre cette directive, s'y conformant ou adoptée dans le but de s'y conformer.

6. Fiscalité

(a) Tous les paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits afférents aux Obligations effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouverts par ou pour le compte de la France, ou de l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit exigé par la loi.

(b) Si le paiement d'intérêts ou le remboursement du principal dû au titre de l'une quelconque des Obligations est soumis, en vertu de la législation française, à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre d'un quelconque impôt ou taxe français, présent ou futur, l'Emetteur s'engage à majorer, dans la mesure permise par la loi, le paiement ou le remboursement de montants supplémentaires de sorte que les Porteurs reçoivent, nonobstant la déduction dudit prélèvement ou de ladite retenue, l'intégralité des sommes qui leur auraient été dues au titre des Obligations, étant précisé toutefois que si l'obligation d'effectuer ces paiements supplémentaires résulte d'un changement de la législation française ou d'un changement dans l'application ou l'interprétation de la législation française, intervenu après la Date d'Emission et si cette obligation ne peut être évitée par des mesures raisonnables de l'Emetteur, l'Emetteur pourra rembourser à tout moment par anticipation, mais au plus tôt trente (30) jours calendaires avant la date de prise d'effet du changement, la totalité des Obligations alors en circulation, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

Les stipulations ci-dessus ne s'appliquent pas :

- (i) lorsque des impôts, droits ou taxes sont supportés par le Porteur au titre des Obligations du fait des liens entretenus par ledit Porteur avec la France autres que la seule détention des Obligations ; ou
- (ii) lorsque le prélèvement ou la retenue à la source est déduit d'un montant payé à une personne physique ou à une entité et qu'il doit être effectué conformément à la Directive du Conseil Européen 2003/48/EC ou à toute autre directive de l'Union Européenne mettant en œuvre les conclusions dégagées par le Conseil ECOFIN lors de sa délibération des 26 et 27 novembre 2000 sur l'imposition des revenus de l'épargne ou conformément à toute loi mettant en œuvre cette directive, s'y conformant, ou adoptée dans le but de s'y conformer.

(c) Si l'Emetteur est tenu d'effectuer des paiements supplémentaires conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus et que le paiement de tels montants est ou deviendrait prohibé par la législation française, et si l'obligation d'effectuer de tels paiements supplémentaires ne peut être évitée par des mesures raisonnables de la part de l'Emetteur, l'Emetteur sera

Directive.

6. Taxation

(a) All payments of principal, interest and other revenues by or on behalf of the Issuer in respect of the Notes shall be made free and clear of, and without withholding or deduction for, any taxes or duties of whatever nature imposed, levied or collected by or on behalf of France or any authority therein or thereof having power to tax, unless such withholding or deduction is required by law.

(b) If French law or regulation should require that payments of principal of, or interest on, any of the Notes be subject to deduction or withholding for or on account of any present or future taxes or duties of whatever nature, the Issuer shall, to the extent permitted by law, pay such additional amounts as will result in the receipt by the Noteholders of the amounts which would have been receivable by them in the absence of such requirement to deduct or withhold. However, if the Issuer would, as a result of any change in or in the application or interpretation of French laws or regulations, be required to pay any such additional amounts, taking place after the Issue Date and this obligation cannot be avoided by reasonable measures of the Issuer, then the Issuer may at any time, but at the earliest thirty (30) calendar days prior to such change becoming effective, redeem all of the outstanding Notes at their principal amount together with interest accrued until the date fixed for redemption.

Provisions mentioned above shall not apply:

- (i) to taxes or duties a Noteholder is liable to in respect of such Note by reason of his having some connection with France other than the mere holding of such Note; or
- (ii) when such withholding or deduction is imposed on a payment to an individual or an entity and is required to be made pursuant to European Council Directive 2003/48/EC of 3 June 2003 on taxation of savings income in the form of interest payments or any other European Union Directive implementing the conclusion of the ECOFIN Council meeting of 26 and 27 November 2000 on the taxation of savings income, or any law implementing or complying with, or introduced in order to conform to, such directive.

(c) If the Issuer is obliged to make such additional payments as defined in sub-paragraph (b) here above and if such payments are or would become prohibited by French law and if the obligation to make such additional payments cannot be avoided by reasonable measures of the Issuer, the Issuer will then be obliged to redeem all outstanding Notes at their principal amount, together

alors tenu d'effectuer le remboursement de la totalité des Obligations restant en circulation à leur valeur nominale, majorée des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement, le cas échéant, au plus tôt trente (30) jours calendaires avant la date de prise d'effet du changement visé au paragraphe (b) ci-dessus et au plus tard à la date à laquelle ladite majoration doit être versée.

(d) En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (b) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, conformément aux stipulations de l'Article 9, au plus tôt soixante (60) jours calendaires et au plus tard trente (30) jours calendaires avant la date fixée pour le remboursement. En cas de remboursement effectué conformément aux stipulations du paragraphe (c) ci-dessus, l'Emetteur publiera ou fera publier un avis de remboursement, dans les mêmes conditions, au plus tôt soixante (60) jours calendaires et au plus tard sept (7) jours calendaires avant la date fixée pour le remboursement.

7. Prescription

Toutes actions contre l'Emetteur en vue du paiement du principal ou des intérêts dus au titre des Obligations seront prescrites à compter d'un délai de cinq (5) ans à partir de leur date d'exigibilité respective.

8. Cas d'exigibilité anticipée

Le Représentant (tel que défini à l'Article 10), agissant pour le compte de la Masse (telle que définie à l'Article 10), de sa propre initiative ou à la demande d'un ou plusieurs Porteur(s) représentant, individuellement ou collectivement, au moins dix pour cent (10%) des Obligations en circulation, pourra, sur notification écrite adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Emetteur (copie à l'Agent Financier) avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement de la totalité, et non d'une partie seulement, des Obligations, à leur valeur nominale majorée des intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement :

- (a) en cas de défaut de paiement de tout montant, en principal ou intérêt, dû par l'Emetteur au titre de toute Obligation depuis plus de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'exigibilité de ce paiement ;
- (b) en cas de manquement par l'Emetteur à toute autre stipulation des Modalités, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception par l'Emetteur de la notification dudit manquement ;
- (c) en cas de dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption de l'Emetteur avant le remboursement intégral des Obligations, sauf dans le cas d'une dissolution, liquidation, fusion, scission ou absorption au terme de laquelle l'intégralité des engagements de l'Emetteur au titre des Obligations est transférée à la personne

with accrued interest until the date fixed for redemption, as the case may be, at the earliest thirty (30) calendar days prior to the change defined in sub-paragraph (b) here above becoming effective and at the latest on the date such additional payment would have been due.

(d) In the event of repayment in accordance with sub-paragraph (b) here above, the Issuer will publish, or cause to be published, a redemption notice, as described under Condition 9, at the earliest sixty (60) calendar days and at the latest thirty (30) calendar days prior to the date fixed for repayment. In the event of repayment in accordance with sub-paragraph (c) here above, the Issuer will publish, or cause to be published, a redemption notice, in the same conditions at the earliest sixty (60) calendar days and at the latest seven (7) calendar days prior to the date fixed for such repayment.

7. Prescription

All claims against the Issuer for the payment of principal or interest in respect of the Notes shall lapse after five (5) years from due date for payment thereof.

8. Events of default

The Representative (as defined in Condition 10), acting on behalf of the *Masse* (as defined in Condition 10), acting on its own or upon request of one or several Noteholder(s) representing, whether individually or collectively, at least ten (10) per cent. of the outstanding Notes, may, upon written notice given by registered letter with acknowledgment of receipt to the Issuer (copy to the Fiscal Agent) before all defaults shall have been cured, cause all, but not some only, of the Notes to become immediately due and payable, at their principal amount together with any accrued interest thereon until their actual redemption date:

- (a) if the Issuer defaults in any payment of principal or interest on any Note on the due date thereof and such default continues for a period of more than fifteen (15) calendar days from such due date;
- (b) if there is a default by the Issuer in the due performance of any other provision of the Conditions, and such default shall not have been cured within thirty (30) calendar days after receipt by the Issuer of written notice of such default;
- (c) if the Issuer is dissolved, liquidated, merged, split or absorbed prior to the repayment in full of the Notes, except in the case of a dissolution, liquidation, merger, split or absorption pursuant to which the obligations of the Issuer under the Notes are expressly assumed by the succeeding entity;

morale qui lui succède ;

- (d) au cas où, dans la mesure permise par les lois et règlements applicables, l'Emetteur demande la nomination d'un mandataire *ad hoc*, ou fait une demande de procédure de conciliation, ou fait l'objet d'une telle demande, ou fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, d'une procédure de sauvegarde financière accélérée ou un jugement est rendu prononçant le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire ou la cession totale de l'entreprise de l'Emetteur, ou, dans la mesure permise par la loi, est soumis à toute autre procédure similaire ;
- (e) au cas où l'Emetteur cesse de contrôler, directement ou indirectement, un minimum de 50,1% des droits de vote normalement exerçables lors de l'assemblée générale (ce pourcentage de contrôle étant ramené à 25% si les droits de vote doubles venaient à être supprimés en droit français) ou de détenir, directement ou indirectement, 25% du capital social de la société LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton ("**LVMH**") ; et
- (f) au cas où toute dette d'emprunt, existante ou future, de l'Emetteur ou de l'une de ses Filiales (telles que définies ci-après), pour un montant excédant 25.000.000 euros (ou son équivalent en toute autre devise), individuellement ou collectivement, serait déclarée échue et exigible par anticipation, à raison d'une défaillance au titre de cette dette d'emprunt, ou une telle dette d'emprunt ne serait pas payée à son échéance ou, le cas échéant, à l'expiration de tout délai de grâce applicable, sauf si ce paiement (ou son échéance ou sa maturité anticipée) est contesté de bonne foi dans le cadre de procédures appropriées.
- (d) if, to the extent permitted by applicable laws and regulations, the Issuer applies for the appointment of a *mandataire ad hoc* or has applied to enter into a conciliation procedure (*procédure de conciliation*), or is subject to such application, or is subject to a safeguard proceeding (*procédure de sauvegarde*), an accelerated financial safeguard procedure (*procédure de sauvegarde financière accélérée*) or a judgment is rendered for the judicial reorganisation (*redressement judiciaire*), or for the judicial liquidation (*liquidation judiciaire*) or for a judicial transfer of the whole of the business (*cession totale de l'entreprise*) of the Issuer or, to the extent permitted by applicable law, if the Issuer is subject to any other similar insolvency or bankruptcy proceedings;
- (e) if the Issuer ceases to control, directly or indirectly, at least 50.1% of the voting rights normally exercisable at a general meeting (this percentage would be decreased down to 25% if double voting rights were suppressed under French law), or to hold, directly or indirectly, at least 25% of the share capital, of the company LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton ("**LVMH**") ; and
- (f) any other present or future indebtedness of the Issuer or of one of its Affiliates (as defined below), for borrowed money in excess of EUR 25,000,000 (or its equivalent in any other currency), whether individually or collectively, shall become due and payable prior to its stated maturity as a result of a default thereunder, or any such indebtedness shall not be paid when due or, as the case may be, within any applicable grace period therefore, unless such payment (or the anticipated maturity thereof) is contested in good faith by the Issuer by appropriate proceedings.

Dans les présentes Modalités, "**Filiales**" désigne Christian Dior Couture, Financière Jean Goujon et LVMH aussi longtemps qu'elles sont contrôlées par l'Emetteur au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

In this Condition "**Affiliates**" means Christian Dior Couture, Financière Jean Goujon and LVMH so long as they are controlled by the Issuer within the meaning of Article L.233-3 of the French *Code de commerce*.

9. Avis

Tout avis aux Porteurs sera valablement donné s'il a été délivré à Euroclear France et publié, tant que les Obligations seront cotées à la Bourse de Luxembourg, (i) sur le site Internet de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu) ou (ii) dans un journal de diffusion nationale au Luxembourg (qui devrait être le *Luxemburger Wort* ou tout autre journal que l'Agent Financier considérera approprié pour l'information des Porteurs).

9. Notices

Any notice to the Noteholders will be duly given if delivered to Euroclear France and published, so long as the Notes are listed on the Luxembourg Stock Exchange, (i) on the website of the Luxembourg Stock Exchange (www.bourse.lu) or (ii) in a leading daily newspaper having general circulation in Luxembourg (which is expected to be the *Luxemburger Wort* or such other newspaper as the Fiscal Agent shall deem necessary to give fair and reasonable notice to the Noteholders).

Tout avis aux Porteurs sera réputé avoir été donné à la date de publication ou, en cas de plusieurs publications, à la date de première publication.

10. Représentation des Porteurs

Les Porteurs, pour la défense de leurs intérêts communs, seront automatiquement groupés en une masse (ci-après la "**Masse**").

Conformément à l'article L.228-90 du Code de commerce, la Masse sera régie par les dispositions dudit Code de commerce à l'exception des articles L.228-48, L.228-59, L.228-65, I, 1°, R.228-63, R.228-67 et R.228-69, sous réserve des stipulations ci-dessous :

(a) *Personnalité morale*

La Masse disposera de la personnalité morale conformément à l'article L.228-46 du Code de commerce, et agira d'une part par l'intermédiaire d'un représentant (le "**Représentant**") et d'autre part par l'intermédiaire d'une assemblée générale des Porteurs.

La Masse seule, à l'exclusion des Porteurs pris individuellement, exercera les droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations.

(b) *Représentant*

La qualité de Représentant peut être attribuée à une personne de toute nationalité. Toutefois, les personnes suivantes ne peuvent être choisies comme Représentant :

- (i) l'Emetteur, les membres de son Conseil d'administration, ses commissaires aux comptes, ses dirigeants, ses employés et leurs ascendants, descendants et conjoints ;
- (ii) les sociétés garantes de tout ou partie des engagements de l'Emetteur ;
- (iii) les sociétés dont l'Emetteur possède au moins le dixième (10^e) du capital social ; et
- (iv) les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, administrer ou gérer une société à un titre quelconque.

Le Représentant initial est :

Christian Hochstrasser
2 rue du Général de Gaulle
54870 Cons la Grandville
France

Le Représentant suppléant de la Masse (le "**Représentant Suppléant**") est :

Sandrine d'Haussy
69 avenue Gambetta
94100 St Maur des Fossés
France

Any notice to the Noteholders shall be deemed to have been given on the date of such publication or if published on different dates, on the date of the first publication.

10. Representation of the Noteholders

The Noteholders will be grouped automatically for the defence of their common interests in a *masse* (hereinafter referred to as the "**Masse**").

Pursuant to Article L.228-90 of the French *Code de commerce*, the *Masse* will be governed by the provisions of the French *Code de commerce* (with the exception of the provisions of Articles L.228-48, L.228-59, L.228-65, I, 1°, R.228-63, R.228-67 and R.228-69 thereof), subject to the following provisions:

(a) *Legal personality*

The *Masse* will be a separate legal entity by virtue of Article L.228-46 of the French *Code de commerce*, acting in part through a representative (the "**Representative**") and in part through a Noteholders' general meeting.

The *Masse* alone, to the exclusion of all individual Noteholders, shall exercise the common rights, actions and benefits which now or in the future may accrue with respect to the Notes.

(b) *Representative*

The office of Representative may be conferred on a person of any nationality. However, the following persons may not be chosen as Representative:

- (i) the Issuer, the members of its Board of Directors, its statutory auditors, its managers, its employees and their ascendants, descendants and spouses;
- (ii) companies guaranteeing all or part of the obligations of the Issuer;
- (iii) companies of which the Issuer possesses at least ten (10) per cent. of the share capital; and
- (iv) persons to whom the practice of banker is forbidden or who have been deprived of the right of directing, administering or managing a business in whatever capacity.

The initial Representative shall be:

Christian Hochstrasser
2 rue du Général de Gaulle
54870 Cons la Grandville
France

The alternative representative of the *Masse* (the "**Alternative Representative**") shall be :

Sandrine d'Haussy
69 avenue Gambetta
94100 St Maur des Fossés
France

Le Représentant Suppléant remplacera le Représentant initial si celui-ci venait à démissionner ou ne pouvait exercer ses fonctions. En cas de décès, de démission ou de révocation du Représentant Suppléant, le ou les remplaçant(s) seront élus par l'assemblée générale des Porteurs.

Le Représentant recevra une rémunération de 600 € par an au titre de l'exercice de ses fonctions, payable le 19 juin de chaque année à compter de 2015 et jusqu'en 2019 sous réserve que les Obligations demeurent en circulation à chacune de ces dates.

Tous les Porteurs intéressés pourront à tout moment obtenir communication des noms et adresses du Représentant initial et du Représentant Suppléant, au siège de l'Emetteur et aux guichets de tout Agent Payeur.

(c) *Pouvoirs du Représentant*

Sauf résolution contraire de l'assemblée générale des Porteurs, le Représentant aura le pouvoir d'accomplir tous les actes de gestion nécessaires pour la défense des intérêts communs des Porteurs. Toutes les procédures judiciaires intentées à l'initiative ou à l'encontre des Porteurs devront, pour être recevables, l'être à l'initiative ou à l'encontre du Représentant.

Le Représentant ne peut pas s'immiscer dans la gestion des affaires de l'Emetteur.

(d) *Assemblées générales de Porteurs*

Les assemblées générales des Porteurs pourront être réunies à tout moment, sur convocation par l'Emetteur ou par le Représentant. Un ou plusieurs Porteurs, détenant ensemble au moins un trentième (1/30^e) des Obligations en circulation, pourront adresser à l'Emetteur et au Représentant une demande de convocation de l'assemblée générale ; si cette assemblée générale n'a pas été convoquée dans les deux (2) mois suivant la demande, les Porteurs concernés pourront charger l'un d'entre eux de déposer une requête auprès du tribunal compétent dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris afin qu'un mandataire soit nommé pour convoquer l'assemblée.

Un avis indiquant la date, l'heure, le lieu, l'ordre du jour et le quorum exigé sera publié conformément à l'Article 9 au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de tenue de l'assemblée.

Chaque Porteur a le droit de participer à l'assemblée en personne ou par mandataire. Chaque Obligation donne droit à une (1) voix.

(e) *Pouvoirs des assemblées générales*

L'assemblée générale est habilitée à délibérer sur la rémunération, la révocation ou le remplacement du Représentant, et peut également statuer sur toute autre question afférente aux droits, actions et avantages communs actuels et futurs attachés aux Obligations, y

The Alternative Representative replaces the initial Representative when the initial Representative has resigned or is no longer able to fulfil his duties. In the event of death, retirement or revocation of the Alternative Representative, a replacement will be elected by a Noteholders' general meeting.

The Representative will receive remuneration of € 600 *per annum* for its services, payable on 19 June of each year from 2015 to 2019 provided that the Notes remain outstanding at each such dates.

All interested Noteholders will at all times have the right to obtain the names and addresses of the initial Representative and the Alternative Representative at the registered office of the Issuer and the specified offices of any of the Paying Agents.

(c) *Powers of the Representative*

The Representative shall, in the absence of any decision to the contrary of the Noteholders' general meeting, have the power to take all acts of management necessary for the defence of the common interests of the Noteholders. All legal proceedings against the Noteholders or initiated by them, in order to be justifiable, must be brought against the Representative or by him.

The Representative may not interfere in the management of the affairs of the Issuer.

(d) *Noteholders' general meetings*

Noteholders' general meetings may be held at any time, on convocation either by the Issuer or by the Representative. One or more Noteholders, holding together at least one-thirtieth (1/30th) of outstanding Notes may address to the Issuer and the Representative a request for convocation of the general meeting; if such general meeting has not been convened within two (2) months from such demand, such Noteholders may commission one of themselves to petition the competent courts within the jurisdiction of the Court of Appeal of Paris to appoint an agent who will call the meeting.

Notice of the date, hour, place, agenda and quorum requirements of any general meeting will be published as provided under Condition 9 not less than fifteen (15) calendar days prior to the date of the general meeting.

Each Noteholder has the right to participate in meetings of the *Masse* in person or by proxy. Each Note carries the right to one (1) vote.

(e) *Powers of general meetings*

A general meeting is empowered to deliberate on the remuneration, dismissal and replacement of the Representative, and also may act with respect to any other matter relating to the common rights, actions and benefits which now or in the future may accrue with

compris afin d'autoriser le Représentant à agir, que ce soit en demande ou en défense.

L'assemblée générale peut en outre délibérer sur toute proposition tendant à la modification des Modalités, et notamment sur toute proposition de compromis ou de transaction sur des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires.

Il est cependant précisé que l'assemblée générale ne peut pas accroître la charge des Porteurs, ni établir une inégalité de traitement entre les Porteurs, ni convertir les Obligations en actions.

L'assemblée générale ne pourra valablement délibérer sur première convocation que si les Porteurs présents ou représentés détiennent au moins un cinquième (1/5^e) du montant principal des Obligations en circulation. Sur deuxième convocation, aucun quorum ne sera exigé. Les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers (2/3) des Porteurs présents ou représentés.

(f) Notification des décisions

Les résolutions adoptées devront être publiées conformément aux dispositions de l'Article 9, dans les quatre-vingt-dix (90) jours calendaires suivant ladite assemblée.

(g) Information des Porteurs

Chaque Porteur ou son représentant aura le droit, pendant la période de quinze (15) jours calendaires précédant la tenue de chaque assemblée générale, de consulter ou prendre copie des résolutions proposées et des rapports présentés à ladite assemblée. Ces documents pourront être consultés au siège social de l'Emetteur, aux guichets des Agents Payeurs et en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation de ladite assemblée.

(h) Frais

L'Emetteur supportera tous les frais raisonnables afférents au fonctionnement de la Masse, y compris la rémunération du Représentant, les frais de convocation et de tenue des assemblées générales et, plus généralement, tous les frais administratifs votés par l'assemblée générale des Porteurs, étant entendu qu'aucun frais ne pourra être imputé sur les intérêts payables au titre des Obligations.

11. Emission d'obligations assimilables

L'Emetteur aura la faculté d'émettre, sans l'accord des Porteurs, d'autres obligations assimilables aux Obligations à condition que ces obligations confèrent des droits identiques à tous égards à ceux des Obligations (ou à tous égards à l'exception du prix d'émission et du premier paiement d'intérêt y afférent) et que les modalités de ces obligations prévoient une telle assimilation avec les Obligations.

respect to the Notes, including authorising the Representative to act at law as plaintiff or defendant.

A general meeting may further deliberate on any proposal relating to the modification of the Conditions, including any proposal, whether for arbitration or settlement, relating to rights in controversy or which were the subject of judicial decisions.

It is specified, however, that a general meeting may not increase amounts payable by the Noteholders, nor establish any unequal treatment between the Noteholders, nor decide to convert the Notes into shares.

The general meeting may validly deliberate on first convocation only if Noteholders present or represented hold at least one fifth (1/5th) of the principal amount of the Notes then outstanding. On second convocation, no quorum shall be required. Decisions at meetings shall be taken by a majority of two thirds (2/3) of votes cast by the Noteholders attending such meeting or represented thereat.

(f) Notice of decisions

Decisions of the meetings must be published in accordance with the provisions set out in Condition 9 not more than ninety (90) calendar days from the date thereof.

(g) Information to the Noteholders

Each Noteholder or representative thereof will have the right, during the fifteen (15) calendar day period preceding the holding of each meeting of a general meeting, to consult or make a copy of the text of the resolutions which will be proposed and of the reports which will be presented at the meeting. Those documents will be available for inspection at the principal office of the Issuer, at the offices of the Paying Agents and at any other place specified in the notice of meeting.

(h) Expenses

The Issuer will pay all reasonable expenses incurred in the operation of the *Masse*, including - the remuneration of the Representative, expenses relating to convening and holding general meetings and, more generally, all administrative expenses resolved upon by a Noteholder's general meeting, it being expressly stipulated that no expenses may be imputed against interest payable on the Notes.

11. Further issues

The Issuer may from time to time without the consent of the Noteholders issue further notes to be assimilated with the Notes, provided that such further notes and the Notes shall carry identical rights in all respects (or in all respects except for the issue price and the first payment of interest thereon) and that the terms and conditions of such further notes shall provide for such assimilation.

Dans ce cas, les porteurs des obligations assimilables et les Porteurs seront regroupés en une seule masse. Dans les présentes Modalités, les références aux Obligations comprennent toutes autres obligations émises conformément au présent Article et assimilées aux Obligations.

12. Droit applicable, tribunaux compétents et langue

Les Obligations sont régies par le droit français.

Tout différend se rapportant directement ou indirectement aux Obligations sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Seule la version française des présentes Modalités fait foi.

In the case of such an assimilation, the holders of such further notes and the Noteholders will be grouped in a single *masse*. References in these Conditions to the Notes include any other notes issued pursuant to this Condition and assimilated with the Notes.

12. Governing law, jurisdiction and language

The Notes are governed by French law.

Any dispute arising out of or in connection with the Notes will be submitted to the competent courts within the jurisdiction of the Court of Appeal of Paris.

Only the French version of these Conditions shall be binding.

UTILISATION DU PRODUIT DE L'EMISSION

Le produit net de l'émission des Obligations est destiné aux besoins généraux de l'Emetteur.

USE OF PROCEEDS

The net proceeds of the issue of the Notes will be used for general corporate purposes.

Communiqué de LVMH en date du 20 janvier 2014

LVMH Release dated 20 January 2014

LVMH

MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

COMMUNIQUE**PRESS RELEASE**

Paris, le 20 janvier 2014

Paris, 20 January 2014

Après avoir dirigé la Division Montres et Joaillerie et mené à bien l'intégration de la maison Bulgari au sein du groupe LVMH, Monsieur Francesco Trapani a souhaité quitter ses fonctions opérationnelles à la tête du groupe d'activité Montres et Joaillerie à partir du 1^{er} mars 2014. Il vient d'être nommé conseiller du Président du Groupe Monsieur Bernard Arnault pour l'ensemble de ses activités de joaillerie et reste membre du Conseil d'administration de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton.

Les différentes maisons de joaillerie (Bulgari, Chaumet, Fred et De Beers) seront dorénavant suivies en direct par Monsieur Belloni, Directeur Général du groupe LVMH.

Monsieur Jean-Claude Biver, aujourd'hui Président de la maison Hublot prendra pour sa part la responsabilité globale des autres marques horlogères, TAG Heuer et Zenith.

Monsieur Bernard Arnault a déclaré : « *Francesco Trapani a, au cours de ces longues années, fait de Bulgari un emblème de raffinement et de désir au niveau mondial. Francesco a parfaitement réussi en trois ans l'intégration de cette prestigieuse marque au sein de notre groupe. Je suis heureux de pouvoir continuer à bénéficier de son expérience auprès de moi. Je me réjouis également que Jean-Claude Biver ait accepté de prendre la tête de notre activité Montres. Son expérience et sa réussite dans ce secteur sont impressionnantes et le succès de Hublot en est la meilleure illustration. Je suis convaincu que son talent entrepreneurial et sa créativité donneront une impulsion exceptionnelle à nos autres maisons.* »

After having headed the Watches & Jewelry division and having successfully led the integration of Bulgari within LVMH, Mr. Francesco Trapani has decided to relinquish his operational duties as head of Watches and Jewelry division from 1st March 2014. He becomes an adviser to Group Chairman, Mr. Bernard Arnault, on matters relating to the Group's jewelry operations, and remains a Director on the Board of LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton.

The Group's jewelry Maisons (Bulgari, Chaumet, Fred and De Beers) will now report to Mr. Belloni, LVMH Group Managing Director.

Mr. Jean-Claude Biver, currently President of Hublot, will also take responsibility for the other watch brands TAG Heuer and Zenith.

Mr. Arnault commented: “*Over many years Francesco Trapani has progressively built Bulgari into a brand respected around the world for its refinement and appeal. Over the past three years, Francesco has successfully completed the integration of this prestigious brand within our group. I am delighted that I will continue to be able to draw on his wisdom and advice in the years ahead. I am also delighted that Jean-Claude Biver has agreed to lead our watchmaking activities. His experience and achievement within this sector speak for themselves, best illustrated by the remarkable success of Hublot. I am convinced that his entrepreneurial talent and creativity will add significant momentum to our other brands in the sector.*”

LVMH

MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

EXCELLENTE PERFORMANCE DE LVMH EN 2013

Paris, le 30 janvier 2014

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, leader mondial des produits de luxe, réalise en 2013 des ventes de 29,1 milliards d'euros, en progression de 4 %. La croissance organique des ventes ressort à 8 %. Le Groupe maintient une bonne dynamique aux Etats-Unis et en Asie ; il poursuit sa croissance en Europe dans un environnement économique pourtant difficile.

Avec une croissance organique de 8 %, le quatrième trimestre affiche des tendances en ligne avec celles des neuf premiers mois de l'année.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 6 021 millions d'euros, en hausse de 2 %. Cette performance se compare à une année 2012 en forte croissance. La marge opérationnelle courante s'établit à 21 %. Le résultat net part du Groupe s'établit à 3 436 millions d'euros, stable par rapport à 2012 qui incluait pourtant un dividende exceptionnel.

M. Bernard Arnault, Président-Directeur Général de LVMH, a déclaré : « LVMH réalise en 2013 une excellente performance malgré la volatilité des devises et la croissance ralentie des économies européennes. Le résultat opérationnel courant franchit pour la première fois le seuil des 6 milliards d'euros. Un temps fort de l'année a été l'acquisition de Loro Piana, entreprise célèbre pour son travail hors du commun du cachemire et des laines les plus rares, avec qui nous partageons les mêmes valeurs, familiales et artisanales. Toutes nos Maisons ont fait preuve d'un dynamisme exceptionnel. Au-delà de l'attractivité de nos marques, l'efficacité de notre stratégie est le fruit du talent de nos équipes et de leur motivation. LVMH compte renforcer encore en 2014 son avance mondiale dans l'univers des produits de haute qualité en s'appuyant sur la pertinence de sa stratégie à long terme. »

L'année 2013 a été marquée par :

- Un résultat opérationnel courant qui dépasse pour la première fois les 6 milliards d'euros,
- Une bonne dynamique en Asie et aux Etats-Unis, et la poursuite de la croissance en Europe,
- Une performance remarquable des Vins et Spiritueux,
- Le lancement de produits de très haute qualité en cuir chez Louis Vuitton dont la rentabilité se maintient à un niveau exceptionnel,
- La poursuite des investissements dans nos marques de mode,
- La puissance et le succès des lignes emblématiques

EXCELLENT PERFORMANCE OF LVMH IN 2013

Paris, 30 January 2014

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, the world's leading luxury products group, recorded revenue of €29.1 billion in 2013, an increase of 4% over the previous year. Organic revenue growth was 8%. The Group maintained good momentum in the United States and Asia, and continued to grow in Europe, despite the challenging economic environment.

With organic revenue growth of 8%, the fourth quarter performance was in line with the trends seen in the first nine months of the year.

Profit from recurring operations rose to €6 021 million, an increase of 2% over the strong growth recorded in 2012. Current operating margin reached 21%. Group share of net profit was €3 436 million, in line with 2012 which included a special dividend.

Bernard Arnault, Chairman and CEO of LVMH, said: "2013 saw another excellent performance from LVMH despite exchange rate volatility and slower growth in the European markets. Profit from recurring operations exceeded €6 billion for the first time. A significant event during the year was the acquisition of Loro Piana, a company famous for its unrivalled work with cashmere and rare textiles, and with which we share the same values of family and craftsmanship. All our brands have proven to be exceptionally dynamic. Looking beyond the appeal of our brands, it is the talent of our teams and their motivation that enables us to so effectively execute our strategy. In 2014, LVMH intends to further strengthen its global leadership position in high quality products by relying on its sound, long-term strategy."

Highlights of 2013 include:

- Profit from recurring operations exceeded 6 billion Euros for the first time
- Good momentum in Asia and the United States and continued growth in Europe
- A remarkable performance in Wines & Spirits
- The launch of very high quality leather products at Louis Vuitton whose profitability remains at an exceptional level
- Further investment in our fashion brands
- The strength and success of the iconic lines from

- de Parfums Christian Dior,
 - Les excellents résultats de Bulgari,
 - Le développement continu de Sephora et DFS, porté par l'innovation dans l'offre et les services,
 - Un cash flow disponible de 3 milliards d'euros, en hausse de 20%,
 - Un gearing inférieur à 20 % à fin décembre 2013.
- Parfums Christian Dior
 - Excellent results from Bulgari
 - Continued progress at Sephora and DFS, driven by innovation in products and services
 - A 20% increase in free cash flow to 3 billion Euros
 - A gearing ratio of less than 20% at the end of December 2013

En millions d'euros / Euro millions	2012	2013	% variation / % change
Ventes / <i>Revenue</i>	28 103	29 149	+ 4 %
Résultat opérationnel courant / <i>Profit from recurring operations</i>	5 921	6 021	+ 2 %
Résultat net part du Groupe / <i>Group share of net profit</i>	3 424	3 436	+ 0,4 %
Cash flow disponible* / <i>Free cash flow*</i>	2 474	2 958	+ 20 %

* *Avant investissements financiers, opérations en capital et opérations de financement. / Before available for sale financial assets and investments, transactions relating to equity and financing activities*

Par groupe d'activités, l'évolution des **ventes** est la suivante : / **Revenue by business group:**

En millions d'euros / Euro millions	2012	2013	% variation / % change	
			Publiée / Reported	Organique*/ Organic*
Vins et Spiritueux / <i>Wines & Spirits</i>	4 137	4 187	+ 1 %	+ 6 %
Mode et Maroquinerie / <i>Fashion & Leather Goods</i>	9 926	9 882	- 0,4 %	+ 5 %
Parfums et Cosmétiques / <i>Perfumes & Cosmetics</i>	3 613	3 717	+ 3 %	+ 7 %
Montres et Joaillerie / <i>Watches & Jewelry</i>	2 836	2 784	- 2 %	+ 4 %
Distribution sélective / <i>Selective Retailing</i>	7 879	8 938	+ 13 %	+ 17 %
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(288)	(359)	-	-
Total LVMH	28 103	29 149	+ 4 %	+ 8 %

* *à structure et taux de change comparables. / with comparable structure and exchange rates.*

Par groupe d'activités, le **résultat opérationnel courant** a évolué comme suit : / **Profit from recurring operations** by business group:

En millions d'euros / Euro millions	2012	2013	% variation / % change
Vins et Spiritueux / <i>Wines & Spirits</i>	1 260	1 370	+ 9 %
Mode et Maroquinerie / <i>Fashion & Leather Goods</i>	3 264	3 140	- 4 %
Parfums et Cosmétiques / <i>Perfumes & Cosmetics</i>	408	414	+ 2 %
Montres et Joaillerie / <i>Watches & Jewelry</i>	334	375	+ 12 %
Distribution sélective / <i>Selective Retailing</i>	854	901	+ 6 %
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(199)	(179)	-
Total LVMH	5 921	6 021	+ 2 %

Vins et Spiritueux : poursuite de la stratégie de valeur

L'activité **Vins et Spiritueux** réalise en 2013 une croissance organique de 6 % de ses ventes. Son résultat opérationnel courant progresse de 9 %. Dans un environnement marqué par une bonne dynamique en Asie et aux Etats-Unis, et un marché contrasté en Europe, le groupe d'activités continue de recueillir les fruits de sa stratégie de valeur : concentration sur le segment haut de gamme, fermeté des prix et forte dynamique d'innovation. L'activité champagne connaît une demande soutenue de ses cuvées de prestige. Les vins pétillants et tranquilles d'Estates & Wines réalisent de solides performances. La croissance du cognac Hennessy est portée par le marché américain. Les whiskies Glenmorangie et Ardbeg voient leurs volumes progresser rapidement. La dynamique des Maisons est servie par le réseau de distribution puissant et réactif de Moët Hennessy et par des investissements soutenus.

Mode et Maroquinerie : développement stratégique de Louis Vuitton et poursuite des investissements dans les autres marques

L'activité **Mode et Maroquinerie** enregistre une croissance organique de 5 % de ses ventes en 2013. Le résultat opérationnel courant est en recul de 4 %. Louis Vuitton inscrit l'année 2013 dans la continuité de sa quête d'excellence tant au plan des produits que de la distribution, tout en maintenant son niveau exceptionnel de rentabilité. Parmi les innovations de l'année, le modèle *Capucines* en cuir et le sac *W*, qui revisite la toile emblématique *Monogram*, remportent un grand succès. La dynamique créative de Louis Vuitton se poursuit avec l'arrivée de Nicolas Ghesquière en tant que directeur

Wines & Spirits: continuation of value creation strategy

The **Wines & Spirits** business group recorded organic revenue growth of 6% in 2013. Profit from recurring operations increased by 9%. In an environment marked by good momentum in Asia and the United States, and a contrasted market in Europe, the business group continued to reap the rewards of its value creation strategy: a focus on the high-end range, a strict pricing policy and a strong dynamic of innovation. Champagne saw sustained demand for its prestige vintages. Sparkling and still wines from Estates & Wines recorded solid performances. Hennessy cognac's growth was driven by the American market. Glenmorangie and Ardbeg whiskies recorded rapid increases in volumes. Momentum across all brands was supported by Moët Hennessy's powerful and flexible distribution network and sustained investments.

Fashion & Leather Goods: strategic development at Louis Vuitton and sustained investment in other brands

The **Fashion & Leather Goods** business group recorded organic revenue growth of 5% in 2013. Profit from recurring operations decreased by 4%. Over the year, Louis Vuitton maintained its exceptional level of profitability while continuing its quest for excellence with regard to its products as well as its distribution. Among the year's innovations, the *Capucines* model in leather and the *W* bag, which revisits the iconic *Monogram* canvas, both achieved great success. Creative momentum at Louis Vuitton was maintained with the arrival of Nicolas Ghesquière as artistic director

artistique des collections féminines de Louis Vuitton faisant suite au départ de Marc Jacobs qui se consacre désormais au développement de sa Maison éponyme. Fendi poursuit son développement orienté sur le haut de gamme et étend de façon qualitative son réseau de distribution. Céline réalise une performance remarquable avec un nouveau record de ventes. Portées par l'élan créatif qui les anime, les autres marques de mode comme Kenzo, Berluti et Givenchy continuent de se renforcer.

Parfums et Cosmétiques : enrichissement continu des lignes phares

L'activité **Parfums et Cosmétiques** enregistre une croissance organique de 7 % de ses ventes, une performance supérieure à celle du marché. Son résultat opérationnel courant s'établit en hausse de 2 %. Porté par le rayonnement de la marque, Parfums Christian Dior poursuit sa dynamique et gagne des parts de marché. La vitalité continue des lignes phares comme *J'Adore*, qui accentue son leadership sur le marché français notamment, et *Dior Homme*, le succès international de *Rouge Dior* et le développement du soin premium *Prestige* sont remarquables. La croissance de Guerlain est nourrie notamment par la progression continue de *La Petite Robe Noire* et par la poursuite des avancées rapides d'*Orchidée impériale*. Benefit réalise une nouvelle année de forte croissance. Make Up For Ever et Fresh accomplissent des performances particulièrement fortes en Asie. L'inauguration du centre de recherche Hélios à Saint-Jean-de-Braye et la réouverture de la boutique phare du 68, Champs-Élysées de Guerlain constituent quelques-uns des temps forts de l'année.

Montres et Joaillerie : montée en gamme et qualité renforcée de la distribution

L'activité **Montres et Joaillerie** réalise une croissance organique de 4 % de ses ventes en 2013. Le résultat opérationnel courant est en hausse de 12 %. La performance est excellente dans les boutiques en propre, dont le réseau continue de s'étendre à travers le monde, contribuant au renforcement de l'image des Maisons et de la qualité de leur distribution. Les marques horlogères de LVMH poursuivent leurs investissements dédiés à l'innovation et au développement des capacités industrielles comme en témoigne la nouvelle manufacture de mouvements de TAG Heuer. En joaillerie, le succès de la ligne *Serpenti* de Bulgari se confirme et la nouvelle collection de haute joaillerie *Diva* connaît d'excellents résultats. Sa présence dans les magasins multimarques continue d'être plus sélective.

Distribution sélective : innovation continue dans l'offre et les services

L'activité **Distribution sélective** enregistre en 2013 une croissance organique de 17 % de ses ventes. Son résultat opérationnel courant est en hausse de 6 %.

DFS connaît une nouvelle forte progression de ses ventes, reflétant notamment l'intégration pour la première fois sur une année pleine des trois nouvelles concessions remportées fin 2012 à l'aéroport de Hong Kong. Celles-ci ont fait l'objet d'investissements importants dédiés aux

for its women's collections, following the move of Marc Jacobs to focus on his eponymous brand. Fendi continued to focus on its high end products and the qualitative expansion of its distribution network. Céline recorded a remarkable performance, reaching a new record in its sales. Other fashion brands such as Kenzo, Berluti and Givenchy continued to strengthen as they harness their creative flair.

Perfumes & Cosmetics: continued enhancement of iconic lines

The **Perfumes & Cosmetics** business group outperformed the market by recording organic revenue growth of 7%. Profit from recurring operations increased by 2%. Parfums Christian Dior continued its momentum and gained market share. The continued vitality of flagship lines like *J'adore*, which strengthened its market leadership notably in France, and *Dior Homme*, the international success of *Rouge Dior* and the development of the skin care *Prestige*, are remarkable. Guerlain continued to grow, supported by its fragrance *La Petite Robe Noire* and the rapid progress of *Orchidée impériale*. Benefit recorded a further year of strong growth. Make Up For Ever and Fresh both achieved particularly strong performances in Asia. The inauguration of the Hélios research centre at Saint-Jean-de-Braye and the reopening of Guerlain's iconic boutique at 68, Champs-Élysées, were some of the major highlights of the year.

Watches & Jewelry: focus on high-end and strengthened quality of distribution

The **Watches & Jewelry** business group recorded organic revenue growth of 4% in 2013. Profit from recurring operations rose 12%. An excellent performance in the directly owned boutiques, where the network continues to expand around the world, contributed to strengthening the image of the brands and the quality of their distribution. The LVMH watch brands continued to invest in innovation and development of industrial capacity, such as the new TAG Heuer movement manufacturing facility. In Jewelry, the success of Bulgari's *Serpenti* line was confirmed and the new high-end jewelry *Diva* collection achieved excellent results. Presence in multi-brand stores continues to be more selective.

Selective Retailing: innovation continues in both product and service offering

The **Selective Retailing** business group recorded organic revenue growth of 17% in 2013. Profit from recurring operations increased by 6%.

DFS recorded further strong sales increases, notably reflecting the first full year's integration of three new concessions from the end of 2012 at Hong Kong International airport – each having been the focus of significant investment in upgrading works. The

travaux d'aménagement. Les destinations de Hong Kong et Macao maintiennent un bon dynamisme commercial tandis que la faiblesse du Yen pèse sur les dépenses des voyageurs japonais, notamment à Hawaï.

Sephora continue de réaliser une performance exceptionnelle et gagne des parts de marché dans toutes les régions. Les ventes en ligne connaissent une bonne progression. L'innovation, la personnalisation de la relation client et le renforcement des services tant en magasin que dans l'univers digital restent au cœur de la stratégie de Sephora. L'offre exclusive s'enrichit notamment de la nouvelle ligne de cosmétiques Marc Jacobs. Sephora poursuit l'expansion et la rénovation de son réseau de distribution à travers le monde et inaugure sa présence dans un nouveau territoire, la Thaïlande.

Confiance pour 2014

Dans un environnement monétaire et économique incertain en Europe, LVMH dispose des meilleurs atouts pour poursuivre en 2014 sa dynamique de croissance pour l'ensemble de ses métiers. Le Groupe maintiendra une stratégie centrée sur le développement de ses marques porté par un renforcement de ses savoir-faire et par une politique soutenue d'innovation et d'expansion dans les marchés porteurs.

Fort de la grande réactivité de son organisation et de la bonne répartition entre ses différents métiers et les zones géographiques où il opère, LVMH aborde l'année 2014 avec confiance et se fixe à nouveau comme objectif de renforcer son avance sur le marché mondial du luxe.

Dividende en hausse de 7 %

Lors de l'Assemblée Générale du 10 avril 2014, LVMH proposera un dividende de 3,10 euros par action, en hausse de 7 %. Un acompte sur dividende de 1,20 euro par action a été distribué le 3 décembre dernier. Le solde de 1,90 euro sera mis en paiement le 17 avril 2014.

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 30 janvier pour arrêter les comptes de l'exercice 2013. Les procédures d'audit ont été effectuées et le rapport d'audit est en cours d'émission.

L'information réglementée liée à ce communiqué ainsi que la présentation des résultats annuels et le rapport «Documents financiers» sont disponibles sur le site web www.lvmh.fr.

destinations of Hong Kong and Macau maintained strong commercial momentum while the weakness of the Yen reduced the spending power of Japanese travellers, notably in Hawaii.

Sephora continued to achieve an exceptional performance and gained market share across all its regions. Online revenue is growing well. Innovation, increased personalization of customer relations, and strengthening of service offerings, both in store and online, are at the core of Sephora's strategy. Sephora's exclusive offering has been notably enhanced by the new Marc Jacobs cosmetics line. Sephora continues to expand and upgrade its distribution network around the world and opened its first store in Thailand, a new territory.

Confidence for 2014

Despite an uncertain economic environment in Europe, LVMH is well-equipped to continue its growth momentum across all business groups in 2014. The Group will maintain a strategy focused on developing its brands by continuing to build on their savoir-faire, as well as through strong innovation and expansion in fast growing markets.

Driven by the agility of its organization, the balance of its different businesses and geographic diversity, LVMH enters 2014 with confidence and has, once again, set an objective of increasing its global leadership position in luxury goods.

Dividend increase of 7%

At the Annual Shareholders' Meeting on April 10, 2014, LVMH will propose a dividend of €3.10 per share, an increase of 7%. An interim dividend of €1.20 per share was paid on December 3 of last year. The balance of €1.90 per share will be paid on April 17, 2014.

The LVMH Board met on January 30 to approve the financial statements for 2013. Audit procedures have been carried out and the audit report is being issued.

Regulated information related to this press release, the presentation of annual results and the report "Financial Documents" are available at www.lvmh.fr.

ANNEXE / APPENDIX

Répartition des ventes par groupe d'activités et par trimestre / *Revenue by business group and by quarter***Année 2013 / 2013**

<i>(en millions d'euros) / (Euro millions)</i>	Vins et Spiritueux / Wines & Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion & Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes & Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches & Jewelry	Distribution sélective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other Activities and Eliminations	Total
Premier trimestre / <i>First quarter</i>	979	2 383	932	624	2 122	(93)	6 947
Deuxième trimestre / <i>Second quarter</i>	829	2 328	872	686	2 093	(60)	6 748
Troisième trimestre / <i>Third quarter</i>	1 032	2 428	879	677	2 101	(97)	7 020
Quatrième trimestre / <i>Fourth quarter</i>	1 347	2 743	1 034	797	2 622	(109)	8 434
Total des ventes / Total revenue	4 187	9 882	3 717	2 784	8 938	(359)	29 149

Année 2012 / 2012

<i>(en millions d'euros) / (Euro millions)</i>	Vins et Spiritueux / Wines & Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion & Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes & Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches & Jewelry	Distribution sélective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other Activities and Eliminations	Total
Premier trimestre / <i>First quarter</i>	926	2 374	899	630	1 823	(70)	6 582
Deuxième trimestre / <i>Second quarter</i>	833	2 282	828	713	1 767	(39)	6 384
Troisième trimestre / <i>Third quarter</i>	1 006	2 523	898	690	1 862	(79)	6 900
Quatrième trimestre / <i>Fourth quarter</i>	1 372	2 747	988	803	2 427	(100)	8 237
Total des ventes / Total revenue	4 137	9 926	3 613	2 836	7 879	(288)	28 103

Christian Dior

30 AVENUE MONTAIGNE
PARIS
75008

TEL. 01 44 13 22 22

PHONE +33 (0)1 44 13 22 22

Paris, le 13 février 2014

Paris, February 13, 2014

COMMUNIQUE FINANCIER
RESULTATS SEMESTRIELS AU 31 DECEMBRE
2013

FINANCIAL RELEASE
FIRST HALF RESULTS AS OF DECEMBER 31,
2013

Le présent communiqué couvre la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013 correspondant au premier semestre de l'exercice en cours clôturant le 30 juin 2014.

This financial release covers the period from July 1 to December 31, 2013 corresponding to the first half of the current fiscal year ending June 30, 2014.

Le groupe Christian Dior réalise, sur la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013, des ventes de 16,2 milliards d'euros, un résultat opérationnel courant de 3,4 milliards d'euros et un résultat net, part du Groupe de 0,8 milliard d'euros. Le cash-flow disponible, avant investissements financiers, opérations en capital et opérations de financement, s'élève à 2,4 milliards d'euros pour la période. Le Groupe maintient une bonne dynamique aux Etats-Unis et en Asie ; il poursuit sa croissance en Europe dans un environnement économique pourtant difficile.

In the period from July 1 to December 31, 2013, the Christian Dior group recorded revenue of 16.2 billion euros, profit from recurring operations of 3.4 billion euros, and a Group share of net profit of 0.8 billion euros. Free cash flow, before financial investments, transactions relating to equity and financing activities was 2.4 billion euros for the period. The Group maintained good momentum in the United States and Asia, and continued to grow in Europe, despite the challenging economic environment.

	Semestre du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013 (6 mois) / Half-year from July 1 to December 31, 2013 (6 months)	Exercice du 1 ^{er} mai au 30 juin 2013 (2 mois) / Fiscal year from May 1 to June 30, 2013 (2 months)	Exercice du 1 ^{er} mai 2012 au 30 avril 2013 (12 mois) / Fiscal year from May 1, 2012 to April 30, 2013 (12 months)
<i>(en millions d'euros) / (EUR millions)</i>			

Ventes / Revenue	16 187	4 768	29 881
Résultat opérationnel courant / Profit from recurring operations	3 404	881	6 090
Résultat net / Net profit	2 161	566	3 931
dont part du Groupe / of which: Group share	794	216	1 431
Cash-flow disponible ^(a) / Free cash flow ^(a)	2 433	40	2 473

^(a) Avant investissements financiers, opérations en capital et opérations de financement / Before financial investments, transactions relating to equity and financing activities

Les ventes semestrielles de Christian Dior Couture s'élèvent à 758 millions d'euros, en progression de 14 % à taux courants et de 20 % à taux constants par rapport à la même période de 2012 ^(b). L'excellente performance de la Maison Dior a été portée notamment par le dynamisme

First half revenue for Christian Dior Couture was 758 million euros, up 14% at actual exchange rates and 20% at constant exchange rates compared with the same period in 2012 ^(b). Dior's excellent performance was driven notably by momentum in Leather Goods, men's

de la Maroquinerie, du Prêt-à-porter Homme et Femme et des Accessoires. Le résultat opérationnel courant du semestre s'établit à 108 millions d'euros, en progression de 31 %.

Ainsi, au titre de la période de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013, les ventes de Christian Dior Couture s'élèvent à 1 417 millions d'euros, en croissance de 14 % à taux courants et de 18 % à taux constants par rapport à la même période de 2012. Le résultat opérationnel courant de cette période de 12 mois atteint 165 millions d'euros, en progression de 26 %.

Les ventes semestrielles de **LVMH** du 1^{er} juillet au 31 décembre 2013 s'élèvent à 15,5 milliards d'euros, en croissance de 2 % à taux courants par rapport à la même période de 2012 ^(b). Le résultat opérationnel courant du semestre s'établit à 3,3 milliards d'euros.

^(b) Les chiffres de la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012 n'ont pas fait l'objet de procédures de revue limitée.

Pour LVMH, le semestre a été marqué par :

- la solide performance des Vins et Spiritueux ;
- le lancement de produits de très haute qualité en cuir chez Louis Vuitton, dont la rentabilité se maintient à un niveau exceptionnel ;
- la poursuite des investissements dans les marques de mode ;
- le succès des lignes emblématiques de Parfums Christian Dior ;
- les excellents résultats de Bulgari ;
- le développement continu de Sephora et DFS, porté par l'innovation dans l'offre et les services.

Par groupe d'activités, l'évolution des ventes semestrielles du **groupe Christian Dior** est la suivante :

	Période du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013 (6 mois) / <i>Period from July 1 to December 31, 2013 (6 months)</i>	Période du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2012 (6 mois) ^(a) / <i>Period from July 1 to December 31, 2012 (6 months)</i> ^(a)	Variations à taux courants / <i>Change at actual exchange rates</i>	Croissance organique ^(b) / <i>Organic growth</i> ^(b)
Christian Dior Couture	758	665	+14 %	+20 %
Vins et Spiritueux / <i>Wines and Spirits</i>	2 379	2 378	0 %	+6 %
Mode et Maroquinerie / <i>Fashion and Leather Goods</i>	5 171	5 270	-2 %	+5 %
Parfums et Cosmétiques / <i>Perfumes and Cosmetics</i>	1 913	1 886	+1 %	+7 %
Montres et Joaillerie / <i>Watches and Jewelry</i>	1 474	1 493	-1 %	+6 %
Distribution sélective / <i>Selective Retailing</i>	4 723	4 289	+10 %	+16 %
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(231)	(200)	-	-

and women's Ready-to-Wear, and Accessories. Profit from recurring operations for the 6-month period was 108 million euros, up 31%.

Thus, for the 12-month period from January 1 to December 31, 2013, Christian Dior Couture posted revenue of 1,417 million euros, up 14% at actual exchange rates and 18% at constant exchange rates versus the same period in 2012. Profit from recurring operations for this 12-month period was 165 million euros, up 26%.

Half-year revenue for **LVMH** for the period from July 1 to December 31, 2013 was 15.5 billion euros, reflecting growth of 2% at actual exchange rates compared with the same period in 2012 ^(b). Profit from recurring operations for the 6-month period was 3.3 billion euros.

^(b) Figures for the period from July 1 to December 31, 2012 were not subjected to limited review procedures.

For LVMH, the half-year period was marked by:

- Solid performance in Wines and Spirits;
- The launch of very high quality leather products at Louis Vuitton, whose profitability remains at an exceptional level;
- Further investment in fashion brands;
- The success of the iconic lines from Parfums Christian Dior;
- Excellent results from Bulgari;
- Continued progress at Sephora and DFS, driven by innovation in products and services.

Half-year revenue by business group for the **Christian Dior group** was as follows:

Total	16 187	15 781	+3 %	+9 %
--------------	---------------	---------------	-------------	-------------

^(a) Chiffres n'ayant pas fait l'objet de procédures de revue limitée / Figures not subjected to limited review procedures

^(b) A taux de change et périmètre comparables / At constant structure and exchange rates

Par groupe d'activités, l'évolution du résultat opérationnel courant semestriel du Groupe est la suivante :

Half-year profit from recurring operations by business group for the Group was as follows:

	Période du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2013 (6 mois) / Period from July 1 to December 31, 2013 (6 months)	Période du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2012 (6 mois) ^(c) / Period from July 1 to December 31, 2012 (6 months) ^(c)	Variations / Change
<i>(en millions d'euros) / (EUR millions)</i>			
Christian Dior Couture	108	82	+31 %
Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	828	764	+8 %
Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	1 643	1 748	-6 %
Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	214	211	+1 %
Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	219	175	+25 %
Distribution sélective / Selective Retailing	494	481	+3 %
Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	(102)	(135)	-
Total	3 404	3 326	+2 %

^(c) Chiffres n'ayant pas fait l'objet de procédures de revue limitée / Figures not subjected to limited review procedures

PERSPECTIVES

Dans un environnement économique et monétaire incertain en Europe, le **groupe Christian Dior** dispose des meilleurs atouts pour poursuivre en 2014 sa dynamique de croissance pour l'ensemble de ses métiers. Le Groupe maintiendra une stratégie centrée sur le développement de ses marques porté par un renforcement de ses savoir-faire et par une politique soutenue d'innovation et d'expansion dans les marchés porteurs.

Fort de la grande réactivité de son organisation et de la bonne répartition entre ses différents métiers et les zones géographiques où il opère, le Groupe aborde l'année avec confiance et se fixe à nouveau comme objectif de renforcer son avance sur le marché mondial du luxe.

Au cours de la période et à la date de ce jour, il n'y a pas eu d'événement ou de changement de nature à affecter de façon significative la structure financière du Groupe.

Le Conseil d'administration de Christian Dior s'est réuni le 13 février 2014 et a décidé la mise en paiement, le 17 avril 2014, d'un acompte sur dividende d'un montant

OUTLOOK

Despite an uncertain economic and monetary environment in Europe, the **Christian Dior group** is well-equipped to continue its growth momentum across all business groups in 2014. The Group will maintain a strategy focused on developing its brands by continuing to build on its savoir-faire, as well as through strong innovation and expansion in fast growing markets.

Driven by the agility of its organization, the balance of its different businesses and geographic diversity, the Group enters the year with confidence and has, once again, set an objective of increasing its global leadership position in luxury goods.

During the period and to date, no events or changes have occurred which could significantly modify the Group's financial structure.

The Board of Directors of Christian Dior met on February 13, 2014 and decided on the payment, on April 17, 2014, of an interim dividend of a gross amount

brut de 1,20 euro par action.

Les procédures de revue limitée ont été effectuées et le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle est en cours d'émission.

* *
*

ANNEXE : Répartition des ventes par groupe d'activités et par période.

Le présent communiqué constitue une information réglementée, disponible sur le site web de la société (www.dior-finance.com).

Certaines informations contenues dans ce communiqué intègrent ou reposent sur des anticipations ou projections. D'importants facteurs de risques, incertitudes ou éléments indépendants de notre contrôle ou ne pouvant être anticipés à ce jour pourraient donc conduire à ce que les résultats effectivement constatés diffèrent significativement de ceux anticipés, projetés ou implicitement inclus dans ces données. Ces informations reflètent notre vision de l'activité à la date des présentes. Elles doivent être utilisées avec prudence et circonspection, étant en outre précisé que nous ne nous engageons en aucun cas à modifier ou mettre à jour ces informations ultérieurement.

ANNEXE

Groupe Christian Dior - Répartition des ventes par groupe d'activités et par période (*)

Exercice en cours / Current fiscal year

	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
(en millions d'euros) / (EUR millions)								
Période du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2013 / Period from July 1 to September 30, 2013	369	1 032	2 428	879	677	2 101	(109)	7 377
Période du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2013 / Period from October 1 to December 31, 2013	389	1 347	2 743	1 034	797	2 622	(122)	8 810
Total	758	2 379	5 171	1 913	1 474	4 723	(231)	16 187

Périodes correspondantes de l'année précédente / Periods corresponding to the previous year

	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
(en millions d'euros) / (EUR millions)								
Période du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2012 / Period from July 1 to September 30, 2012	325	1 006	2 523	898	690	1 862	(90)	7 214
Période du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2012 / Period from October 1 to December 31, 2012	340	1 372	2 747	988	803	2 427	(110)	8 567
Total	665	2 378	5 270	1 886	1 493	4 289	(200)	15 781

of 1.20 euros per share.

Limited review procedures were carried out, and the Statutory Auditors' report on the half-year financial information is in the process of being issued.

* *
*

APPENDIX: Revenue by business group and by accounting period

This announcement constitutes regulated information and is made available on the Company's website (www.dior-finance.com).

Some of the statements contained in this financial release may include or be based on forward-looking information. Major risk factors, uncertainties as well as elements either beyond our control or unable to be anticipated as of this writing may thus cause actual results to differ significantly from those expressed or implied by the forward-looking information in this financial release. The statements made herein reflect our vision of the Group's business activities as of the date of this financial release. Accordingly, readers are cautioned not to place undue reliance on the information thus provided. Furthermore, it should be noted that we undertake no obligation to update publicly or otherwise revise any forward-looking statements.

APPENDIX

Christian Dior group - Revenue by business group and by accounting period (*)

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013 (6 mois) / Period from January 1 to June 30, 2013 (6 months)

(en millions d'euros) / (EUR millions)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
Total	659	1 808	4 711	1 804	1 310	4 215	(169)	14 338

Exercice clos le 30 juin 2013 (2 mois) / Fiscal year ended June 30, 2013 (2 months)

(en millions d'euros) / (EUR millions)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
Total	237	541	1 600	551	467	1 406	(34)	4 768

Exercice clos le 30 avril 2013 (12 mois) / Fiscal year ended April 30, 2013 (12 months)

(en millions d'euros) / (EUR millions)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
Période du 1 ^{er} mai au 31 juillet 2012 / Period from May 1 to July 31, 2012	323	843	2 413	805	733	1 834	(49)	6 902
Période du 1 ^{er} août au 31 octobre 2012 / Period from August 1 to October 31, 2012	309	1 177	2 463	1 000	714	1 880	(102)	7 441
Période du 1 ^{er} novembre 2012 au 31 janvier 2013 / Period from November 1, 2012 to January 31, 2013	339	1 324	2 760	951	724	2 477	(111)	8 464
Période du 1 ^{er} février au 30 avril 2013 / Period from February 1 to April 30, 2013	318	864	2 300	922	655	2 112	(97)	7 074
Total	1 289	4 208	9 936	3 678	2 826	8 303	(359)	29 881

(*) Chiffres arrondis à l'unité la plus proche / Values rounded to the nearest whole number

Communiqué de LVMH en date du 17 février 2014

LVMH Release dated 13 February 2014

LVMH

MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

COMMUNIQUE

PRESS RELEASE

Paris, le 17 février 2014

Paris, 17 February 2014

Le Conseil d'administration de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton a adopté, lors de sa réunion du 30 janvier 2014, un projet d'évolution de la forme juridique de la Société, en vue de passer du statut de Société Anonyme à celui de Société Européenne.

Encouragé par les instances européennes et déjà choisi par plusieurs grands groupes, le statut de Société Européenne reflétera mieux la nature et la dimension européenne et internationale du groupe LVMH.

Le poids des Maisons ayant leurs racines dans d'autres pays européens que la France s'est significativement accru au cours de ces dernières années. Après Loewe, Fendi, Pucci, Acqua di Parma, Tag Heuer et Zénith

At a Board meeting held on 30 January 2014, the Board of Directors of LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton agreed to alter the legal status of the Company from that of a French Public Limited Company ("société anonyme") to that of a European Company.

The Board noted that this transition, which is promoted by the European authorities, has already been made by several major European groups and agreed that the status of European Company better reflects the European and International scope of the LVMH Group.

The number of LVMH Group brands having their roots in non-French European countries has significantly increased in recent years. After Loewe, Fendi, Pucci, Acqua di Parma, Tag Heuer and Zenith, the Group

notamment, le Groupe a accueilli Hublot en 2008, Bulgari en 2011 et Loro Piana en 2013.

La transformation en société européenne est sans incidence sur la gouvernance, le siège social ou le lieu de cotation des actions et n'entraîne aucune conséquence pour les actionnaires.

Ce projet d'évolution statutaire sera soumis au vote des actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale du 10 avril 2014.

Communiqué de LVMH en date du 24 février 2014

welcomed Hublot in 2008, Bulgari in 2011 and Loro Piana in 2013.

The transformation into a European Company has no impact on governance, Head Office domicile or stockmarket listing and has no consequences for shareholders.

This proposed statutory change will be submitted to shareholders at the Annual General Meeting on April 10th, 2014.

LVMH Release dated 24 February 2014

LVMH

MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

COMMUNIQUE

Paris, le 24 février 2014

LVMH ET MARCO DE VINCENZO S'ENGAGENT DANS UNE NOUVELLE COLLABORATION

LVMH annonce aujourd'hui un accord avec le styliste Marco de Vincenzo pour le développement de sa marque Marco de Vincenzo au travers d'une joint venture.

Delphine Arnault qui mène des initiatives pour le compte de LVMH avec des jeunes créateurs a déclaré : *“Nous sommes ravis de démarrer une nouvelle collaboration avec Marco De Vincenzo dont le talent est connu et respecté par tous et a été exprimé pleinement chez Fendi. Nous sommes convaincus que, ensemble, nous développerons sa marque avec succès. Cette nouvelle collaboration fait partie de l'ADN de LVMH qui a toujours soutenu des jeunes créateurs”*.

Marco de Vincenzo a hâte de développer sa propre marque avec le soutien de LVMH : *“Je travaille depuis plus de treize ans pour Fendi, en fait depuis le tout début de ma carrière de styliste. A travers Fendi, j'ai connu et apprécié LVMH. J'ai acquis de l'expérience avec eux, en suivant la confiance qu'ils m'ont toujours témoignée. Aujourd'hui une nouvelle étape commence, le défi est passionnant et ambitieux. J'ai hâte de me mesurer encore une fois dans cet environnement familial, fait d'un respect mutuel, d'une créativité hors du commun, d'une puissance exceptionnelle et d'une stratégie judicieuse”*.

PRESS RELEASE

Paris, 24 February 2014

LVMH AND MARCO DE VINCENZO ENTER IN A NEW PARTNERSHIP

LVMH announces today an agreement with designer Marco De Vincenzo for the development of his Marco De Vincenzo brand through a JV.

Delphine Arnault leading initiatives for LVMH with young creative talents declared: *“We are delighted to start a new partnership with Marco De Vincenzo, whose talent is known and respected by everyone and has been fully expressed at Fendi. We are convinced that together we will develop successfully his brand. This new partnership is in the DNA of LVMH which has always supported young designers”*.

Marco De Vincenzo is looking forward to the development of his own label supported by LVMH : *“I have been working for Fendi for over thirteen years, actually since the very beginning of my career as a designer. Through Fendi, I have known and appreciated LVMH. My experience has grown with them, keeping up with the confidence they have always placed in me. Today, a new phase starts, the challenge is exciting and ambitious. I look forward to measuring myself, once again, in that familiar environment, made of mutual respect, special creativity, exceptional strength and wise strategy”*.

Christian Dior

30 AVENUE MONTAIGNE
PARIS
75008

TEL. 01 44 13 22 22

PHONE +33 (0)1 44 13 22 22

Paris, le 6 mars 2014

Paris, March 6, 2014

COMMUNIQUE

PRESS RELEASE

La société Christian Dior a entamé, à l'instar de LVMH, un processus en vue de passer du statut de *société anonyme* à celui de *société européenne*.

Christian Dior has initiated - as LVMH has done - a process with a view to converting its legal status from that of a French public limited-liability company (*société anonyme*) to that of a European Company (*Societas Europaea*).

Encouragé par les instances européennes et déjà choisi par plusieurs grands groupes, le statut de *société européenne* reflétera mieux la nature et la dimension européenne et internationale du groupe Christian Dior.

European Company status, which is promoted by the European authorities and has already been adopted by several major groups, will better reflect the European and international dimension of the Christian Dior group.

La transformation en *société européenne* est sans incidence sur la gouvernance, le siège social ou le lieu de cotation des actions et n'entraîne aucune conséquence pour les actionnaires.

The conversion into a European Company has no impact on governance, the registered office or the place of stock market listing and has no consequences for shareholders.

Ce projet d'évolution statutaire sera soumis, d'ici à la fin de l'année, au vote des actionnaires réunis en assemblée générale.

This proposed change to the Bylaws will be submitted for the approval of the shareholders at a Shareholders' Meeting before the end of the year.

Communiqué de LVMH en date du 9 avril 2014

LVMH Release dated 9 April 2014

LVMH

MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

CROISSANCE ORGANIQUE DE 6% DES VENTES AU PREMIER TRIMESTRE

LVMH FIRST QUARTER ORGANIC REVENUE INCREASED BY 6%

Paris, le 9 avril 2014

Paris, 9 April 2014

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, leader mondial des produits de haute qualité, réalise au premier trimestre 2014 des ventes de 7,2 milliards d'euros, en augmentation de 4 %. La croissance organique* s'établit à 6 % par rapport à la même période de 2013.

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, the world's leading high quality products group, recorded a 4% increase in first quarter 2014 revenue to 7.2 billion Euros. Organic* revenue growth was 6% compared to the same period in 2013.

Le Groupe poursuit sa progression aux Etats-Unis et en Asie. Le Japon connaît une avancée rapide sur le trimestre pour des raisons spécifiques. L'Europe fait preuve d'une bonne résistance dans un environnement économique toujours difficile. Louis Vuitton réalise un excellent début d'année tandis que les Vins et Spiritueux sont pénalisés par un phénomène conjoncturel de déstockage en Chine.

The Group continued to grow in the United States and Asia. Growth was strong in Japan in the quarter for reasons specific to that country. Europe demonstrated resilience in a still challenging economic environment. Louis Vuitton had an excellent start to the year, while Wines & Spirits were impacted by the current situation of destocking in China.

Par groupe d'activités, l'évolution des ventes est la suivante :

Revenue by business group:

En millions d'euros / <i>In million euros</i>	1er trimestre 2014 / <i>Q1 2014</i>	1er trimestre 2013** / <i>Q1 2013**</i>	Variation / % Change 1er trim. 2014 / 1er trim. 2013 / <i>Q1 2014 / Q1 2013</i>	
			Publiée / <i>Reported</i>	Organique* / <i>Organic*</i>
Vins & Spiritueux / <i>Wines & Spirits</i>	888	967	-8%	-3%
Mode & Maroquinerie / <i>Fashion & Leather Goods</i>	2 639	2 383	+11%	+9%
Parfums & Cosmétiques / <i>Perfumes & Cosmetics</i>	941	932	+1%	+5%
Montres & Joaillerie / <i>Watches & Jewelry</i>	607	608	0%	+5%
Distribution sélective / <i>Selective Retailing</i>	2 222	2 113	+5%	+10%
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(91)	(90)	-	-
Total	7 206	6 913	+4%	+6%

* à structure et taux de change comparables. L'effet périmètre lié à l'intégration de Loro Piana est de +3% et l'effet de change est de -5%. / *with comparable structure and constant exchange rates. The structural impact of integrating Loro Piana is +3% and the exchange rate impact is -5%.*

** Retraité des effets de l'application des normes IFRS 10 et 11 portant sur la consolidation (voir annexe). / *Restated to reflect the application of IFRS 10 and 11 on consolidation (see appendix).*

Le groupe d'activités **Vins & Spiritueux** voit ses ventes reculer au premier trimestre de 3 % à structure et taux de change comparables, une évolution s'expliquant par la performance du cognac en Chine, liée au déstockage conjoncturel des détaillants. Son fort dynamisme sur certains segments du marché chinois et sa progression solide aux Etats-Unis contribuent cependant à la résistance du cognac sur le trimestre. Les autres spiritueux Glenmorangie et Belvedere enregistrent de bonnes croissances en volume. Le Champagne connaît un bon début d'année. Les cuvées de prestige en particulier enregistrent des avancées rapides.

The **Wines & Spirits** business group recorded a decrease in organic revenue of 3% in the first quarter of 2014, a trend explained by the performance of cognac in China, linked to current destocking by retailers. However, its dynamic presence in certain segments of the Chinese market and its solid growth in the United States contributed to the resilience of cognac in the quarter. Other spirits, Glenmorangie and Belvedere, recorded good growth in volumes. Champagne experienced a good start to the year. The prestige vintages, in particular, recorded strong growth.

L'activité **Mode & Maroquinerie** enregistre une croissance organique de 9 % de ses ventes au premier trimestre 2014. Louis Vuitton est porté par une forte dynamique créative. Le premier show de son nouveau directeur artistique Nicolas Ghesquière a reçu un accueil enthousiaste. Les nouveaux modèles dans la ligne emblématique *Monogram* rencontrent un grand succès tandis que les lignes en cuir poursuivent leur développement. Les autres marques continuent de progresser. Les ouvertures de boutiques phares à Munich pour Fendi et à Londres pour Céline ont marqué le trimestre. Loro Piana, dont l'activité est consolidée pour la première fois au premier trimestre, réalise une performance remarquable.

The **Fashion & Leather Goods** business group recorded organic revenue growth of 9% in the first quarter of 2014. Louis Vuitton was propelled by a strong creative momentum. The first show of its new artistic director, Nicolas Ghesquière, was enthusiastically received. New models in the iconic *Monogram* line were very successful, while the leather lines continue their development. Other fashion brands continue to grow. The quarter was marked by the opening of flagship stores in Munich for Fendi and in London for Céline. Loro Piana, whose activity is consolidated for the first time this quarter, delivered a remarkable performance.

Dans les **Parfums & Cosmétiques**, la croissance organique des ventes s'établit à 5 % au premier trimestre 2014. Christian Dior continue de bénéficier de l'excellente dynamique de ses parfums iconiques *J'adore* et *Miss Dior*. Le maquillage contribue également à la bonne performance de la Maison. Guerlain déploie avec succès son soin premium *Abeille Royale* en Asie. Le parfum *La Petite Robe Noire* vole de succès en succès. Benefit poursuit son avancée mondiale, soutenu par ses produits innovants, et Fresh connaît une expansion rapide.

Les **Montres & Joaillerie** enregistrent au premier trimestre 2014 une croissance organique de 5 % de ses ventes. La progression dans les boutiques en propre est bonne. De nombreuses innovations chez TAG Heuer, Hublot et Zenith, présentées au salon horloger de Bâle, ont reçu un excellent accueil des distributeurs. Bulgari célèbre son 130^{ème} anniversaire avec l'inauguration de sa boutique emblématique rénovée de Via dei Condotti à Rome, et enrichit son offre de nouvelles collections créatives et emblématiques.

Dans la **Distribution sélective**, la croissance organique des ventes s'établit à 10 % au premier trimestre 2014. DFS réalise une bonne performance, soutenue par le développement continu du tourisme en Asie et malgré un contexte de baisse des dépenses des voyageurs japonais en raison de la faiblesse du Yen. Les destinations de Macao et Hong Kong enregistrent des progressions solides, notamment grâce à l'excellent début d'année réalisé par les concessions de l'aéroport de Hong Kong. Sephora continue de gagner des parts de marché dans toutes les régions. Ses avancées sont particulièrement rapides en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord, où les ventes en ligne sont en forte croissance. La ligne de cosmétiques Marc Jacobs, distribuée en exclusivité chez Sephora, est déployée en Europe avec un grand succès.

Dans un environnement économique qui reste incertain en Europe, LVMH continuera à concentrer ses efforts sur la mise en valeur de ses marques, maintiendra une stricte maîtrise des coûts et ciblera ses investissements sur la qualité, l'excellence et l'innovation de ses produits et de leur distribution. Le Groupe compte sur le talent et la motivation de ses équipes, la diversité de ses métiers et le bon équilibre géographique de ses ventes pour renforcer encore en 2014 son avance sur le marché mondial des produits de haute qualité.

Au cours du trimestre et à la date de ce jour, il n'y a pas eu d'évènement ou de changement de nature à affecter de façon significative la structure financière du Groupe. Information réglementée liée à ce communiqué et présentation disponibles sur www.lvmh.fr.

In **Perfumes & Cosmetics**, organic revenue growth was 5% in the first quarter of 2014. Christian Dior continued to benefit from the excellent dynamics of its iconic perfumes *J'adore* and *Miss Dior*. Make-up also contributed to the good performance of the Maison. Guerlain successfully rolled out its high-end skincare range, *Abeille Royale*, in Asia. *La Petite Robe Noire* fragrance goes from success to success. Benefit continued its rapid progress around the world, supported by its innovative product lines, and Fresh expanded rapidly.

The **Watches & Jewelry** business group recorded organic revenue growth of 5% in the first quarter of 2014. Performance through owned boutiques was good. The numerous innovations at TAG Heuer, Hublot and Zenith presented at the World Watch and Jewelry Show in Basel, received a warm welcome from distributors. Bulgari celebrated its 130th anniversary with the opening of its renovated flagship boutique in Rome's Via dei Condotti, and enriched its offer with new creative and iconic collections.

In **Selective Retailing**, organic revenue growth stood at 10% in the first quarter of 2014. DFS performed well, supported by the ongoing development of tourism in Asia, despite a drop in spending by Japanese tourists due to the weakness of the Yen. Macao and Hong Kong destinations recorded strong gains, notably thanks to the excellent start to the year of the Hong Kong International airport concessions. Sephora continues to gain market share in all regions. Its progress is particularly rapid in Asia, the Middle East as well as North America, where online sales grew strongly. The Marc Jacobs make-up line, exclusively available at Sephora, was successfully rolled out in Europe.

In an economic environment which remains uncertain in Europe, LVMH will continue to focus its efforts on developing its brands, will maintain a strict control over costs and will target its investments on the quality, the excellence and the innovation of its products and their distribution. The Group will rely on the talent and the motivation of its teams, the diversification of its businesses and the good geographical balance of its revenue to increase, once again in 2014, its leadership of the global high quality goods market.

During the quarter and to date, no events or changes have occurred which could significantly modify the Group's financial structure. Regulated information related to this press release and presentation available on our internet site www.lvmh.com

ANNEXE / APPENDIX

LVMH – Répartition des ventes par groupe d'activités / LVMH – Revenue by business group

En millions d'euros / <i>In million euros</i>	1er trimestre 2013 retraité* / Q1 2013 restated*	1er trimestre 2013 publié / Q1 2013 reported
Vins & Spiritueux / <i>Wines & Spirits</i>	967	979
Mode & Maroquinerie / <i>Fashion & Leather Goods</i>	2 383	2 383
Parfums & Cosmétiques / <i>Perfumes & Cosmetics</i>	932	932
Montres & Joaillerie / <i>Watches & Jewelry</i>	608	624
Distribution sélective / <i>Selective Retailing</i>	2 113	2 122
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(90)	(93)
Total	6 913	6 947

* *Retraité des effets de l'application des normes IFRS 10 et 11 portant sur la consolidation. Celles-ci redéfinissent la notion de contrôle exercé sur une entité, supprimant la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint, seule la méthode de consolidation par mise en équivalence étant admise./ Restated to reflect the application of IFRS 10 and 11 on consolidation. These IFRS redefine the concept of the control of entities, eliminating the possibility to use proportionate consolidation to consolidate jointly controlled entities which will be accounted for only using the equity method.*

Christian Dior

30 AVENUE MONTAIGNE
PARIS
75008

TEL. 01 44 13 22 22

PHONE +33 (0)1 44 13 22 22

Paris, le 10 avril 2014

Paris, April 10, 2014

COMMUNIQUE FINANCIER CHIFFRE D'AFFAIRES DES NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2013-2014

FINANCIAL RELEASE REVENUE FOR THE FIRST NINE MONTHS OF FISCAL YEAR 2013-2014

Le groupe Christian Dior réalise, sur la période de neuf mois du 1^{er} juillet 2013 au 31 mars 2014, des ventes de 23,8 milliards d'euros, en croissance de 3 % par rapport à la période du 1^{er} juillet 2012 au 31 mars 2013. La croissance organique s'établit à 8 %.

The Christian Dior group recorded revenue of 23.8 billion euros for the nine-month period from July 1, 2013 to March 31, 2014, representing growth of 3% compared to the period from July 1, 2012 to March 31, 2013. Organic revenue growth was 8%.

Ces ventes se décomposent comme suit :

The breakdown of revenue was as follows:

<i>(en millions d'euros) / (EUR millions)</i>	Période du 1 ^{er} juillet 2013 au 31 mars 2014 (9 mois) ^(a) / <i>Period from July 1, 2013 to March 31, 2014 (9 months)</i> ^(a)	Période du 1 ^{er} juillet 2012 au 31 mars 2013 (9 mois) ^(a) / <i>Period from July 1, 2012 to March 31, 2013 (9 months)</i> ^(a)	Variations à taux courants / <i>Change at actual exchange rates</i>	Croissance organique ^(b) / <i>Organic growth</i> ^(b)
Christian Dior Couture	1 115	981	+14 %	+19 %
Vins et Spiritueux / <i>Wines and Spirits</i>	3 275	3 357	-2 %	+3 %
Mode et Maroquinerie / <i>Fashion and Leather Goods</i>	7 811	7 653	+2 %	+6 %
Parfums et Cosmétiques / <i>Perfumes and Cosmetics</i>	2 854	2 818	+1 %	+6 %
Montres et Joaillerie / <i>Watches and Jewelry</i>	2 099	2 116	-1 %	+6 %
Distribution sélective / <i>Selective Retailing</i>	6 955	6 411	+8 %	+14 %
Autres activités et éliminations / <i>Other activities and eliminations</i>	(336)	(298)	-	-
Total	23 773	23 038	+3 %	+8 %

^(a) Chiffres ne tenant pas compte des normes IFRS 10 et 11 portant sur la consolidation qui ne s'appliqueront, pour Christian Dior, qu'à compter de l'exercice débutant le 1^{er} juillet 2014 / These figures do not reflect the application of consolidation-related standards IFRS 10 and 11, which will only apply, for Christian Dior, as from the fiscal year beginning July 1, 2014

^(b) A taux de change et périmètre comparables / At constant structure and exchange rates

Au titre de la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2014, le groupe Christian Dior réalise des ventes de 7,6 milliards d'euros, en croissance de 5 % à taux courants par rapport à la même période de 2013 et de 7 % à taux de change et périmètre comparables. Le Groupe a poursuivi sa progression aux Etats-Unis et en Asie et a connu une avancée rapide au Japon pour des raisons spécifiques. L'Europe a fait preuve d'une bonne

For the period from January 1 to March 31, 2014, the Christian Dior group recorded revenue of 7.6 billion euros, representing growth of 5% at actual exchange rates compared to the same period in 2013, and 7% at constant structure and exchange rates. The Group continued to grow in the United States and Asia, and growth was strong in Japan for reasons specific to that country. Europe demonstrated resilience in a still

résistance dans un environnement économique toujours difficile.

challenging economic environment.

Par groupe d'activités, l'évolution des ventes trimestrielles est la suivante :

Quarterly revenue by business group:

<i>(en millions d'euros) / (EUR millions)</i>	Période du 1er janvier au 31 mars 2014 (3 mois) (a) / Period from January 1 to March 31, 2014 (3 months) (a)	Période du 1er janvier au 31 mars 2013 (3 mois) (a) / Period from January 1 to March 31, 2013 (3 months) (a)	Variations à taux courants / Change at actual exchange rates	Croissance organique (b) / Organic growth (b)
<i>Christian Dior Couture</i>	357	316	+13 %	+17 %
<i>Vins et Spiritueux / Wines and Spirits</i>	896	979	-8 %	-4 %
<i>Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods</i>	2 639	2 383	+11 %	+9 %
<i>Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics</i>	941	932	+1 %	+5 %
<i>Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry</i>	624	624	0 %	+5 %
<i>Distribution sélective / Selective Retailing</i>	2 231	2 122	+5 %	+10 %
<i>Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations</i>	(102)	(99)	-	-
Total	7 586	7 257	+5 %	+7 %

^(a) Chiffres ne tenant pas compte des normes IFRS 10 et 11 portant sur la consolidation qui ne s'appliqueront, pour Christian Dior, qu'à compter de l'exercice débutant le 1^{er} juillet 2014 / These figures do not reflect the application of consolidation-related standards IFRS 10 and 11, which will only apply, for Christian Dior, as from the fiscal year beginning July 1, 2014

^(b) A taux de change et périmètre comparables. L'effet de change est de -5 % et l'effet périmètre lié à l'intégration de Loro Piana est de +2,5 % / At constant structure and exchange rates. The effect of exchange rate changes was -5% and the effect of the change in scope of consolidation due to the integration of Loro Piana was +2.5%

L'activité du trimestre a été marquée par :

- la croissance exceptionnelle de Christian Dior Couture, en particulier dans son réseau de boutiques en propre (+19 % à taux constants) ;
- un recul des ventes des Vins et Spiritueux qui s'explique par la performance du cognac en Chine liée au déstockage conjoncturel des détaillants, alors que le Champagne a connu un bon début d'année ;
- une croissance organique de 9 % des ventes de l'activité Mode et Maroquinerie, marquée par la forte dynamique créative de Louis Vuitton ;
- l'excellente dynamique des parfums iconiques de Parfums Christian Dior et le remarquable succès de *La Petite Robe Noire* ;
- une bonne progression des ventes des Montres et Joaillerie, notamment dans les boutiques en propre ;
- une croissance solide de la Distribution sélective liée à la bonne performance de DFS, soutenue par le développement continu du tourisme en Asie, et à la poursuite des gains de parts de marché de Sephora dans toutes les régions.

Key features of the quarter include:

- the exceptional growth of Christian Dior Couture, particularly in its owned boutique network (+19% at constant exchange rates);
- a decrease in Wines and Spirits revenue due to the performance of cognac in China, linked to current destocking by retailers, while Champagne had a good start to the year;
- organic revenue growth of 9% in Fashion and Leather Goods, featuring the strong creative momentum of Louis Vuitton;
- the excellent momentum of Parfums Christian Dior's iconic fragrances, and the remarkable success of *La Petite Robe Noire*;
- good revenue growth in Watches and Jewelry, notably through owned boutiques;
- solid growth in Selective Retailing, linked to good performance by DFS with help from the ongoing development of tourism in Asia, and continued market share gains by Sephora in all regions.

PERSPECTIVES

Dans un environnement économique qui reste incertain en Europe, le groupe Christian Dior continuera à concentrer ses efforts sur la mise en valeur de ses marques, maintiendra une stricte maîtrise des coûts et ciblera ses investissements sur la qualité, l'excellence et l'innovation

OUTLOOK

In an economic environment which remains uncertain in Europe, the Christian Dior group will continue to focus its efforts on developing its brands, will maintain strict control over costs and will target its investments on the quality, the excellence and the innovation of its products

de ses produits et de leur distribution. Le Groupe compte sur le talent et la motivation de ses équipes, la diversité de ses métiers et le bon équilibre géographique de ses ventes pour renforcer encore son avance sur le marché mondial des produits de haute qualité.

Au cours de la période et à la date de ce jour, il n'y a pas eu d'événement ou de changement de nature à affecter de façon significative la structure financière du Groupe.

* *
*

ANNEXE : Répartition des ventes par groupe d'activités et par période.

Le présent communiqué constitue une information réglementée, disponible sur le site web de la société (www.dior-finance.com).

Certaines informations contenues dans ce communiqué intègrent ou reposent sur des anticipations ou projections. D'importants facteurs de risques, incertitudes ou éléments indépendants de notre contrôle ou ne pouvant être anticipés à ce jour pourraient donc conduire à ce que les résultats effectivement constatés diffèrent significativement de ceux anticipés, projetés ou implicitement inclus dans ces données. Ces informations reflètent notre vision de l'activité à la date des présentes. Elles doivent être utilisées avec prudence et circonspection, étant en outre précisé que nous ne nous engageons en aucun cas à modifier ou mettre à jour ces informations ultérieurement.

and their distribution. The Group will rely on the talent and the motivation of its teams, the diversity of its businesses and the good geographical balance of its revenues to further increase its leadership of the global high quality goods market.

During the period and to date, no events or changes have occurred which could significantly modify the Group's financial structure.

* *
*

APPENDIX: Revenue by business group and by accounting period.

This announcement constitutes regulated information and is made available on the Company's website (www.dior-finance.com).

Certain information included in this release is forward looking and is subject to important risks and uncertainties and factors beyond our control or ability to predict, that could cause actual results to differ materially from those anticipated, projected or implied. It only reflects our views as of the date of this presentation. No undue reliance should therefore be placed on any such information, it being also agreed that we undertake no commitment to amend or update it after the date hereof.

ANNEXE / APPENDIX

Groupe Christian Dior - Répartition des ventes par groupe d'activités et par période (*) / *Christian Dior group - Revenue by business group and by accounting period (*)*

(Chiffres ne tenant pas compte des normes IFRS 10 et 11 portant sur la consolidation qui ne s'appliqueront, pour Christian Dior, qu'à compter de l'exercice débutant le 1^{er} juillet 2014 / These figures do not reflect the application of consolidation-related standards IFRS 10 and 11, which will only apply, for Christian Dior, as from the fiscal year beginning July 1, 2014)

Exercice en cours / Current fiscal year

(en millions d'euros) / (EUR millions)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
Période du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2013 / Period from July 1 to September 30, 2013	369	1 032	2 428	879	677	2 101	(109)	7 377
Période du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2013 / Period from October 1 to December 31, 2013	389	1 347	2 743	1 034	797	2 622	(122)	8 810
Période du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 / Period from January 1 to March 31, 2014	357	896	2 639	941	624	2 231	(102)	7 586
Total	1 115	3 275	7 811	2 854	2 099	6 955	(336)	23 773

Périodes correspondantes de l'année précédente / Corresponding periods of the previous year

(en millions d'euros) / (EUR millions)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
Période du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2012 / Period from July 1 to September 30, 2012	325	1 006	2 523	898	690	1 862	(90)	7 214
Période du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2012 / Period from October 1 to December 31, 2012	340	1 372	2 747	988	803	2 427	(110)	8 567

Période du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2013 / <i>Period from January 1 to March 31, 2013</i>	316	979	2 383	932	624	2 122	(99)	7 257
Total	981	3 357	7 653	2 818	2 116	6 411	(298)	23 038

Exercice clos le 30 juin 2013 (2 mois) / Fiscal year ended June 30, 2013 (2 months)

(en millions d'euros) / (EUR millions)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
Total	237	541	1 600	551	467	1 406	(34)	4 768

Exercice clos le 30 avril 2013 (12 mois) / Fiscal year ended April 30, 2013 (12 months)

(en millions d'euros) / (EUR millions)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux / Wines and Spirits	Mode et Maroquinerie / Fashion and Leather Goods	Parfums et Cosmétiques / Perfumes and Cosmetics	Montres et Joaillerie / Watches and Jewelry	Distribution selective / Selective Retailing	Autres activités et éliminations / Other activities and eliminations	Total
Période du 1 ^{er} mai au 31 juillet 2012 / <i>Period from May 1 to July 31, 2012</i>	323	843	2 413	805	733	1 834	(49)	6 902
Période du 1 ^{er} août au 31 octobre 2012 / <i>Period from August 1 to October 31, 2012</i>	309	1 177	2 463	1 000	714	1 880	(102)	7 441
Période du 1 ^{er} novembre 2012 au 31 janvier 2013 / <i>Period from November 1, 2012 to January 31, 2013</i>	339	1 324	2 760	951	724	2 477	(111)	8 464
Période du 1 ^{er} février au 30 avril 2013 / <i>Period from February 1 to April 30, 2013</i>	318	864	2 300	922	655	2 112	(97)	7 074
Total	1 289	4 208	9 936	3 678	2 826	8 303	(359)	29 881

(*) Chiffres arrondis à l'unité la plus proche / Values rounded to the nearest whole number

Communiqué de LVMH en date du 14 avril 2014

LVMH Release dated 14 April 2014



Paris, le 14 avril 2014

Paris, April 14, 2014

LVMH ACQUIERT LE CLOS DES LAMBRAYS

LVMH GROUP ACQUIRES THE CLOS DES LAMBRAYS DOMAIN

Le groupe LVMH annonce l'acquisition du Domaine du Clos des Lambrays, l'un des plus anciens et prestigieux domaines viticoles de la Bourgogne, situé à Morey Saint Denis.

LVMH Group announces the acquisition of Clos des Lambrays, one of the oldest and most prestigious vineyards in Burgundy, located near the village of Morey Saint Denis.

Avec une superficie de 8,66 hectares d'un seul tenant, le Clos des Lambrays est le premier Grand Cru de la côte de Nuits. Le Domaine produit également des Morey Saint Denis Premier Cru et de grands vins blancs en Puligny Montrachet Premier Cru « Clos du Cailleret » et Premier Cru « Les Folatières ».

With a unique area of 8.66 hectares, Clos des Lambrays is the largest Grand Cru of the Côte de Nuits region. The Domain also produces Morey Saint Denis Premier Cru, Puligny Montrachet Premier Cru "Clos du Cailleret" and Premier Cru "Les Folatières" white wines.

La passion, le savoir-faire et l'exigence d'une qualité sans faille mis au service d'un terroir d'exception placent les vins du Clos des Lambrays au rang des premiers de la Bourgogne.

The passion, savoir-faire and constant pursuit of outstanding quality, in the service of an exceptional terroir, places the wines of Clos des Lambrays among the best in Burgundy.

Dans le respect des traditions et usages de la Bourgogne viticole, LVMH assurera la pérennité du Domaine que Monsieur Thierry Brouin, son régisseur depuis 35 ans, continuera à diriger.

In accordance with the traditions and customs of Burgundy wine making, LVMH will ensure the future sustainability of the estate, which will continue to be led by Thierry Brouin, its chief winemaker for the last 35 years.

FISCALITE

Le texte qui suit est un résumé limité à certaines considérations fiscales en France et au Luxembourg relatives aux Obligations et est ici inclus à une seule fin informative. Il contient certaines informations spécifiques à l'imposition à la source des revenus tirés des valeurs mobilières susceptibles, pour le cas de la France, de s'appliquer aux bénéficiaires effectifs des Obligations qui ne sont pas résidents fiscaux de France au sens de la réglementation fiscale française en vigueur en France, qui ne sont pas actionnaires de l'Emetteur, qui n'ont pas de lien de dépendance avec ce dernier au sens de l'article 39, 12° du CGI et qui recevront des intérêts au sens de la législation fiscale française à raison des Obligations qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France. Ce résumé est fondé sur les lois en vigueur en France et au Luxembourg à la date du présent Prospectus et sont soumises à tout changement de loi ou d'interprétation, le cas échéant de manière rétroactive. Il ne vise pas à décrire exhaustivement les éléments fiscaux à considérer pour se décider à acquérir, posséder ou céder des Obligations. Les investisseurs ou bénéficiaires des Obligations sont invités à consulter leur conseil fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession des Obligations et doivent en tout état de cause se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence, telle que modifiée, le cas échéant par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet Etat.

Directive de l'Union Européenne sur l'imposition des revenus de l'épargne

En vertu de la directive 2003/48/CE adoptée par le Conseil de l'Union Européenne (la "**Directive**"), il est exigé de chaque Etat Membre qu'à compter du 1^{er} juillet 2005 il fournisse aux autorités fiscales d'un autre Etat Membre des informations détaillées sur tout paiement d'intérêts au sens de la Directive effectué par un agent payeur relevant de sa juridiction à, ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de cet autre Etat Membre. Cependant, durant une période de transition, l'Autriche et le Luxembourg peuvent appliquer un système de retenue à la source pour de tels paiements, en déduisant un impôt dont le taux est actuellement de 35% jusqu'à la fin de la période de transition. La période transitoire doit s'achever à la fin du premier exercice fiscal suivant la dernière des dates suivantes : (i) la date d'entrée en vigueur des accords conclus entre l'Union Européenne et certains Etats tiers prévoyant l'échange d'informations sur demande et l'application de la retenue à la source pour les paiements d'intérêts effectués par des agents payeurs établis dans ces Etats à des bénéficiaires effectifs résidant dans l'Union Européenne et (ii) la date à laquelle le Conseil aura convenu à l'unanimité que les Etats-Unis d'Amérique s'engagent à échanger des informations sur demande en cas de paiement d'intérêts par des agents payeurs établis sur leur territoire à des bénéficiaires effectifs résidant dans l'Union Européenne. En avril 2013, le gouvernement du Luxembourg a annoncé son

TAXATION

The following is a summary limited to certain tax considerations in France and in Luxembourg relating to the Notes and is included herein solely for information purposes. It specifically contains information on taxes withheld at source on the income from the securities that may apply, with respect to France, to the beneficial owners of the Notes who are not French resident under French tax law, not shareholders of the Issuer nor related with the latter within the meaning of Article 39, 12° of the CGI and will not receive interest within the meaning of French tax law through a fixed base or a permanent establishment located in France. This summary is based on the laws in force in France and in Luxembourg as of the date of this Prospectus and is subject to any changes in law or in their interpretation, possibly with retroactive effect. It does not purport to be a comprehensive description of all the tax considerations which may be relevant to a decision to purchase, own or dispose of the Notes. Each prospective holder or beneficial owner of Notes should consult its tax advisor as to the tax consequences of any investment in or ownership and disposition of the Notes and must in any event also comply with the tax legislation in force in their State of residence, as modified, as the case may be, by the international tax agreement signed by France and that State.

EU savings directive

Under EC Council Directive 2003/48/EC on the taxation of savings income (the "**Directive**"), each Member State is required, from 1 July 2005, to provide to the tax authorities of another Member State details of payments of interest within the meaning of the Directive paid by a paying agent within its jurisdiction to, or collected for, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in that other Member State; however, for a transitional period, Austria and Luxembourg may instead apply a withholding system in relation to such payments, deducting tax at the current rate of 35% until the end of the transitional period. The transitional period is to terminate at the end of the first full fiscal year following the later of the following dates: (i) the date of entry into force of the agreements between the European Union and some third countries providing for an exchange of information upon request with respect to interest payments made by paying agents established within their respective territories to beneficial owners resident in the European Union and (ii) the date on which the Council agrees by unanimity that the United States of America is committed to exchange of information upon request with respect to interest payments made by paying agents established within its territory to beneficial owners resident in the European Union. In April 2013, the Luxembourg Government announced its intention to abolish the withholding system with effect from 1 January 2015, in favour of

intention d'abandonner le système de retenue à la source et d'adopter l'échange automatique d'informations avec effet au 1^{er} janvier 2015.

En outre, à compter du 1^{er} juillet 2005, des pays non européens, ainsi que certains territoires dépendants de, ou associés à, certains Etats Membres, ont accepté d'adopter des mesures similaires (soit la fourniture d'information, soit une retenue à la source provisoire) quant aux paiements effectués par un agent payeur relevant de sa juridiction à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident d'un Etat Membre. En outre, les Etats Membres ont conclu des accords réciproques de fourniture d'informations ou de retenue à la source transitoire avec certains de ces territoires dépendants ou associés quant aux paiements effectués par un agent payeur dans un Etat Membre à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un bénéficiaire effectif (au sens de la Directive), résident de l'un des ces territoires.

L'article 242 ter du Code général des impôts (le "CGI"), transposant en droit français la Directive, soumet les personnes établies en France et qui assurent le paiement d'intérêts ou revenus similaires à l'obligation de déclarer aux autorités fiscales françaises certaines informations au titre des revenus payés à des bénéficiaires domiciliés dans un autre Etat Membre, comprenant notamment l'identité et l'adresse des bénéficiaires ainsi qu'une liste détaillée des différentes catégories de revenus payés à ces derniers.

Le 13 novembre 2008, la Commission Européenne a publié un projet détaillé d'amendements de la Directive, incluant un nombre de changements suggérés. Le Parlement Européen a approuvé une version amendée de ce projet le 24 avril 2009. Si l'un de ces changements proposés relativement à la Directive est adopté, l'ampleur des exigences susmentionnées pourrait être modifiée ou élargie.

Retenue à la source en France

En l'état actuel de la législation fiscale française et de son interprétation par l'administration fiscale française, les dispositions suivantes résument les conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer aux investisseurs qui ne sont pas résidents fiscaux de France au sens de la réglementation fiscale française en vigueur en France et qui ne sont ni actionnaires de l'Emetteur ni liés à ce dernier au sens de l'article 39 12. du CGI.

Les paiements d'intérêts ou d'autres produits effectués par l'Emetteur au titre des Obligations ne seront pas soumis à la retenue à la source prévue à l'article 125 A III du CGI sauf si les paiements s'effectuent hors de France dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (un "Etat Non Coopératif"), indépendamment du domicile fiscal ou du siège social du titulaire des Obligations et sous réserve toutefois des dispositions des conventions fiscales internationales.

automatic information exchange.

Also with effect from 1 July 2005, a number of non-EU countries, and certain dependent or associated territories of certain Member States, have agreed to adopt similar measures (either provision of information or transitional withholding) in relation to payments made by a paying agent within its jurisdiction to, or collected for, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in a Member State. In addition, the Member States have entered into reciprocal provision of information or transitional withholding arrangements with certain of those dependent or associated territories in relation to payments made by a paying agent in a Member State to, or collected for, a beneficial owner (within the meaning of the Directive) resident in one of those territories.

Article 242 ter of the *Code Général des Impôts* (French General Tax Code, hereinafter referred to as the "CGI"), which transposes the Directive into French law, introduces the clause requiring any person established in France and paying interest or other similar income to disclose certain information to French tax authorities relating to the revenues paid to beneficiaries domiciled in another Member State while including, in particular, the identity and the address of the beneficiaries as well as a detailed list of the different categories of revenues paid to such beneficiaries.

On 13 November 2008 the European Commission published a detailed proposal for amendments to the Directive, which included a number of suggested changes. The European Parliament approved an amended version of this proposal on 24 April 2009. If any of those proposed changes are made in relation to the Directive they may amend or broaden the scope of the requirements described above.

French withholding tax

The following provisions summarize the French tax consequences that could, as the case may be, under the current state of French tax legislation and of its interpretation by the French tax authorities, apply to investors that are not residing in France for tax purposes in the meaning of French tax regulations applicable in France and who are neither shareholders of the Issuer nor related to the latter within the meaning of Article 39 12. of the CGI.

Payments of interest and other revenues made by the Issuer with respect to the Notes will not be subject to the mandatory withholding tax set out under Article 125 A III of the CGI unless such payments are made outside France in a non-cooperative State or territory (*Etat ou territoire non coopératif*) within the meaning of Article 238-0 A of the CGI (a "**Non-Cooperative State**"), irrespective of the Noteholder's residence for tax purposes or registered headquarters, while subject, however, to the provisions of international tax agreements.

La liste des Etats Non Coopératifs est publiée par arrêté ministériel et est mise à jour chaque année.

En application de l'article 125 A III du CGI, si les paiements d'intérêts ou d'autres produits au titre des Obligations s'effectuent dans un Etat Non Coopératif, une retenue à la source de 75% sera applicable (sous réserve de certaines exceptions et des dispositions plus favorables de tout traité de double imposition qui serait applicable).

En outre, en application de l'article 238-A du CGI, les intérêts et autres produits versés au titre des Obligations ne sont pas déductibles du revenu imposable de l'Emetteur s'ils sont payés ou dus à des personnes physiques ou morales domiciliées ou établies dans un Etat Non Coopératif ou versés sur un compte tenu dans un organisme financier établi dans un Etat Non Coopératif. En vertu de ces dispositions, les charges de l'Emetteur correspondant aux revenus des Obligations non déductibles peuvent être, sous certaines conditions, requalifiées à due concurrence en revenus distribués en application des dispositions des articles 109 et suivants du CGI. Dans cette hypothèse, ces revenus peuvent faire l'objet de la retenue à la source prévue à l'article 119 bis 2 du CGI et liquidée dans une telle hypothèse au taux de 30% ou 75%, sous réserve des stipulations plus favorables de toute convention fiscale applicable.

Nonobstant ce qui précède, ni la retenue à la source de 75% sur les intérêts et autres produits prévue par l'article 125 A III du CGI, ni la non-déductibilité des intérêts et autres produits prévue par l'article 238-A du CGI, ni la retenue à la source prévue à l'article 119 bis 2 du CGI à raison de cette non-déductibilité ne s'appliquera aux Obligations si l'Emetteur démontre que l'émission des Obligations a principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation des intérêts et autres produits dans un Etat Non Coopératif (l' "**Exception**") et que les intérêts ou les revenus en question se rapportent à des opérations réelles et ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré Conformément à la doctrine administrative *Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts* publiée (BOI-INT-DG-20-50-20140211, BOI-RPPM-RCM-30-10-20-40-20140211, BOI-ANNX-000364-20120912 et BOI-IR-DOMIC-10-20-20-60-20140211), l'Exception s'applique sans que l'Emetteur ait à apporter la preuve tenant à l'objet et à l'effet de l'émission, si les Obligations sont :

- (i) offertes dans le cadre d'une offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 du Code monétaire et financier ou d'une offre équivalente réalisée dans un Etat autre qu'un Etat Non Coopératif. Une offre équivalente s'entend de celle rendant obligatoire l'enregistrement ou le dépôt d'un document d'information auprès d'une autorité de marché étrangère ;
- (ii) admises aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de

The Non-Cooperative States list is published by a ministerial decision (*arrêté*) which is updated on a yearly basis.

If such payments of interest or other revenues under the Notes are made in a Non-Cooperative State, a 75% mandatory withholding tax will be applicable (subject to certain exceptions and to the more favourable provisions of any applicable double tax treaty) by virtue of Article 125 A III of the CGI.

Furthermore, pursuant to Article 238-A of the French CGI, interest and other revenues on such Notes are not deductible from the Issuer's taxable income, if they are paid or accrued to persons domiciled or established in a Non-Cooperative State or paid on an account opened in a financial institution established in such Non-Cooperative State. By virtue of these provisions, the Issuer's charges corresponding to the proceeds derived from the Notes and viewed as non-deductible can be requalified, under certain circumstances and up to the limit of the revenues distributed, as a constructive dividend as per the provisions of Articles 109 et seq. of the CGI. In this case, these revenues may be subject to a withholding at source provided for in paragraph 2 of Article 119 bis of the CGI and, in such a case, be liquidated at the rate of 30% or 75%, barring the existence of more favorable stipulations contained in any applicable tax agreement.

Notwithstanding the foregoing, neither the 75% mandatory withholding tax on interest and other products provided for by Article 125 A III of the CGI nor the non-deductibility of interest and other products provided for by Article 238-A of the CGI nor the withholding tax set out under Article 119 bis 2 of the CGI resulting from such non-deductibility will apply in respect of the Notes if the Issuer can prove that the principal purpose and effect of the issue of the Notes was not that of allowing the payments of interest or other revenues to be made in a Non-Cooperative State (the "**Exception**") to the extent the relevant interest or revenues relate to genuine transactions and are not in an abnormal or exaggerated amount. Pursuant to the French tax administrative guidelines *Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts* published (BOI-INT-DG-20-50-20140211, BOI-RPPM-RCM-30-10-20-40-20140211, BOI-ANNX-000364-20120912 et BOI-IR-DOMIC-10-20-20-60-20140211), the issue of the Notes will benefit from the Exception without the Issuer having to provide any proof of the purpose and effect of the issue of the Notes if such Notes are:

- (i) offered as part of a public placement within the meaning of Article L.411-1 of the French *Code monétaire et financier* or a similar placement conducted in a State other than a Non-Cooperative State. A similar placement is understood as one requiring the registration or filing of a prospectus with a foreign market regulator;
- (ii) admitted to trading on a regulated market or on a French or foreign multilateral securities trading

négociation d'instruments financiers français ou étranger, sous réserve que ce marché ou système ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif, et que le fonctionnement du marché soit assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de service d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, sous réserve que cette entreprise, prestataire ou organisme ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif ; ou

- (iii) admises, lors de leur émission, aux opérations d'un dépositaire central ou à celles d'un gestionnaire de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers au sens de l'article L.561-2 du Code monétaire et financier, ou d'un ou plusieurs dépositaires ou gestionnaires similaires étrangers, sous réserve que le dépositaire ou gestionnaire ne soit pas situé dans un Etat Non Coopératif.

Dans la mesure où les Obligations sont des instruments financiers de dette au sens du droit commercial français et qu'elles répondent aux cas (ii) et (iii) ci-dessus, les intérêts et autres revenus versés au titre de ces dernières ne seront pas, en principe, soumis à la retenue à la source prévue à l'article 125 A III du CGI. De plus, dans les mêmes conditions et dans la mesure où ces intérêts et autres revenus correspondent à des prestations réelles et qu'ils ne présentent pas un caractère anormal ou exagéré, les intérêts et autres revenus versés par l'Emetteur aux porteurs des Obligations au titre de ces dernières ne seront pas soumis, conformément à la doctrine administrative susvisée, aux règles de non-déductibilité prévues à l'article 238-A du CGI et, en conséquence, ne seront pas soumis à la retenue à la source prévue à l'article 119 bis 2 du CGI du seul fait qu'ils sont payés ou dus à une personne domiciliée ou établie dans un Etat Non Coopératif ou payé sur un compte tenu dans un organisme financier établi dans un tel Etat Non Coopératif.

Retenue à la source au Luxembourg

Non-résidents luxembourgeois

En vertu de la loi fiscale luxembourgeoise actuellement en vigueur et sous réserve de l'application des lois luxembourgeoises en date du 21 juin 2005 (les "**Lois**") qui transposent la Directive et plusieurs accords conclus entre le Luxembourg et certains territoires dépendants de l'Union Européenne, aucune retenue à la source n'est susceptible de s'appliquer aux intérêts (y compris les intérêts courus mais non payés) versés aux Porteurs ne résidant pas au Luxembourg dans le cadre et aux conditions fixées par les Obligations.

Conformément à la Directive et aux lois applicables, un agent payeur situé au Luxembourg (au sens de la Directive) doit, depuis le 1^{er} juillet 2005, retenir à la source sur les intérêts et autres produits similaires qu'il verse à ou, dans certaines circonstances, au profit d'un résident, personne physique, d'un autre Etat Membre, à moins que le bénéficiaire de ces versements d'intérêts ne fasse le choix d'un échange d'information.

system provided that such market or system is not located in a Non-Cooperative State, and the operation of such market is carried out by a market operator or an investment services provider, or by such other similar foreign entity, provided further that such market operator, investment services provider or entity is not located in a Non-Cooperative State; or

- (ii) admitted, at the time of their issue, to the clearing operations of a central depository or of a securities clearing and delivery and payments systems operator within the meaning of Article L.561-2 of the French *Code monétaire et financier*, or of one or more similar foreign depositories or operators provided that such depository or operator is not located in a Non-Cooperative State.

As the Notes qualify as debt securities under French commercial law and to the extent they qualify under items (ii) and (iii) abovementioned, payment of interest and other revenues derived from the Notes will, in principle, not be subject to the withholding tax set forth in Article 125 A III of the CGI. Moreover, under the same conditions and to the extent that the relevant interest and other revenues relate to genuine transactions and are not in an abnormal or exaggerated amount, interest and other revenues paid by the Issuer to the holders of the Notes in respect of the Notes will not be subject, pursuant to the abovementioned French tax administrative guidelines to the related non-deductibility rules set forth under Article 238-A of the CGI and, as a result, will not be subject to the withholding tax set forth under Article 119 bis 2 of the CGI solely on account of their being paid or accrued to a person domiciled or established in a Non-Cooperative State or paid on an account opened in a financial institution established in such a Non-Cooperative State.

Luxembourg withholding tax

Luxembourg non residents

Under Luxembourg tax law currently in effect and subject to the application of the Luxembourg laws dated 21 June 2005 (the "**Laws**") implementing the Directive and several agreements concluded between Luxembourg and certain dependent territories of the European Union, no withholding tax will apply upon the payment of interests (including accrued but unpaid interest) made to Luxembourg non-resident Noteholders in the scope and under the terms and conditions of the Notes.

Under the Directive and the applicable laws, a Luxembourg based paying agent (within the meaning of the Directive) is required since 1 July 2005 to withhold tax on interest and other similar income paid by it to (or under certain circumstances, to the benefit of) an individual resident in another Member State, unless the beneficiary of the interest payments elects for an exchange of information.

Le taux de retenue à la source est actuellement de 35%. Le système de retenue à la source sera uniquement applicable pendant une période de transition dont la fin dépend de la conclusion de certains accords sur l'échange d'information avec certains pays.

Résidents luxembourgeois

Conformément aux lois fiscales luxembourgeoises générales actuellement en vigueur et sans préjudice de l'application de la loi du 23 décembre 2005 (la "**Loi**") mentionnée ci-dessous, aucune retenue à la source ne s'applique sur les paiements effectués à titre de principal, de primes ou d'intérêts au profit de porteurs de Titres résidents luxembourgeois, ni sur les intérêts échus non encore versés au titre des présents Titres. De même, aucune retenue à la source luxembourgeoise n'est applicable lors du remboursement ou du rachat des Titres détenus par un porteur de Titres résident luxembourgeois.

Conformément à la Loi, les paiements d'intérêts ou de revenus de nature similaire effectués par un agent payeur établi au Luxembourg à ou au profit d'un bénéficiaire effectif qui est une personne physique résidente au Luxembourg, sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%. La retenue à la source est libératoire si le bénéficiaire effectif est une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé. C'est à l'agent payeur luxembourgeois qu'il incombe de prélever la retenue à la source. Les paiements d'intérêts provenant des présents Titres et tombant dans le champ d'application de la Loi sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

The withholding tax rate currently equals 35%. The withholding tax system will only apply during a transitional period, the ending of which depends on the conclusion of certain agreements relating to information exchange with certain other countries.

Luxembourg residents

Under Luxembourg general tax laws currently in force and subject to the law of 23 December 2005 (the "**Law**") mentioned below, there is no withholding tax on payments of principal, premium or interest made to Luxembourg resident holders of Securities, nor on accrued but unpaid interest in respect of Securities, nor is any Luxembourg withholding tax payable upon redemption or repurchase of Securities held by Luxembourg resident holders of Securities.

Under the Law payments of interest or similar income made or ascribed by a paying agent established in Luxembourg to or for the benefit of an individual beneficial owner who is a resident of Luxembourg will be subject to a withholding tax of 10%. Such withholding tax will be in full discharge of income tax if the beneficial owner is an individual acting in the course of the management of his/her private wealth. Responsibility for the withholding of the tax will be assumed by the Luxembourg paying agent. Payments of interest under the Securities coming within the scope of the Law would be subject to withholding tax of 10%.

SOUSCRIPTION ET VENTE

En vertu d'un contrat de placement (le "**Contrat de Placement**") en date du 17 juin 2014, CM-CIC Securities, HSBC Bank plc, Natixis et Société Générale (ensemble, les "**Co-Chefs de File**") se sont engagés vis-à-vis de l'Emetteur, sous réserve de la réalisation de certaines conditions, à faire souscrire et faire régler les Obligations à un prix d'émission égal à 99,540 % du montant nominal total des Obligations. Le Contrat de Placement autorise, dans certaines circonstances, les Co-Chefs de File à résilier le Contrat de Placement.

Restrictions générales

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise dans un quelconque pays ou territoire par l'Emetteur ou par l'un des Co-Chefs de File (à leur meilleure connaissance) qui permettrait une offre au public des Obligations, ou la détention ou distribution du présent Prospectus ou de tout autre document promotionnel relatif aux Obligations, dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet. En conséquence, les Obligations ne doivent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus, ni aucun autre document, publicité, ou autre document promotionnel relatif aux Obligations, ne doit être distribué dans ou à partir de, ou publié dans, tout pays ou toute juridiction excepté en conformité avec toute loi et réglementation applicables.

Espace Economique Européen

Concernant chaque Etat Membre de l'EEE qui a transposé la Directive Prospectus (un "**Etat Membre Concerné**"), chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que, à compter de la date à laquelle la Directive Prospectus est transposée dans l'Etat Membre Concerné (la "**Date de Transposition Concernée**"), il n'a pas effectué et n'effectuera pas d'offre au public des Obligations faisant l'objet du présent Prospectus dans l'Etat Membre Concerné, sous réserve qu'à compter de la Date de Transposition Concernée, il pourra effectuer une offre au public des Obligations dans l'Etat Membre Concerné :

- (a) à tout moment à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus Modificative;
- (b) à tout moment à moins de 100, ou si l'Etat Membre Concerné a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150, personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus Modificative), sous réserve du consentement préalable des Co-Chefs de File ; *ou*
- (c) à tout moment dans des circonstances entrant

SUBSCRIPTION AND SALE

Pursuant to a subscription agreement (the "**Subscription Agreement**") dated 17 June 2014, CM-CIC Securities, HSBC Bank plc, Natixis and Société Générale (together, the "**Joint Lead Managers**") are liable *vis à vis* the Issuer, subject to the satisfaction of certain conditions, to procure the subscription and the payment for the Notes at an issue price equal to 99.540 per cent. of the aggregate principal amount of the Notes. The Subscription Agreement entitles, in certain circumstances, the Joint Lead Managers to terminate the Subscription Agreement.

General restrictions

No action has been or will be taken by the Issuer or any of the Joint Lead Managers (to their best knowledge) in any country or jurisdiction that would permit a public offering of the Notes, or the possession or distribution of this Prospectus or any other offering material relating to the Notes, in any country or jurisdiction where action for that purpose is required. Accordingly, the Notes may not be offered or sold, directly or indirectly, and neither this Prospectus nor any circular, form of application, advertisement or other offering material relating to the Notes may be distributed in or from, or published in, any country or jurisdiction except under circumstances that will result in compliance with any applicable laws and regulations.

European Economic Area

In relation to each Member State of the European Economic Area which has implemented the Prospectus Directive (each, a "**Relevant Member State**"), each Joint Lead Manager has represented and agreed that with effect from and including the date on which the Prospectus Directive is implemented in that Relevant Member State (the "**Relevant Implementation Date**") it has not made and will not make an offer of Notes which are the subject of the offering contemplated by this Prospectus to the public in that Relevant Member State except that it may, with effect from and including the Relevant Implementation Date, make an offer of such Notes to the public in that Relevant Member State:

- (a) at any time to any legal entity which is a qualified investor as defined in the 2010 Amending Directive
- (b) at any time to fewer than 100 or, if the Relevant Member State has implemented the relevant provision of the PD Amending Directive, 150 natural or legal persons (other than qualified investors as defined in the PD Amending Directive), subject, in each case, to obtaining the prior consent of the the relevant Joint Lead Managers; or
- (c) at any time in any other circumstances falling

dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus,

à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (c) ci-dessus ne requièrent la publication par l'Emetteur ou l'un des Co-Chefs de File d'un prospectus conformément aux dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins de cette disposition, (a) l'expression "**offre d'Obligations au public**" relative à toutes Obligations dans tout Etat Membre Concerné signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les obligations à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider d'acheter ou de souscrire ces Obligations, telle qu'éventuellement modifiée par l'Etat Membre Concerné par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus, (b) l'expression "**Directive Prospectus**" signifie la Directive 2003/71/CE et inclut toute mesure de transposition dans chaque Etat Membre Concerné et (c) l'expression "**Directive Prospectus Modificative**" signifie la Directive 2010/73/UE et inclut toute mesure de transposition dans chaque Etat Membre Concerné.

France

Chaque Co-Chef de File a déclaré et reconnu qu'il n'a pas offert ou vendu ni n'offrira ou ne vendra d'Obligations, directement ou indirectement, au public en France, et qu'il n'a pas distribué ou fait distribuer ni ne distribuera ou ne fera distribuer au public en France le présent Prospectus ou tout autre document d'offre relatif aux Obligations et qu'une telle offre, vente ou distribution n'a été et ne sera faite en France qu' (a) à des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers et/ou (b) à des investisseurs qualifiés agissant pour compte propre et/ou (c) à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre, tel que défini, et conformément, aux articles L.411-1, L.411-2, D.411-1 et D.411-4 du Code monétaire et financier.

Etats-Unis d'Amérique

Les Obligations n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières de 1933, telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Les Obligations ne pourront être offertes ou vendues, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis (*United States*) qu'en conformité avec les lois et règlements américains applicables aux valeurs mobilières. Les Obligations sont offertes et vendues uniquement en dehors des États-Unis (*United States*) dans le cadre d'opérations extra-territoriales (*offshore transactions*), conformément à la Règle S de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières (la "**Règle S**"). Les termes utilisés dans le présent paragraphe ont la même signification que celle qui leur est donnée dans la Règle S.

within Article 3(2) of the Prospectus Directive,

provided that no such offer of Notes referred to in (a) to (c) above shall require the Issuer or any of the Joint Lead Managers to publish a prospectus pursuant to Article 3 of the Prospectus Directive.

For the purposes of this provision, (a) the expression an "**offer of Notes to the public**" in relation to any Notes in any Relevant Member State means the communication in any form and by any means of sufficient information on the terms of the offer and the Notes to be offered so as to enable an investor to decide to purchase or subscribe the Notes, as the same may be varied in that Member State by any measure implementing the Prospectus Directive in that Member State, (b) the expression "**Prospectus Directive**" means Directive 2003/71/EC and includes any relevant implementing measure in each Relevant Member State and (c) the expression "**PD Amending Directive**" means Directive 2010/73/EU and includes any relevant implementing measure in each Relevant Member State.

France

Each Joint Lead Manager has represented and agreed that it has not offered or sold and will not offer or sell, directly or indirectly, any Notes to the public in France and it has not distributed or caused to be distributed and will not distribute or cause to be distributed to the public in France the Prospectus or any other offering material relating to the Notes and such offers, sales and distributions have been and will be made in France only to (a) providers of investment services relating to portfolio management for the account of third parties (*personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers*), and/or (b) qualified investors acting for their own account (*investisseurs qualifiés agissant pour compte propre*) and/or (c) a restricted circle of investors acting for their own account (*cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre*), all as defined in, and in accordance with, Articles L.411-1, L.411-2, D.411-1 and D.411-4 of the French *Code monétaire et financier*.

United States of America

The Notes have not been and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the "**Securities Act**"). The Notes may not be offered or sold, directly or indirectly, within the United States otherwise than in accordance with applicable U.S. Securities laws and regulations. The Notes are being offered and sold only outside of the United States in offshore transactions in reliance on Regulation S under the Securities Act ("**Regulation S**"). Terms used in this paragraph have the meanings given to them by Regulation S.

En outre, dans les quarante (40) jours suivant le début du placement, une offre ou une vente des Obligations aux Etats-Unis par un agent placeur (qu'il participe ou non à l'offre), peut constituer une violation des obligations d'enregistrement au titre de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières.

Royaume Uni

Chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que :

- (a) il n'a distribué, ou n'a fait distribuer, et ne distribuera, ou ne fera distribuer, une quelconque incitation ou invitation à entreprendre des services d'investissement (au sens de la section 21 du "Financial Services and Markets Act 2000" ("**FSMA**")) reçue par lui et relative à l'émission ou à la vente des Obligations que dans des circonstances où la section 21(1) du FSMA ne s'applique pas à l'Emetteur ; et
- (b) il a respecté, et respectera, toutes les dispositions du FSMA applicables à tout acte en rapport avec les Obligations et effectué par lui au Royaume-Uni, ou à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni.

Italie

Le présent Prospectus n'a pas été, ni ne sera publié en République d'Italie en rapport avec l'offre des Obligations. L'offre des Obligations n'a pas été enregistrée auprès de la *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa* ("**Consob**") en République d'Italie conformément au Décret Législatif n°58 du 24 février 1998 tel qu'amendé (la "**Loi sur les Services Financiers**") et au Règlement Consob n°11971 du 14 mai 1999 telle qu'amendée (le "**Règlement sur les Emetteurs**"). En conséquence, Chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que les Obligations ne peuvent être, et ne seront pas, offertes, vendues ou distribuées, directement ou indirectement, en République d'Italie dans le cadre d'une offre au public, telle que définie à l'Article 1, paragraphe 1(t) de la Loi sur les Services Financiers, et aucun exemplaire du présent Prospectus ni d'aucun autre document relatif aux Obligations ne peut être, et ne sera, distribué en République d'Italie, sauf (a) à des investisseurs professionnels (*investitori qualificati*), tels que définis à l'article 34-ter, paragraphe 1(b) du Règlement sur les Emetteurs, ou (b) dans toute autre circonstance bénéficiant d'une exemption aux règles applicables aux offres au public conformément aux conditions indiquées à l'article 100 de la Loi sur les Services Financiers et à ses règlements d'application, y compris l'article 34-ter, premier paragraphe, du Règlement sur les Emetteurs.

Chaque Co-Chef de File a déclaré et garanti que toute offre, vente ou distribution d'Obligations et toute distribution du présent Prospectus ou de tout autre document relatif aux Obligations en République d'Italie conformément aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus doit et

In addition, until forty (40) days after the commencement of the offering, an offer or sale of the Notes within the United States by a dealer (whether participating in the offering or not) may violate the registration requirements of the Securities Act.

United Kingdom

Each Joint Lead Manager has represented and agreed that:

- (a) it has only communicated or caused to be communicated and will only communicate or cause to be communicated an invitation or inducement to engage in investment activity (within the meaning of Section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000 (the "**FSMA**")) received by it in connection with the issue or sale of the Notes in circumstances in which Section 21(1) of the FSMA does not apply to the Issuer; and
- (b) it has complied and will comply with all applicable provisions of the FSMA with respect to anything done by it in relation to the Notes in, from or otherwise involving, the United Kingdom.

Italy

This Prospectus has not been, nor will be, published in the Republic of Italy in connection with the offering of the Notes and such offering of the Notes has not been registered with the *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa* ("**Consob**") in the Republic of Italy pursuant to Legislative Decree no. 58 of 24 February 1998 as amended (the "**Financial Services Act**") and to Consob Regulation no. 11971 of 14 May 1999, as amended (the "**Issuers Regulation**"). Accordingly, each of the Joint Lead Managers has represented and guaranteed that no Notes may, and will, be offered, sold or distributed, directly or indirectly, in the Republic of Italy in an offer to the public, as defined under Article 1, paragraph 1, letter (t) of the Financial Services Act, nor may, or will, copies of this Prospectus or any other document relating to the Notes be distributed in the Republic of Italy, except (a) to qualified investors (*investitori qualificati*), as defined in Article 34-ter, paragraph 1(b) of the Issuers Regulation; or (b) in any other circumstances which are exempted from the rules on offers to the public pursuant to, and in compliance with, the conditions set out in Article 100 of the Financial Services Act and its implementing regulations, including Article 34-ter, first paragraph, of the Issuers Regulation.

Each of the Joint Lead Managers has also represented and agreed that any offer, sale or distribution of the Notes or distribution of copies of this Prospectus or any other document relating to the Notes in the Republic of Italy under (a) or (b) above must, and will, be effected in

devra être effectuée en conformité avec les lois italiennes en vigueur, notamment celles relatives aux valeurs mobilières, à la fiscalité et aux échanges et à toute autre loi et réglementation applicable et en particulier :

- (a) doit et devra être réalisée par une entreprise d'investissement, une banque ou un intermédiaire financier habilité à exercer cette activité en République d'Italie conformément à la Loi sur les Services Financiers, au Règlement Consob n°16190 du 29 octobre 2007 (tel qu'amendé) et au Décret Législatif n°385 du 1er septembre 1993 tel que modifié ; et
- (b) doit et devra être effectuée conformément à toutes les limites ou conditions de notification imposées par la Consob, la Banque d'Italie et/ou toute autre autorité italienne.

Les investisseurs qui souscrivent des Obligations au cours d'une offre sont seuls responsables pour s'assurer que l'offre ou la revente des Obligations souscrits dans le cadre de cette offre est réalisée conformément aux lois et réglementations italiennes applicables. L'article 100-bis de la Loi sur les Services Financiers affecte la transférabilité des Obligations en République d'Italie, dans la mesure où les Obligations sont placées exclusivement auprès d'investisseurs professionnels et ces Obligations sont dans ce cas systématiquement revendues à des investisseurs non professionnels sur le marché secondaire à tout moment dans les douze (12) mois suivant le placement. Si cela avait lieu en l'absence de publication d'un prospectus conformément à la Directive Prospectus en République d'Italie ou en dehors de l'une des exceptions visées ci-dessus, les acheteurs d'Obligations ayant agi en dehors du cadre de leur activité professionnelle disposent du droit, à certaines conditions, de demander l'annulation de l'achat de leurs Obligations et le paiement de dommages et intérêts auprès de tout intermédiaire intervenu dans l'achat des Obligations.

Ce Prospectus ou tout autre document relatif aux Obligations, ainsi que l'information qu'ils contiennent, sont strictement réservés à leurs destinataires et ne sauraient être distribués à un tiers résidant ou situé en République d'Italie pour quelque raison que ce soit. Aucune personne résidant ou située en République d'Italie, qui ne serait pas destinataire original du présent Prospectus, ne saurait se fonder sur le présent Prospectus ou sur son contenu.

accordance with all relevant Italian securities, tax and exchange control and other applicable laws and regulations and, in particular, will be made:

- (a) by an investment firm, bank or financial intermediary permitted to conduct such activities in the Republic of Italy in accordance with the Financial Services Act, Consob Regulation No. 16190 of 29 October 2007 (as amended from time to time) and Legislative Decree No. 385 of 1 September 1993, as amended; and
- (b) in compliance with any other limitation or notification requirement which may be, from time to time, imposed by Consob, the Bank of Italy and/or any other Italian authority.

Any investor purchasing the Notes in the offering is solely responsible for ensuring that any offer or resale of the Notes it purchased in the offering occurs in compliance with applicable Italian laws and regulations. Article 100-bis of the Consolidated Financial Services Act affects the transferability of the Notes in Italy to the extent that the Notes are placed solely with qualified investors and such Notes are then systematically resold to non-qualified investors on the secondary market at any time in the twelve (12) months following such placing. Should this occur without the publication of a prospectus pursuant to Prospectus Directive in Italy or outside of the application of one of the exemptions referred to above, purchasers of Notes who are acting outside of the course of their business or profession are entitled, under certain conditions, to have such purchase declared void and to claim damages from any authorised intermediary at whose premises the Notes were purchased.

This Prospectus, any other document relating to the Notes and the information contained herein are intended only for the use of its recipient and are not to be distributed to any third-party resident or located in Italy for any reason. No person resident or located in the Republic of Italy other than the original addressees of this Prospectus may rely on this Prospectus or its content.

INFORMATIONS GENERALES

1. Les Obligations ont été admises aux opérations des systèmes de compensation de Clearstream, Luxembourg (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Luxembourg), d'Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique) et d'Euroclear France (66 rue de la Victoire, 75009 Paris, France) sous le code commun 107835822. Le code ISIN des Obligations est FR0011991371.
2. L'émission des Obligations par l'Emetteur a été autorisée par délibérations du Conseil d'administration de l'Emetteur en date du 3 octobre 2013 et une décision de Monsieur Sidney Toledano, Directeur Général Délégué de l'Emetteur, en date du 12 juin 2014.
3. L'Emetteur a obtenu tous les accords, approbations et autorisations nécessaires en France dans le cadre de l'émission et l'exécution des Obligations.
4. Les Obligations ont fait l'objet d'une demande auprès de la Bourse de Luxembourg pour être inscrites sur la Liste Officielle et admises aux négociations sur le marché réglementé (au sens de la directive CE/2004/39 telle que modifiée) de la Bourse de Luxembourg.
5. Les commissaires aux comptes de l'Emetteur pour la période couverte par les informations financières historiques sont Ernst & Young et Autres (1-2, place des Saisons, 92400 Courbevoie - Paris la Défense 1, France) et Mazars (Tour Exaltis, 61 rue Henri-Régnauld, 92400 Courbevoie). Ernst & Young et Autres et Mazars ont audité les comptes annuels de l'Emetteur et rendu un rapport d'audit pour chacun des exercices financiers de l'Emetteur clos le 30 avril 2012, le 30 avril 2013 et le 30 juin 2013. Ernst & Young et Autres et Mazars ont procédé à un examen limité des comptes semestriels de l'Emetteur et rendu un rapport de revue limitée pour le semestre clos le 31 décembre 2013. Ernst & Young et Autres et Mazars appartiennent à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.
6. Le total des frais relatifs à l'admission aux négociations des Obligations est estimé à 8.275 euros.
7. Le rendement des Obligations est de 1,471 % par an, tel que calculé à la Date d'Emission sur la base du prix d'émission des Obligations.
8. A la connaissance de l'Emetteur, aucune personne, autre que l'Emetteur, impliquée dans l'offre des Obligations n'a un intérêt significatif (hormis les commissions payables aux Co-Chefs de File) dans l'émission.
9. Il n'y a pas eu, à la date du présent Prospectus, de changement significatif dans la situation financière

GENERAL INFORMATION

1. The Notes have been accepted for clearance through Clearstream, Luxembourg (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Luxembourg), Euroclear (boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgium) and Euroclear France (66, rue de la Victoire, 75009 Paris, France) with the common code 107835822. The ISIN code number for the Notes is FR0011991371.
2. The issue of the Notes has been authorised pursuant to resolutions of the Board of Directors of the Issuer dated 3 October 2013 and a decision of Mr. Sidney Toledano, Group Managing Director of the Issuer, dated 12 June 2014.
3. The Issuer has obtained all necessary consents, approvals and authorisations in France in connection with the issue and performance of the Notes.
4. Application has been made to the Luxembourg Stock Exchange for the Notes to be listed on the Official List and admitted to trading on the regulated market (within the meaning of directive 2004/39/EC as amended) of the Luxembourg Stock Exchange.
5. The statutory auditors of the Issuer for the period covered by the historical financial information are Ernst & Young et Autres (1-2, place des Saisons, 92400 Courbevoie - Paris la Défense 1, France) and Mazars (Tour Exaltis, 61 rue Henri-Régnauld, 92400 Courbevoie). Ernst & Young et Autres and Mazars have audited and rendered audit reports on the financial statements of the Issuer for each of the financial years ended 30 April 2012, 30 April 2013 and 30 June 2013. Ernst & Young et Autres and Mazars have performed a limited review and rendered a limited review report on the semi-annual financial statements of the Issuer for the period ended 31 December 2013. Ernst & Young Audit and Mazars belong to the Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.
6. The total expenses related to the admission to trading of the Notes are estimated to EUR 8,275.
7. The yield of the Notes is 1.471 per cent. *per annum*, as calculated at the Issue Date on the basis of the issue price of the Notes.
8. As far as the Issuer is aware, no person, other than the Issuer, involved in the offer of the Notes has an interest material (apart from the fees payable to the Joint Lead Managers) to the issue.
9. At the date of this Prospectus, there has been no significant change in the financial or trading

ou commerciale de l'Emetteur ou du Groupe Christian Dior depuis le 31 décembre 2013.

position of the Issuer or the Christian Dior Group since 31 December 2013.

- 10.** A la date du présent Prospectus, aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'Emetteur depuis le 30 juin 2013.
 - 11.** L'Emetteur n'a pas conclu, à la date du présent Prospectus, de contrat important autre que les contrats conclus dans le cadre normal de ses affaires, qui contiendrait des stipulations qui mettrait à la charge de l'Emetteur une obligation ou un engagement important au regard de la faculté de l'Emetteur à accomplir ses obligations à l'égard des porteurs d'Obligations au titre des Obligations émises.
 - 12.** Sauf pour ce qui est indiqué dans le présent Prospectus (y compris les documents qui y sont incorporés par référence), durant une période couvrant au moins les douze (12) derniers mois, il n'y a eu aucune instance gouvernementale, judiciaire, ou arbitrale (y compris toute procédure dont l'Emetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) qui pourrait avoir ou a eu dans un passé récent des effets significatifs sur la position financière ou la rentabilité de l'Emetteur.
 - 13.** A la connaissance de l'Emetteur, il n'y a pas, à la date du présent Prospectus, de conflits d'intérêts entre les devoirs, à l'égard de l'Emetteur, des membres du Conseil d'administration et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs.
 - 14.** Aussi longtemps que les Obligations seront en circulation, des copies du présent Prospectus, des documents incorporés par référence dans le présent Prospectus, du Contrat de Service Financier et des statuts de l'Emetteur seront disponibles pour consultation et des copies des comptes annuels et semestriels les plus récents de l'Emetteur pourront être obtenus, sans frais, dans les bureaux des Agents Payeurs aux heures normales d'ouverture des bureaux. Le présent Prospectus et tous les documents incorporés par référence dans le présent Prospectus sont également disponibles sur le site Internet de la bourse de Luxembourg (www.bourse.lu).
- 10.** At the date of this Prospectus, there has been no material adverse change in the prospects of the Issuer since 30 June 2013.
 - 11.** The Issuer has not entered into, at the date of this Prospectus, contracts outside the ordinary course of the Issuer's business, which could result in the Issuer being under an obligation or entitlement that is material to the Issuer's ability to meet its obligation to holders of Notes in respect of the Notes being issued.
 - 12.** Save as disclosed in this Prospectus (including the documents incorporated by reference), during a period covering at least the previous twelve (12) months, there have been no governmental, legal or arbitration proceedings (including any such proceedings which are pending or threatened of which the Issuer is aware) which may have, or have had in the recent past, significant effects on the Issuer's financial position or profitability.
 - 13.** To the Issuer's knowledge, at the date of this Prospectus, there are no conflicts of interest between the private interests and/or other duties of members of the Board of Directors of the Issuer and the duties they owe to the Issuer.
 - 14.** So long as any of the Notes remain outstanding, copies of this Prospectus, the documents incorporated by reference in this Prospectus, the Fiscal Agency Agreement and the *statuts* (by-laws) of the Issuer will be available for inspection and copies of the most recent annual and semi-annual financial statements of the Issuer will be obtainable, free of charge, at the specified offices for the time being of the Paying Agents during normal business hours. This Prospectus and all the documents incorporated by reference in this Prospectus are also available on the website of the Luxembourg Stock Exchange (www.bourse.lu).

EMETTEUR
ISSUER

CHRISTIAN DIOR

30, avenue Montaigne
75008 Paris
France
+33 1 44 13 22 22

CO-CHEFS DE FILE
JOINT LEAD MANAGERS

CM-CIC SECURITIES

6, avenue de Provence
75441 Paris Cedex 09
France

HSBC BANK PLC

8 Canada Square
Londres E14 5HQ
Royaume-Uni

NATIXIS

30, avenue Pierre Mendès-France
75013 Paris
France

SOCIETE GENERALE

29, boulevard Haussmann
75009 PARIS
France

AGENT FINANCIER ET AGENT PAYEUR
FISCAL AGENT AND PAYING AGENT

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

(Numéro Affilié Euroclear : 29106)

Les Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin
France

ETABLISSEMENT INTRODUCTEUR A LUXEMBOURG
LUXEMBOURG LISTING AGENT

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, LUXEMBOURG BRANCH

Corporate Trust Services
33, rue de Gasperich
Howald - Hesperange
L – 2085 Luxembourg
Luxembourg

COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EMETTEUR
AUDITORS TO THE ISSUER

MAZARS

Tour Exaltis
61, rue Henri-Régnault
92400 Courbevoie
France

ERNST & YOUNG ET AUTRES

1-2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris la Défense 1
France

CONSEIL JURIDIQUE DE L'EMETTEUR
LEGAL ADVISER TO THE ISSUER

BREDIN PRAT A.A.R.P.I.

130, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
France

CONSEIL JURIDIQUE DES CO-CHEFS DE FILE
LEGAL ADVISER TO THE JOINT LEAD MANAGERS

GIDE LOYRETTE NOUEL A.A.R.P.I.

22, cours Albert 1^{er}
75008 Paris
France